

The background of the image shows a blurred laptop keyboard at the top, with several notebooks and pencils scattered on a light-colored surface below. The text is overlaid on this background.

LES ARTICLES EXEMPLES

2016 – 2017 - 2018

QUI SOMMES NOUS ?

LES YEUX DU MONDE

<http://les-yeux-du-monde.fr>

NOTRE ACTIVITÉ

Nous analysons l'actualité sur la scène internationale sous un angle géopolitique à travers des articles synthétiques de moins de 800 mots. Notre mission est d'apporter à nos 60.000 lecteurs mensuels un regard objectif sur les événements historiques ou actuels tout en leur proposant des clés de compréhension.

LE CONTENU

Sur notre site vous trouverez :

- ▶ Des analyses approfondies sur l'actualité, l'histoire ou l'économie
- ▶ Des fiches sur des livres d'auteurs
- ▶ Des résumés d'événements historiques
- ▶ Des récapitulatifs hebdomadaires de l'actualité en anglais
- ▶ Des cours de géopolitique et des quizzes pour vérifier ses connaissances
- ▶ Une chronologie complète des événements depuis 2013
- ▶ Des dossiers exhaustifs sur des thématiques particulières
- ▶ Des articles analytiques portant sur des cas précis et originaux (pays, infrastructure, entreprise, industrie, etc.) riches en chiffres, concepts et anecdotes durant la période des concours (100% des sujets traités cette année)

L'ÉQUIPE

Créée 2010 par 4 étudiants férus de géopolitique, l'association des Yeux du Monde n'a depuis cessé de se développer. Aujourd'hui, l'équipe est composée de 55 rédacteurs bénévoles, de profils très différents mais tous animés par la même envie : transmettre leur passion pour les relations internationales.

Nous recrutons tout au long de l'année : <http://les-yeux-du-monde.fr/recru> pour en savoir plus !

Retrouvez-nous aussi sur Facebook :

<https://www.facebook.com/lesyeuxdumondegeopo/>



MAJOR-PREPA

<http://major-prepa.com>

Major-Prépa est le **site web numéro 1 des étudiants en prépa HEC**. 100% gratuit, il propose du contenu destiné à la réussite des concours et est animé par des étudiants passionnés ayant intégré de nombreuses écoles (HEC Paris, ESCP Europe, emlyon et NEOMA).

C'est avec eux que nous avons rédigé les articles methodo' à retrouver sur leur site.

Retrouvez-les sur Facebook : <https://www.facebook.com/major.prepa/>



TABLE DES MATIERES

QUI SOMMES NOUS ?	0
LES YEUX DU MONDE	1
MAJOR-PREPA	2
FICHES 2016-2017	1
AFRIQUE	2
LES MARCHES AFRICAINS DE L'AFRIQUE DU SUD	2
QUELLES AVANCEES POUR LA « CHINAFRIQUE » ?	4
L'AGOA : OU EN SONT LES RELATIONS ETATS-UNIS/AFRIQUE ?	6
QUEL AVENIR HYDRIQUE POUR L'EGYPTE ?	9
LE CINEMA NIGERIAN : COMME DANS UN FILM	11
AMERIQUES	13
LE CANADA RAVI DE LA RELANCE KEYSTONE XL	13
LES ETATS-UNIS CHAMPIONS DE LA GUERRE ECONOMIQUE : LE RACHAT D'ALSTOM PAR GENERAL ELECTRIC	15
L'HEGEMONIE CROISSANTE DES GAFA	17
RELATIONS ETATS-UNIS/MEXIQUE : ENTRE MEFIANCE ET INTERDEPENDANCE	19
LE PORT DE MARIEL : A LA CROISEE DES INTERETS CUBAINS ET BRESILIENS	21
LE PARI SOLAIRE AU CHILI	23
COMMUNAUTE ANDINE : L'AUTRE ORGANISATION SUD-AMERICAINE	25
LA TRIPLE FRONTIERE, UN EXEMPLE DE ZONE GRISE DE LA MONDIALISATION	27
LA BOLSA FAMILIA BRESILIENNE, UN PROGRAMME SOCIAL EN DANGER	29
ASIE	31
DATANG ET LES NOUVELLES LOGIQUES DE L'INDUSTRIALISATION	31
CHINE : 13EME PLAN QUINQUENNAL CONTRE LA CONJONCTURE	33
LA THAÏLANDE, ENTRE CROISSANCE ECONOMIQUE ET FRAGILITE POLITIQUE	35
OSAKA, UNE VILLE LUMIERE AU PAYS DU PHOTOVOLTAÏQUE	37
LE VIETNAM, NOUVEL ATELIER DU MONDE ?	39
BANGALORE, LA SILICON VALLEY INDIENNE	41
CHINE ET RUSSIE EN ASIE CENTRALE : QUELLES RIVALITES ?	43
EUROPE	45
LE PROGRAMME ERASMUS, UNE REUSSITE DU PROJET EUROPEEN	45

L'EUROREGION PYRENEES-MEDITERRANEE, OU L'AMBITION D'UN POLE DE RECHERCHE ET D'INNOVATION	48
LA POLITIQUE MEDITERRANEENNE, UN SYMBOLE DE L'ECHEC D'UNE POLITIQUE EXTERIEURE COMMUNE DE L'UNION EUROPEENNE	50
LA BCE ET L'INFLATION, UNE RELATION COMPLEXE	52
SPLendeur ET MISERE DU FOOTBALL EUROPEEN : L'ARRET BOSMAN	54
LA RUSSIE : PREMIERE PUISSANCE EUROPEENNE EN 2050 ?	56
LA RUSSIE, UNE PUISSANCE COERCITIVE A L'ECONOMIE FRAGILE	58
UNE ILE RUSSE AU SEIN DE L'EUROPE : L'ENCLAVE DE KALININGRAD	60
L'UKRAINE ET L'UE, QUELLE POLITIQUE DE VOISINAGE ?	62
L'IRLANDE, FIERTE DE L'UNION EUROPEENNE	64
LES ENERGIES RENOUVELABLES EN SUEDE, UN MODELE POUR L'UE	66
LE MODELE SUEDOIS, UN OVNI SOCIAL ?	68
AIRBUS, UNE DECENNIE APRES LES TURBULENCES DE L'A380, UN REDECOLLAGE REUSSI ?	70
ROSNEFT, L'AUTRE FLEURON DE L'ENERGIE RUSSE	73
SWATCH : DERRIERE LA MONTRE COLOREE, UNE ENTREPRISE INNOVANTE	75
FRANCE	77
LA FRANCOPHONIE AU SERVICE DU SOFT-POWER	77
TOTAL, UN EXEMPLE DE GRANDE ENTREPRISE FRANÇAISE MONDIALISE	79
QWANT, UN MOTEUR DE RECHERCHE FRANÇAIS ORIGINAL MAIS ISOLE FACE A LA CONCURRENCE DES GEANTS AMERICAINS	81
GOUT DE FRANCE, SYMBOLE DU RAYONNEMENT MONDIAL DE LA GASTRONOMIE FRANÇAISE	83
L'EOLIEN EN FRANCE, LE BON ELEVE DES ENERGIES RENOUVELABLES	85
AREVA AU NIGER, ENTRE INTERETS GEOPOLITQUES ET GEOECONOMIQUES FRANÇAIS	87
ARMEMENT FRANÇAIS : LE CAS DU RAFALE DE DASSAULT	89
RENAULT A LA CONQUETE DU MONDE	91
LE LOUVRE D'ABOU DABI, SYMBOLE DU SOFT POWER FRANÇAIS	93
LA BEAUCE, UNE REGION AGRICOLE AU CŒUR DE LA FRANCE	95
MOYEN-ORIENT	97
LE SOLAIRE AU PAYS DE L'OR NOIR : PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DU PHOTOVOLTAÏQUE EN IRAN	97
LES NOUVELLES PERSPECTIVES ENERGETIQUES AU MOYEN-ORIENT	100
PROBLEMATIQUES INTER-REGIONALES	102
NOUVELLE BASE CHINOISE AU DJIBOUTI : ETAT DES LIEUX ET PERSPECTIVES DE LA STRATEGIE CHINOISE DU COLLIER DE PERLES	102
LA NOUVELLE BANQUE DE DEVELOPPEMENT DES BRICS : UN OUTIL ECONOMIQUE ET POLITIQUE	104
LA FRACTURE NUMERIQUE, TEMOIN DE LA DIFFERENCIATION NORD/SUD ?	106
L'OMC, CATALYSEUR OU FREIN A L'INSERTION DES PMA ?	108

FICHES 2018	110
<hr/>	
PREMIERE THEMATIQUE : LES MIGRATIONS	111
WESTERN UNION ET LE MARCHÉ DES REMISES	112
LA MIGRATION COMME OUTIL DE PRESSION DIPLOMATIQUE	114
« <i>BACK TO BANGALORE</i> », LE <i>BRAIN GAIN</i> EN INDE	116
L'EXODE RURAL A MADAGASCAR	118
LA MECQUE ET KERBALA, UNE BATAILLE DE PELERINAGES ?	120
THEMIS, LA NOUVELLE OPERATION DE FRONTEX EN MER MEDITERRANEE	122
LE NIGER AU CŒUR DE LA LUTTE CONTRE L'IMMIGRATION CLANDESTINE	124
LES MIGRATIONS CHINOISES EN EXTREME-ORIENT	126
<hr/>	
DEUXIEME THEMATIQUE : L'ENVIRONNEMENT	128
LE CITARUM, FLEUVE LE PLUS POLLUE DU MONDE	130
LA QUESTION DU GENRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	132
LE CONSEIL MONDIAL DE L'EAU ET SON FORUM	134
L'EXPLOITATION DES RESSOURCES EN ZEE - LE CAS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE	136
LE TIBET, CHATEAU D'EAU DE L'ASIE	138
<hr/>	
TROISIEME THEMATIQUE : LE SOFT POWER	142
SOFT POWER INDIEN : L'INFLUENCE ZEN DU YOGA	144
LE « HALLYU », OUTIL DU SOFT POWER SUD-COREEN	146
LE SOFT POWER CHINOIS, UN DISCOURS INTERNATIONAL A REBOURS DU MODELE OCCIDENTAL	148
LE « <i>SHARP POWER</i> » : SOFT POWER DES REGIMES AUTORITAIRES ?	150
MEDELLIN, L'URBANISATION SOCIALE CONTRE LA VIOLENCE	152
LUSOPHONIE ET <i>TELENOVELAS</i> : UN SOFT POWER BRÉSILIEN EFFICACE ?	154
LA « GUERRE DE L'INFORMATION » RUSSE, UNE ARME DE DESTABILISATION	156
<hr/>	
QUATRIEME THEMATIQUE : TECHNOLOGIE ET MONDIALISATION	158
BIG DATA ET MANIPULATIONS ELECTORALES : L'AFFAIRE FACEBOOK/CAMBRIDGE ANALYTICA	160
LA 4 ^e REVOLUTION INDUSTRIELLE : VECTEUR DE RE-LOCALISATION ?	162
LA CYBERGUERRE ET LE CYBERESPACE : DE LA COURSE A LA TECHNOLOGIE A L'INTERVENTION DES ETATS	164
HAMBOURG, PREMIER « SMART PORT » DU MONDE ?	166
TESLA, UNE START-UP EN PERTE DE VITESSE ?	168
HEALTHMAP ET L'EXTRACTION DE DONNEES EPIDEMIOLOGIQUES SUR INTERNET	170
LE PROJET ITER, QUAND LES PUISSANCES MONDIALES S'ALLIENT POUR NOTRE AVENIR ENERGETIQUE	172

FICHES

2016-2017

AFRIQUE

Les marchés africains de l'Afrique du Sud

Alexandre LIEBERMANN

*Ajoutée aux **BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine)** depuis quelques années, l'Afrique du Sud tente de démontrer son statut de pays émergent, en grande partie par sa présence croissante sur le continent africain.*

L'Afrique du Sud a longtemps été vue comme un émergent prometteur cependant incapable de rivaliser avec les BRIC, principalement du fait d'une population et d'une superficie inférieures. Pourtant, avec les difficultés récentes des BRIC, c'est bien **l'Afrique du Sud qui apparaît comme un des émergents les moins décevants**, utilisant sa présence géographique en Afrique pour y investir. **En 2013**, elle était ainsi **le plus grand investisseur en Afrique** (en termes de nombre d'Investissements Directs à l'Étranger – IDE), devant des pays comme la Chine ou la France, bien qu'elle reste loin derrière eux sur la valeur des IDE. Cela revient à dire que l'Afrique du Sud investit sur le continent à travers des projets de moindre taille, collant plus aux besoins du continent. Dernièrement, l'Etat a même réduit différentes taxes pour les entreprises qui investissent sur le reste du continent.

Ce sont les **services qui comptent pour la moitié des investissements**, notamment au niveau du secteur bancaire (comme la Standard Bank sud-africaine). Les **télécommunications** sont également très porteuses, avec le grand opérateur **MTN**, sans oublier la **distribution**, comme avec **Shoprite**, présente dans plus de vingt pays africains grâce à de très nombreux magasins. Ces entreprises continentales tentent le plus souvent de trouver des **financements locaux**, sans requérir l'aide de la maison-mère, ce qui en fait une différence notable avec les concurrents européens ou asiatiques.

En termes de destinations, l'Afrique du Sud **s'implante sur les marchés les plus prometteurs du continent. Elle a ainsi fait du Nigeria une implantation de choix**, tout comme le Ghana, le Kenya, sans oublier tous les pays d'Afrique australe. Cette combinaison de croissance constante, de marché à plusieurs centaines de millions de consommateurs viables et d'infrastructures existantes modestes permet aux entreprises sud-africaines de cumuler les retours sur investissement. On estime aujourd'hui que **30% des exports du pays sont destinés au continent**.

Une telle ouverture sur l'étranger permet à l'Afrique du Sud de **compenser ses difficultés économiques actuelles** (croissance en berne à 1-2%/an, inflation en hausse, déficits croissants), après une décennie de boom économique sans

précédent. Néanmoins, même si les perspectives d'expansion demeurent intéressantes pour les entreprises sud-africaines, les difficultés demeurent nombreuses, tant le continent apparaît divisé, économiquement et culturellement, avec des infrastructures déficientes dans de très nombreux pays, des barrières à l'import importantes, des régulations diverses, rendant le **commerce intracontinental toujours assez peu développé et compliqué.**

L'essentiel



Situation	Chiffres et dates	Idées-clés
<div style="display: flex; align-items: center; margin-bottom: 10px;">  <div style="margin-left: 10px;"> <p>Emergent (BRICS) / Afrique du Sud</p> </div> </div> <div style="display: flex; align-items: center;">  <div style="margin-left: 10px;"> <p>Stratégie d'investissement sur le territoire africain</p> </div> </div>	<div style="display: flex; align-items: center; margin-bottom: 10px;"> <div style="border: 1px solid white; border-radius: 50%; width: 40px; height: 40px; display: flex; align-items: center; justify-content: center; margin-right: 10px;">1^{er}</div> <div> <p>Investisseur en Afrique (en 2013 – en nombre d'IDE)</p> </div> </div> <div style="display: flex; align-items: center; margin-bottom: 10px;"> <div style="border: 1px solid white; border-radius: 50%; width: 40px; height: 40px; display: flex; align-items: center; justify-content: center; margin-right: 10px;">30%</div> <div> <p>Exportations du pays à destination de l'Afrique</p> </div> </div> <div style="display: flex; align-items: center;"> <div style="border: 1px solid white; border-radius: 50%; width: 40px; height: 40px; display: flex; align-items: center; justify-content: center; margin-right: 10px;">50%</div> <div> <p>Des investissements sont des services</p> </div> </div>	<div style="display: flex; align-items: center; margin-bottom: 10px;">  <div style="margin-left: 10px;"> <p>Un émergent pas si décevant</p> </div> </div> <div style="display: flex; align-items: center; margin-bottom: 10px;">  <div style="margin-left: 10px;"> <p>IDE</p> </div> </div> <div style="display: flex; align-items: center; margin-bottom: 10px;">  <div style="margin-left: 10px;"> <p>Essor des services en Afrique</p> </div> </div> <div style="display: flex; align-items: center; margin-bottom: 10px;">  <div style="margin-left: 10px;"> <p>Entreprises continentales sud-africaines aux financements locaux :</p> </div> </div> <ul style="list-style-type: none"> • MTN (télécommunications) • Shoprite (distribution)

Quelles avancées pour la « Chinafrique » ?

Lucas MAUBERT

*Concept controversé, la « **Chinafrique** » désigne un système global concernant les relations multilatérales entre la République Populaire de Chine et les États Africains. Pour certains, cette relation est un **néocolonialisme** censé se substituer à la dépendance du continent africain envers les anciennes puissances coloniales occidentales. Au-delà de l'aspect polémique de ce concept, il s'agit ici d'analyser l'évolution de la présence économique et diplomatique chinoise en Afrique au cours des dernières années.*

L'Afrique connaît d'importantes transformations en ce début de XXI^e siècle avec une **croissance économique soutenue** – bien qu'inégale selon les pays – et une **démographie particulièrement dynamique** puisque vers l'horizon 2050, un quart de l'humanité sera africaine selon l'UNICEF. Ces éléments attirent l'attention des grandes puissances, au premier rang desquelles la Chine. Le continent africain représente **l'une des clés de la politique étrangère de Pékin**, avec des investissements massifs. D'où vient cet intérêt ? Il s'agit pour la Chine d'assurer son **approvisionnement en matières premières**, de **profiter du développement économique** de la région et de **construire une aire d'influence** en tissant les liens diplomatiques avec les États Africains.

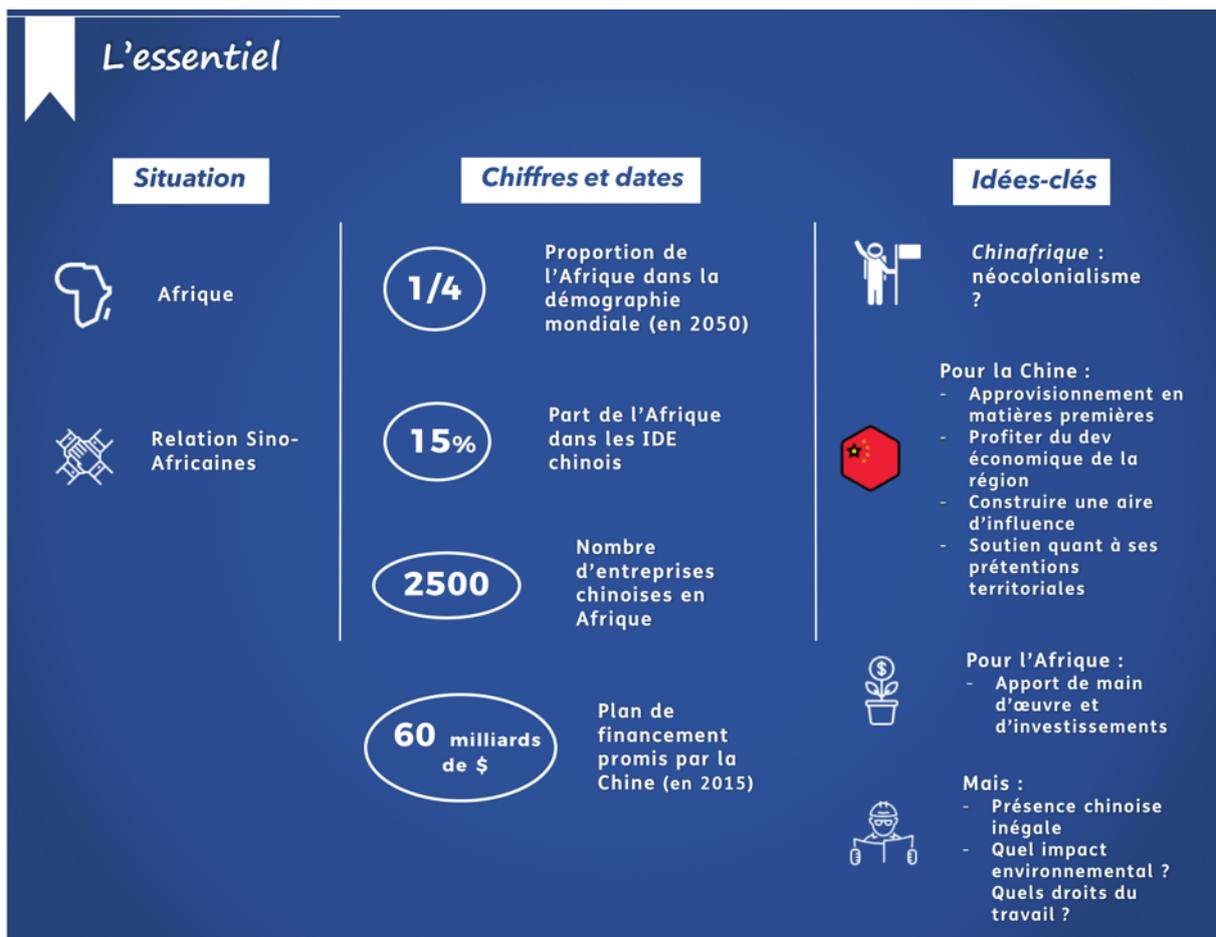
Ce rapprochement se traduit par l'**apport de main d'œuvre et d'investissements financiers** afin d'étoffer les infrastructures (transports, réseaux électriques notamment) du continent. [Par exemple, au Congo, presque tout nouvel investissement dans ce domaine est chinois, faute de concurrence.](#) En plus de cette participation aux marchés publics de construction, la Chine bénéficie d'un **accès préférentiel à l'extraction des ressources naturelles** de ces pays, ce qui lui permet de réduire sa dépendance énergétique envers le Moyen-Orient et contrôler l'ensemble de la chaîne de production de certains produits. Conséquence de cette politique, **la Chine est le premier partenaire économique de l'Afrique depuis 2009** (400 milliards de dollars d'échanges commerciaux), au détriment des États-Unis et de l'Europe : **15%** des investissements chinois se font désormais en Afrique et plus de 2500 entreprises chinoises interviennent sur le continent. Fin 2015, ce sont 60 milliards de dollars qui furent promis par Xi Jinping lors du sommet sino-africain de Johannesburg

Pour ce qui est de l'aspect diplomatique, la Chine multiplie les accords de coopération et de libre-échange avec des États Africains, comme avec [l'installation d'une base militaire à Djibouti](#), point-clé du commerce maritime mondial. De plus, Pékin occupe de plus en plus le rôle de bailleur de fonds que ce soit par des investissements dans des infrastructures publiques (écoles, dispensaires ...) et par

des prêts aux États. Cette politique lui a permis d'annoncer le **soutien de plusieurs pays africains quant à ses prétentions territoriales en mer de Chine.**

Si la Chinafrique semble devenir petit-à-petit une réalité économique, **elle peine encore à devenir une réalité politique**, dans la mesure où le poids politique d'anciennes puissances coloniales (France notamment) est encore prégnant et **la présence chinoise sur le continent est inégale** : elle se concentre avant tout sur la corne de l'Afrique et le pourtour du Golfe de Guinée. De plus, **l'aspect néocolonialiste de la Chinafrique** alarme certaines ONG, que ce soit en matière d'impact environnementale ou de droit du travail. Surtout, le **ralentissement que connaît l'économie chinoise** depuis quelques mois pourrait limiter l'ambitieuse politique africaine de Pékin. Néanmoins une transition pour l'Afrique, d'une aire d'influence occidentale à une aire d'influence chinoise, n'a rien d'inimaginable pour les décennies à venir.

Pour aller plus loin sur la Chinafrique : [L'arrogance chinoise \(2013\) – Eric Israelewicz](#)



L'AGOA : où en sont les relations Etats-Unis/Afrique ?

Jessica SOME

En juillet 2015, le Président Barack Obama signait l'acte de renouvellement de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA), véritable « pierre angulaire » des relations commerciales entre les Etats-Unis et le continent, ce renouvellement jusqu'en 2025 constitue un acte important en terme de multilatéralisme ainsi qu'une prise en compte des besoins de projections de long terme des investisseurs.

Signée en 2000 par le président Clinton, l'AGOA fait partie du *Trade and Development Act* et vise à organiser et renforcer les relations commerciales entre la puissance américaine et le continent africain dans une logique répondant au **principe « trade not aid »** prôné par les Etats Unis à partir du début des années 2000. Elle permet à un certain nombre de produits en provenance d'Afrique subsaharienne d'être **exemptés de droit de douane**. Cet accord, qui concerne **39 pays**, instaure des préférences commerciales conditionnées au respect de critères politiques (respect de l'Etat de droit, bonne gouvernance, droit des travailleurs, droit de l'homme) et économiques (libéralisation des échanges). Sur cette base, des pays comme la République Démocratique du Congo en 2010, le Sud-Soudan, la Gambie, le Swaziland en 2014 et le Burundi en 2015 ont été suspendus du fait de leur manquement au respect des conditions posées par l'accord. Dans la même logique un certain nombre de pays ne sont pas éligibles (Soudan, Centrafrique, Guinée équatoriale, Érythrée, Somalie, Zimbabwe). Ainsi s'il vise à **favoriser les échanges cet accord participe de la politique étrangère américaine en termes de diffusion de son modèle socio-économique**.

A ce jour, il a permis l'exportation de près de 6000 produits vers le continent américain. Les échanges commerciaux entre les Etats Unis et l'Afrique subsaharienne ont doublé entre 2001 et 2014, date à laquelle ils s'élèvent à 50 milliards de dollars après un pic de 100 milliards en 2008. Cet accord assure ainsi aux Etats Unis de bénéficier de la forte croissance du continent africain (entre 3 et 5% depuis le début des années 2000). Cet accord permet également une collaboration étroite avec les pays concernés via un forum annuel ainsi que par des partenariats à l'image de l'*African Women Entrepreneurship Program* (AWEP, créé en 2010).

Un accord pertinent ?

S'il permet de renforcer les liens entre continent africain et les Etats-Unis, il ne permet pas de pallier le retard des Etats-Unis par rapport aux autres partenaires commerciaux que représentent notamment la Chine et l'Union européenne. Ainsi, [les échanges commerciaux entre le continent africain et la Chine](#) en 2014 sont trois

fois supérieurs à ceux entretenus avec les Etats Unis (170 milliards de dollars). La Chine, moins regardante sur les conditions politiques internes de ses partenaires économiques a su tirer profit de la croissance africaine en investissant notamment dans les infrastructures tout en profitant des potentialités du continent en termes d'approvisionnement et de débouchés. En ce sens, **l'AGOA se limite à un accord de libre-échange visant à compenser le recul de l'aide au développement en accordant une plus grande place à l'échange économique**. Cet accord semble ainsi hésiter entre une logique de soutien au développement économique et une stratégie géopolitique de positionnement sur un continent à forte croissance. Par ailleurs, nombre des exemptions permises par l'AGOA sont également comprises dans le système généralisé de préférences de la CNUCED en faveur des pays en développement et moins avancés.

En outre, cet accord **tend à favoriser les pays les plus développés et les plus insérés dans la mondialisation du continent** : le Nigéria, l'Angola et l'Afrique du sud représentent à eux trois 80% des exportations vers les Etats Unis. De même l'essentiel des exportations américaines se font vers ces pays ainsi que l'Ethiopie et le Togo. Ainsi nombre de pays ne bénéficient pas pleinement de cet accord, et ne peuvent faire valoir leurs revendications. Côté américain, des voix s'élèvent également pour dénoncer un **accord dépourvu de réciprocité dans la mesure où les concessions faites à l'Afrique ne sont pas doublés d'accès aux marchés africains**, contrairement aux autres partenaires du continent. Cet accord participe du déficit commercial américain vis-à-vis de l'Afrique, il s'élevait en 2013 à environ 5 milliards de dollars. Ainsi, le changement de pouvoir américain ouvre une période d'incertitudes. Si le renouvellement de l'accord en 2015 répondait aux exigences des pays africains d'avoir un cadre de long terme favorisant les investissements, l'arrivée à la Maison Blanche d'un président favorisant le protectionnisme au détriment des grands accords de libre-échange et dont la politique africaine semble inexistante, risque de remettre en cause l'existence et la pertinence de l'AGOA.

L'essentiel

Situation



Afrique

Relations économiques
USA / Afrique

Chiffres et dates

2000

Signatures de
l'AGOA

39

Pays membres

x2

Multiplication
des échanges
(entre 2000 et
2014)

2015

Renouvellement
de l'accord
jusqu'en 2025

Idées-clés

Logique « *Trade not aid* » : un
accord à visée
politiqueAccord marginal
face aux échanges
avec la Chine et
l'UEAccord profitant
aux pays africains
les plus développésManque de
réciprocité
défavorable aux
USA (balance
commerciale
déficitaire, moindre
accès aux marchés)

Quel avenir hydrique pour l'Égypte ?

Sophie GUILLERMIN-GOLET

L'économie égyptienne est toujours perçue comme fragile, et dépendante des financements étrangers – notamment de l'accord passé avec le FMI l'an dernier. Les déficiences structurelles sont profondes, et des réformes sont nécessaires. Parmi les dossiers brûlants présents sur le bureau du président Abdel Fattah al-Sissi, il y a notamment celui de la gestion de l'eau. Il s'agit d'un véritable problème pour le pays qui pourrait bloquer la mise en route de nombreux projets.

L'Égypte est face à un **défi démographique majeur**. Le pays compte **près de 95 millions d'habitants** (juillet 2016 – CIA World Factbook). Sa population ne cesse d'augmenter du fait d'un fort taux de fécondité (2,51% – 2016). Selon un rapport des Nations Unies, si celui-ci ne baisse pas, il y aura **150 millions d'habitants d'ici 2050**. A cause de cette perspective, le gouvernement veut augmenter les capacités de production agricole du pays. Actuellement, **l'Égypte est dépendante des importations en ce qui concerne les produits de première nécessité**. Cependant, ce projet est bloqué par **la pénurie d'eau**¹.

A lui seul, le secteur agricole utilise 82% des ressources hydriques du pays. Par conséquent, étendre les zones arables en améliorant le système d'irrigation ne ferait qu'aggraver le problème d'approvisionnement en eau. L'idée est pourtant alléchante car de nombreuses terres sont disponibles : l'Égypte habitable et cultivable ne représente que 6% de l'ensemble du territoire (soit seulement 60 087km² sur plus de 1 million). Une autre possibilité serait de construire des stations de dessalement pour avoir plus d'eau. Cependant, cette technologie est encore très coûteuse.

De nos jours, les **ressources hydriques de l'Égypte sont issues à 95% du Nil**, fleuve long de 6700km, traversant le pays du Sud au Nord. Il s'agit du plus long fleuve du monde – avec l'Amazone. La question de la répartition équitable des eaux du Nil fait de plus en plus débat, et ravive les tensions régionales. Un **accord sur les eaux du Nil signé en 1959 entre l'Égypte et le Soudan** a donné à l'Égypte 55,5 milliards de m³, et 18,5 au Soudan (soit près de 90% du débit du fleuve).

Or, plusieurs autres États sont traversés par le Nil, et souhaitent bénéficier de cette ressource. C'est pour cette raison que **l'Éthiopie a lancé la construction du**

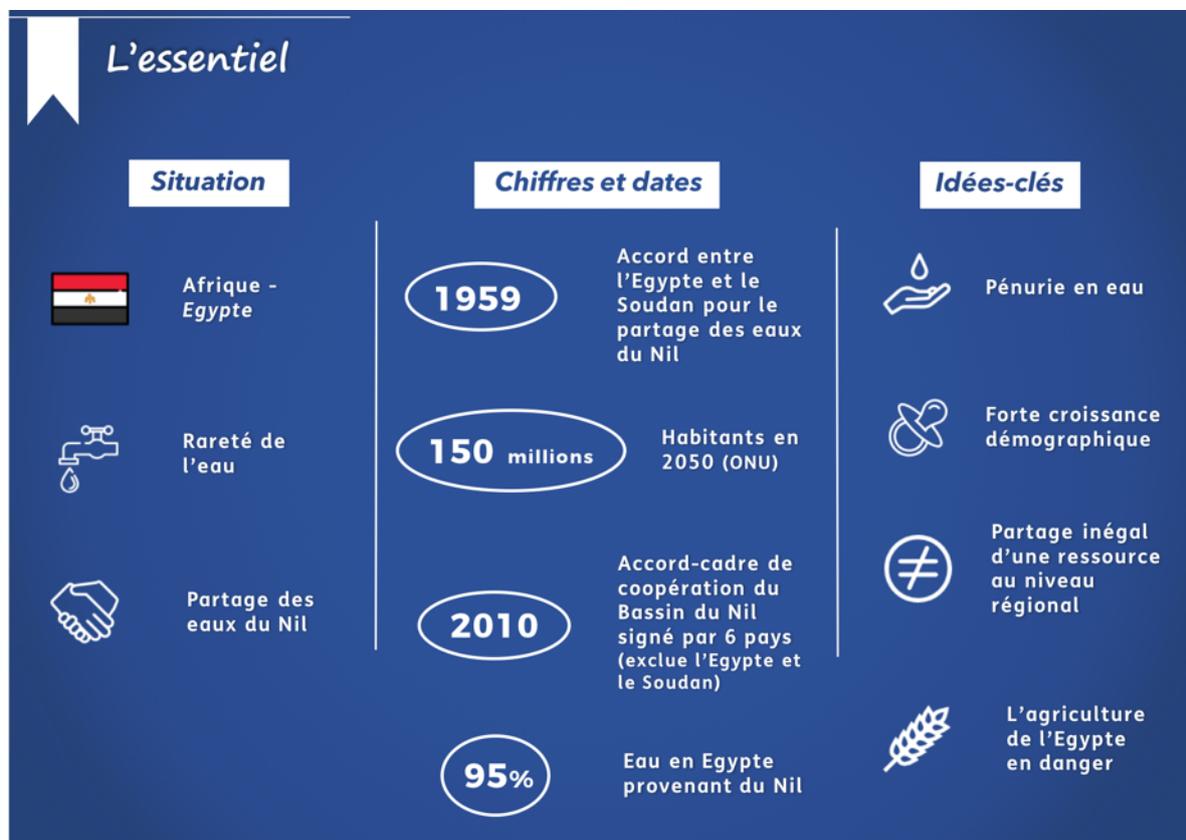
¹ Pour rappel, on parle de :

- **Vulnérabilité**, quand il y a moins de 2500m³ d'eau par habitant par an ;
- **Stress hydrique**, quand il y a moins de 1700m³ d'eau par habitant par an ;
- **Pénurie**, quand il y a moins de 1000m³ par habitant par an.

barrage « Grande renaissance ». Après s'être fermement opposé au projet, Le Caire l'a finalement approuvé en 2015, mais les autorités restent vigilantes. Si une réduction du débit du Nil a lieu, cela pourrait avoir de **graves conséquences sur son agriculture, mais aussi pour sa production d'électricité**.

Il est fort probable que d'autres États souhaitent renégocier la distribution des eaux, car tous veulent des terres fertiles – **celles-ci attirent les investisseurs étrangers**, notamment Chinois et Indiens. Les pays feront sans doute peser dans la balance le **droit humain fondamental de l'accès à l'eau**, reconnu par l'Assemblée générale des Nations Unies le 28 juillet 2010. Mais aussi **l'accord-cadre de coopération du Bassin du Nil (2010)**, ratifié par six États en amont (Éthiopie, Ouganda, Rwanda, Tanzanie, Kenya, Burundi) qui **isole l'Égypte et le Soudan**, et remet en question leurs « *droits historiques* ».

La **situation hydrique de l'Égypte est donc précaire**. En 2014, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), il y avait 699 m³ d'eau disponible par habitant par an. Les différents facteurs évoqués précédemment risquent d'aggraver la situation. Le gouvernement essaye de développer des **partenariats public-privé** pour améliorer les systèmes d'irrigation et développer des mesures d'assainissement, mais le manque de moyens publics se fait sentir.



Le cinéma nigérian : comme dans un film

Pablo MENGUY

*Depuis 2009, le Nigeria est le plus grand producteur de films après Bollywood en Inde... et devant Hollywood ! Après des débuts chaotiques dans les années 1990, le cinéma nigérian ne cesse de se professionnaliser. Aujourd'hui, « Nollywood » est un bel exemple de la réussite nationale dans son objectif de **diversification économique**.*

Les films nigériens ont longtemps été tournés en quelques jours, avec un budget n'excédant jamais 50 000 \$. Et... ils n'étaient pas diffusés en salle : directement copiés dans les rues de Lagos sur des cassettes et lecteurs, ils étaient ensuite **diffusés illégalement des dizaines de milliers de fois en quelques heures**. De nos jours, si cette pratique est toujours courante, le cinéma nigérian a pris de l'ampleur.

On estime que chaque année, environ **2 000 films sont produits**, et regardés par 150 millions de spectateurs. On compte de nombreuses productions dont le budget s'élève à 1, voire 2 millions de dollars. Le secteur cinématographique, deuxième employeur du pays après l'agriculture, représente **3% du PIB national**.

Les thèmes abordés par Nollywood sont, en général, assez légers, proches du Vaudeville : histoires de couple, querelles d'amitié, disputes d'héritage... Ce cinéma se distingue des productions occidentales en **abordant souvent un angle parodique** notamment lors des scènes de violence. Les Nigériens en raffolent. L'élite consomme d'ailleurs peu ce divertissement. Nollywood est le cinéma du citoyen ordinaire, qui a besoin de s'évader de la morosité du quotidien pendant une heure et demi, le temps de rêver devant un film, ou de s'identifier à des personnages.

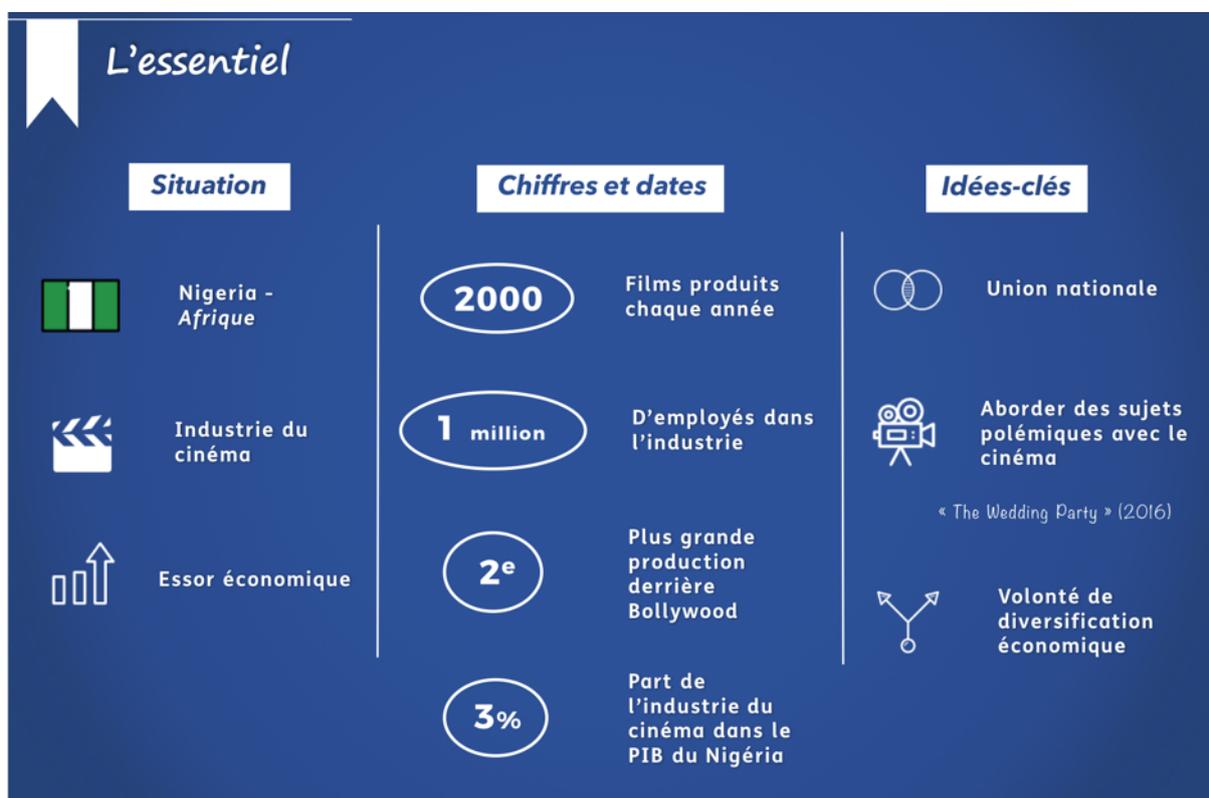
Sous la comédie, un message politique

Ce cinéma sert aussi à **véhiculer des messages sociétaux majeurs**. Des messages difficilement évocables de front dans un autre contexte. Par exemple, sous les airs d'une comédie, le film « **The Wedding Party** » sorti en 2016, aborde les tensions entre les groupes ethniques Igbo et Yoruba, un sujet central dans la société nigérienne. Ce film a connu un grand succès. Il s'est même classé numéro 1 du box office, devant les productions hollywoodiennes, d'habitude premières dans le pays. Une preuve que le public affectionne ce genre de films, où la manière douce est utilisée pour faire passer des messages polémiques.

Le succès de films Nollywoodiens est tel qu'ils **commencent même à s'exporter** puisque l'Afrique du Sud et le Ghana diffusent régulièrement des

productions nigériennes. Les 400 millions d'habitants attendus dans le pays d'ici à 2050, ainsi que l'essor de la classe moyenne, plus encline à dépenser de l'argent au cinéma, promet de beaux jours au grand écran nigérian.

Dans un État fédéral où la religion, la langue et l'ethnie sont souvent sujettes à tension, le cinéma pourrait être une **clé de l'union nationale**. Cependant, ce secteur ne pourra pas panser les plaies de tous les maux du pays : crise économique liée à la dépendance pétrolière, inflation préoccupante, mouvements djihadistes et famine au Nord-Est... Le Nigeria traverse une grande période d'incertitude, au même titre que de nombreux autres pays rentiers. Et cela malheureusement, ce n'est pas du cinéma.



AMERIQUES

Le Canada ravi de la relance Keystone XL

Lucas MAUBERT

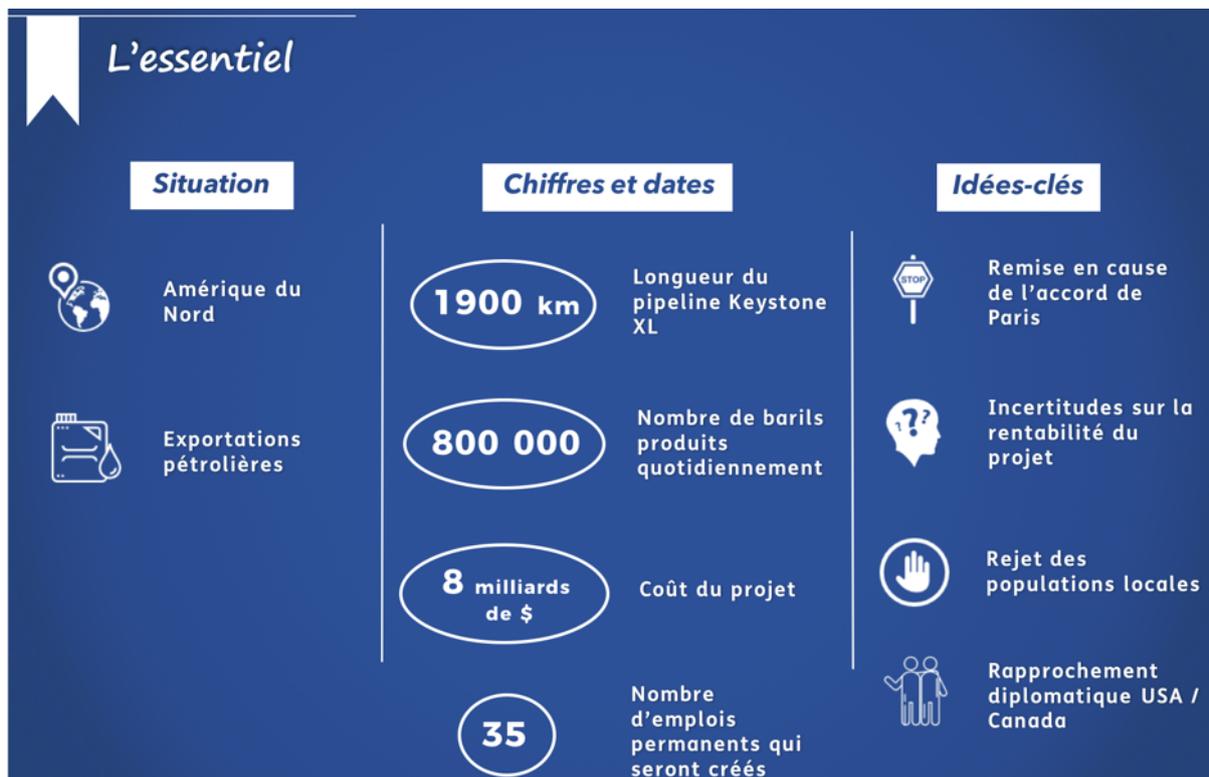
Alors que Barack Obama avait opposé son veto à la construction de l'oléoduc Keystone XL en 2015 au nom de la lutte contre le réchauffement climatique, le projet a été relancé par son successeur Donald Trump. Une décision qui ravit les autorités canadiennes mais qui suscite un tollé parmi les populations locales.

Keystone XL est un projet d'oléoduc de 1900 kilomètres de long – dont 1400 aux États-Unis – devant permettre de transporter du pétrole brut canadien depuis l'État de l'Alberta vers le Nebraska, avant que celui-ci ne soit acheminé vers les raffineries du golfe du Mexique. Il s'agirait d'une construction majeure puisque l'équivalent de **800.000 barils** transiteraient chaque jour via Keystone. En 2015, le département d'État des États-Unis avait jugé que ce projet ne servait pas les intérêts américains, [poussant le président Barack Obama à refuser sa mise en œuvre au nom de la lutte contre le réchauffement climatique](#). Sauf que Donald Trump, climato-sceptique et ayant fait de la relance de l'emploi la priorité de son mandat, a remis au goût du jour la construction de l'oléoduc dès son arrivée à la Maison-Blanche. Le premier ministre canadien **Justin Trudeau s'est félicité de cette décision**, insistant sur l'opportunité de croissance économique qu'apporterait ce nouveau débouché au pétrole canadien. Ceci est d'autant plus une bonne nouvelle que l'entreprise TransCanada est chargée du projet.

On le voit donc, Keystone XL génère de nombreuses problématiques au premier desquelles sa **rentabilité**. Au moment de sa conception, le prix à la vente du baril était au-dessus des 100\$, alors qu'à l'heure actuelle il est deux fois moins élevé en dépit des [efforts de l'OPEP pour enrayer la chute des cours](#). Avec un **coût estimé à 8 milliards de dollars**, le projet pourrait mettre de nombreuses années à être rentabilisé dans l'état actuel du marché. Autre problématique, celle du réchauffement climatique, puisque l'extraction de pétrole à partir de sables bitumeux comme c'est le cas dans l'Alberta émet **50% de gaz à effet de serre de plus par rapport aux extractions classiques**. La présidence Trump signifie donc une **quasi-mort de l'Accord de Paris** : Trump ne mettra probablement jamais la question environnementale en travers de celle de l'emploi. Justin Trudeau, pourtant présenté comme l'exact opposé idéologique de Trump, semble donc suivre la même voie. Or, même à ce niveau-là Keystone XL pourrait s'avérer décevant, avec entre **2000 et 4000 employés pour la construction mais seulement 35 une fois la**

construction terminée d'après le Département d'État. Enfin, l'opposition des populations autochtones s'avéra très importante dans les années à venir puisque de nombreuses **associations Amérindiennes** ont déjà fait savoir qu'elles lutteraient jusqu'au retrait définitif du projet.

Toujours est-il que ce projet constitue un **réchauffement dans les relations entre le Canada et les États-Unis**, qui s'étaient relativement tendues avec le veto d'Obama et les craintes liées à l'élection de Trump. En outre, ce rapprochement se fait au détriment des accords environnementaux signés par les deux pays, ce qui pointe les **contradictions du gouvernement canadien de Justin Trudeau**. Ce dernier déclarait il y a encore quelques mois vouloir mettre un terme à la dépendance canadienne aux hydrocarbures. Néanmoins on peut légitimement penser qu'il ne s'agit que d'une péripétie supplémentaire dans la tumultueuse histoire du projet Keystone XL et que d'autres rebondissements juridiques et diplomatiques se produiront d'ici à sa construction ou son arrêt définitif.



Les Etats-Unis champions de la guerre économique : le rachat d'Alstom par General Electric

Arthur HAVET

*Le rachat de la branche énergie d'Alstom par General Electric constitue un cas d'école de **guerre économique** où les Etats-Unis sont passés maîtres en la matière. Lorsque les intérêts stratégiques de la première puissance économique mondiale épousent les intérêts commerciaux d'une entreprise, tous les moyens sont bons pour l'emporter.*

Créée en 1928, Alstom fait partie des **fleurons industriels français**, qui au côté d'EDF et d'Areva, assure l'**indépendance de la filière énergétique française**. L'entreprise occupe un position stratégique grâce à son savoir-faire unique dans la **production de turbines à vapeur**. C'est la fameuse **turbine Arabelle** qui équipe les **bâtiments de la Marine nationale** (porte-avion Charles De Gaulle et sous-marins) mais aussi les **centrales nucléaires françaises et étrangères**. Sur ce segment de marché, Alstom est en concurrence avec deux groupes internationaux : Siemens et General Electric.

Déjà sauvée de la faillite en 2004 par l'Etat puis rachetée par Bouygues, le groupe Alstom avec ses 18000 employés en France connaît de nouvelles difficultés, en particulier au niveau de sa **branche énergie qui compte pour les ¾ de son chiffre d'affaires**, suite à un **ralentissement des commandes** de la part de ses principaux partenaires européens. Néanmoins, la très relative perte de vitesse d'Alstom n'explique qu'en partie la vente des activités énergie aux Américains. L'entreprise doit parallèlement faire face à des **poursuites judiciaires** engagées aux Etats-Unis par le *Department of Justice* (DoJ), sur la base d'une enquête menée par le FBI, pour avoir versé des pots-de-vin dans la négociation de contrats en Indonésie, en Arabie Saoudite, au Brésil, etc. Alstom est reconnue coupable d'avoir violé le *Foreign corrupt practices Act* (FCPA) et se voit infliger une **amende inédite de 772 millions de dollars**.

Si l'entreprise française refuse dans un premier temps de coopérer, l'étau se resserre peu à peu sur ses hauts dirigeants à tel point qu'un d'entre eux est arrêté puis incarcéré aux Etats-Unis. General Electric entre alors dans la danse et intervient dans le règlement de l'affaire même si le rachat d'Alstom n'est pas encore effectif. C'est chose faite en novembre 2015, lorsque l'entreprise américaine s'empare pour **9,7 milliards d'euros** de la branche énergie d'Alstom.

Cet exemple met en lumière la capacité des Etats-Unis pour soutenir activement leurs entreprises à l'étranger grâce à l'**extraterritorialité du droit américain**. Du côté français, cette perte d'un bastion industriel remet clairement en cause l'idée

d'un « **Etat stratège** » capable d'épauler les entreprises dans l'économie internationale.

L'essentiel

Situation	Chiffres et dates	Idées-clés
 France – USA	 Part de la branche énergie dans le chiffre d'affaire d'Alstom	 Indépendance de la filière énergétique française
 Industrie de l'énergie	 772 millions de \$ Amende des USA pour avoir violé le FCPA	 Guerre économique
 Alstom → General Electric	 9,7 milliards d'€ Rachat de la branche énergie d'Alstom par General Electric (2015)	 Extraterritorialité du droit américain
		 Fin de l'Etat Stratège

L'hégémonie croissante des GAFA

Sophie GUILLERMIN-GOLET

*L'acronyme GAFA désigne les **géants américains du web et du numérique** que sont Google, Apple, Facebook et Amazon. Microsoft est parfois également inclus dans le groupe. On parle alors des GAFAM. Leur succès est le symbole même de **l'essor du numérique**. Alors qu'en 1994, le secteur le plus important du marché américain était la consommation (Altria, Coca-Cola...), dix ans plus tard le secteur des technologies représentait **19% du marché américain**.*

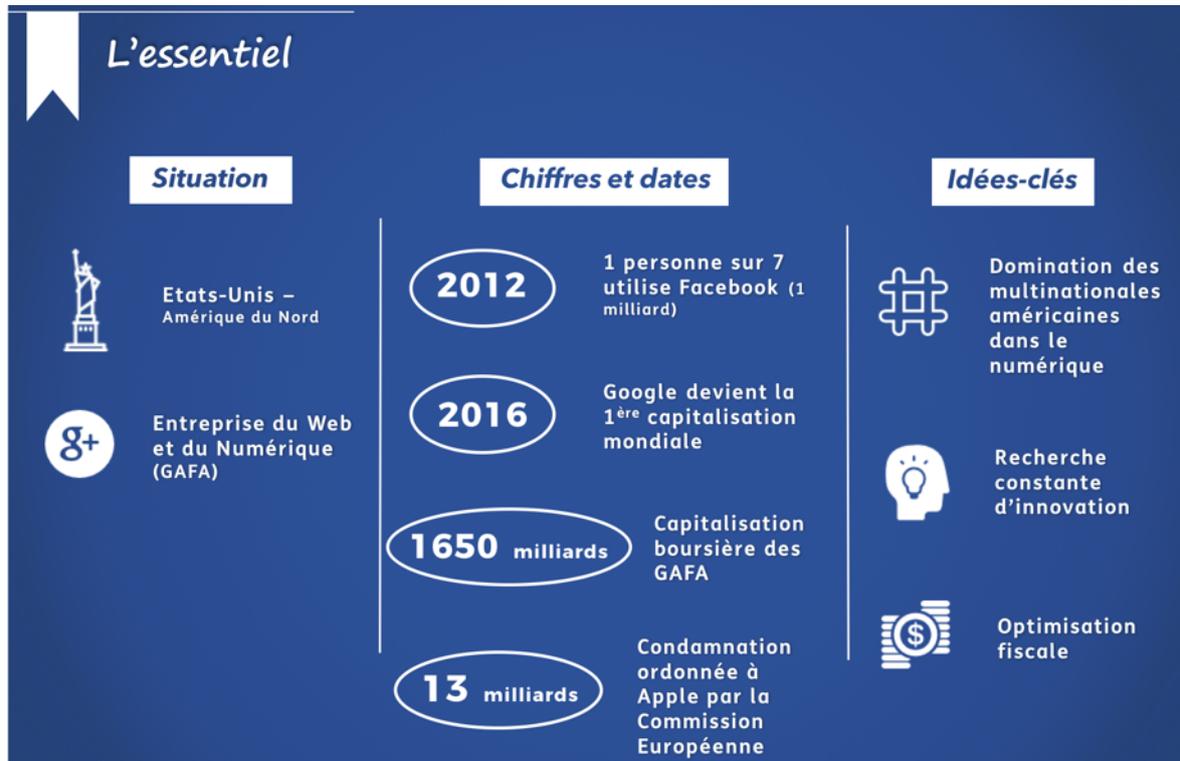
- **Google**, fondé en 1998 par Larry Page et Sergey Brin
- **Apple**, fondé en 1976 par Steve Jobs, Steve Wozniak et Ronald Wayne
- **Facebook**, fondé en 2004 par Mark Zuckerberg, Dustin Moskovitz, Andrew McCollum, Eduardo Saverin, et Chris Hughes
- **Amazon**, fondé en 1994 par Jeff Bezos
- **Microsoft**, fondé en 1975 par Bill Gates et Paul Allen

Ces **multinationales** se caractérisent principalement par leur **gigantisme**. Leurs plateformes attirent des millions, voire des milliards d'utilisateurs. En 2012, Facebook est devenu le **premier réseau social à dépasser le milliard d'utilisateurs**. Quant au moteur de recherche de Google, il est utilisé **18 milliards fois par mois**, rien qu'aux États-Unis. L'**attractivité** des GAFA n'est donc plus à prouver. Cela se ressent dans leurs capitalisations boursières, qui dominent les marchés financiers. La capitalisation boursière totale des GAFA est évaluée à **1650 milliards de dollars**. A titre de comparaison, celle des entreprises du CAC40 s'élève à « seulement » 1275 milliards de dollars.

Les GAFA sont parvenus à **dominer leurs secteurs respectifs**. Plus de 90% des recherches en ligne se font à partir de Google. Apple concentre 45% du trafic internet sur les mobiles. Une particularité essentielle de la stratégie des GAFA est leur **investissement dans les sept industries clefs de la transformation numérique** (télécoms, santé, distribution, énergie et services publics, médias et divertissements, finance, voyages et loisirs). Les entreprises développent des **projets avant-gardistes** (Google Car – voiture autonome ; les fermes solaires d'Apple), voulant **introduire le numérique dans toutes les facettes de notre vie** (paiements dématérialisés ; applications spécialisées dans la santé).

Bien qu'admirés et souvent imités, les GAFA sont pointés du doigt par différentes autorités. On leur reproche de pratiquer à outrance l'**optimisation fiscale**. Par des montages financiers complexes, ces entreprises bénéficient de **taux d'imposition avantageux**. La Commission européenne a déjà ordonné à Apple de rembourser 13 milliards d'euros à l'Irlande. Le géant américain a refusé de se plier à cette décision,

et a fait appel. Les responsables européens planchent sur des **législations pour éviter de nouveaux abus**.



Relations Etats-Unis/Mexique : entre méfiance et interdépendance

Lucas MAUBERT

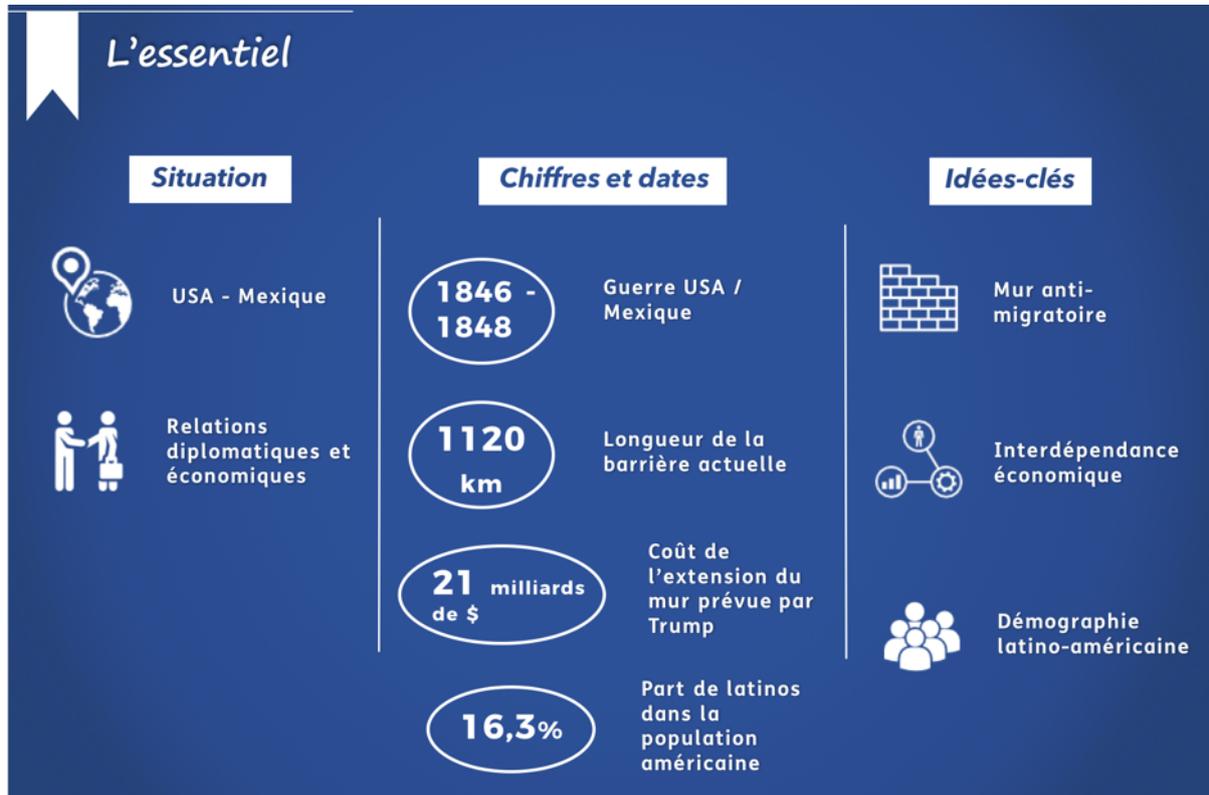
*L'accession de **Donald Trump** à la Maison-Blanche a fait se lever un vent d'incertitude concernant les relations entre les États-Unis et le Mexique. Les provocations à l'égard de la population latino-américaine et le projet de construction d'un mur entre les deux pays ont mené le président mexicain **Enrique Peña Nieto** à prendre du recul par rapport à son voisin. Tout l'enjeu des années à venir sera de voir l'évolution des rapports entre ces deux pays voisins, si différents mais également si dépendants l'un de l'autre ...*

Au cours de sa campagne électorale face à Hillary Clinton, Trump avait fait de la **construction d'un mur sur l'ensemble de la frontière avec le Mexique** la pierre angulaire de sa politique migratoire. Il s'agirait en fait d'une extension, puisqu'une barrière de plus de **1120 kilomètres** existe déjà entre les deux pays, ce qui coûterait plus de **21 milliards de dollars** d'après le Département de la Sécurité Nationale. De plus, sa volonté de faire payer ledit mur par son homologue mexicain, de faire **expulser les immigrés clandestins** et de remettre en question l'**ALENA** (Accord de libre-échange nord-américain) explique pourquoi les deux pays sont au milieu d'une véritable **crise diplomatique**. Cette politique va en effet complètement à rebours de celle conduite par les précédentes administrations.

Les relations entre les États-Unis et le Mexique ont toujours été marquées d'une certaine **ambivalence**. Déjà au XIXe siècle, alors que ces deux nations se sont construites sur un projet commun d'indépendance vis-à-vis du colonialisme (anglais et espagnol) elles se livrèrent une terrible **guerre de 1846 à 1848** liée à un conflit frontalier concernant le Texas, qui aboutit à une rude défaite pour le Mexique. Depuis cette époque, les deux pays ont tissé des relations économiques fortes, que ce soit par la présence d'une **forte migration mexicaine dans la Sun Belt** des États-Unis (notamment en Californie, Arizona ou Texas) ou l'existence des **maquiladoras**, ces usines à la frontière-nord du Mexique destinées exclusivement à l'exportation. Aujourd'hui, **les États-Unis sont le premier partenaire commercial du Mexique** tandis que le Mexique est le troisième partenaire commercial des États-Unis.

Malgré cette **interdépendance économique**, le Mexique ne jouit pas d'une très bonne image aux États-Unis : le pouvoir des **cartels de la drogue** dans le sud du pays irrite les autorités et la perspective que la population étasunienne ne devienne **majoritairement latino à l'horizon 2050** inquiète les secteurs conservateurs (**16,3% de la population des États-Unis** était d'origine latino-américaine en 2010).

La **politique anti-migratoire** menée par Donald Trump n'est donc pas surprenante de ce point de vue. Cependant, il faudra analyser dans les années à venir si Donald Trump réussit à mettre ses projets en œuvre puisqu'ils sont discutés jusque dans son propre camp et si le Mexique opère un revirement stratégique en se rapprochant de ses partenaires latino-américains ou en restant amarré à son voisin nord-américain.



Le port de Mariel : à la croisée des intérêts cubains et brésiliens

Benjamin MUSSET

Le port de Mariel, inauguré début 2014 par Raul Castro et Dilma Roussef, résulte de la convergence des intérêts des deux pays, qui entretiennent depuis une dizaine d'années des relations sérieuses du fait de la bonne entente entre Lula et les frères Castro. Un partenariat dont les enjeux dépassent de loin leurs seules relations bilatérales.

D'un point de vue commercial, le port de Mariel se destine à **rivaliser avec les plus grands ports des Caraïbes (Kingstone et Freeport)**. Situé à l'Ouest de la Havane, il aspire notamment à profiter de la proximité du canal de Panama et du considérable flux de navires qui y passent. Ainsi, le port respectera la nouvelle norme Panamax qui entrera en vigueur dès 2015 à la fin des travaux de modernisation du canal. Sur le milliard de dollars qu'auront coûté les travaux, le **Brésil**, via sa banque publique d'investissements (BNDES), **a participé à hauteur de 682 millions de dollars**, soit près de **65%** du coût total. En échange, l'essentiel des travaux a été mené par des entreprises brésiliennes (Odebrecht notamment, un des leaders mondiaux du BTP) qui auraient encaissé plus de 800 millions de dollars, et se sont plus de **150 000 emplois** qui auraient été créés au Brésil grâce à ces investissements.

Cependant, pour les deux pays, le projet s'inscrit dans des politiques de long terme qui dépassent le simple investissement commercial.

Pour les cubains, ce **projet s'inscrit dans la stratégie d'ouverture aux capitaux étrangers voulue par le pouvoir cubain**. Avec les récents événements vénézuéliens, les dirigeants ont pris conscience de leur dépendance au voisin et partenaire idéologique : **20% du PIB de l'île dépend des échanges avec le Venezuela**, notamment dans les domaines de l'énergie et des biens alimentaires. S'esquisse donc progressivement une politique de **diversification des relations commerciales**, qui s'appuie sur une normalisation des relations avec les pays voisins ainsi que sur des mesures incitatives vis-à-vis des capitaux étrangers (zone franche autour du port, législation assouplie, réductions d'impôts, réunification de la monnaie...).

Les motivations du gouvernement brésilien s'inscrivent dans un mouvement similaire de projection stratégique. En fait, Mariel vise surtout à **conforter le rôle du pays en tant que première puissance régionale, Amérique centrale comprise**.

Puissance économique d'abord. Ainsi, le Brésil tient à **profiter de l'ouverture économique qu'esquisse Cuba**, potentiel marché de 11 millions d'habitants, et aspire à se positionner face à aux concurrents que sont donc les Vénézuéliens, mais aussi les Chinois déjà bien implantés. De ce point de vue, la **Zone Economique Exclusive (ZEE)** entourant le port – sur le modèle de Shanghai – attise déjà toutes les convoitises. Un investissement à long terme donc, dont le ressort essentiel repose sur le pari que l'embargo américain ne durera pas éternellement, et qu'une fois tombé, Mariel et son port, Cuba et sa main-d'œuvre peu chère, seront autant d'atouts en vue d'en faire un relais stratégique d'accès au marché américain.

Un embargo qui souligne également la dimension politique de cet investissement brésilien. **Mariel peut en effet être considéré comme un message incitatif clair à l'administration américaine**, dont on sait que le président est plus enclin que ses prédécesseurs à s'ouvrir à Cuba. De fait, via l'extension progressive de son aire d'influence sur l'Amérique centrale, le Brésil **se positionne progressivement face à la première puissance mondiale**, sur un terrain qui lui est familier et où il est en confiance, car pas encore véritablement d'échelle mondiale. Dans une lecture plus globale de cet investissement, c'est en fait ici la **stratégie économique et politique des émergents** qui transparait, et qui se caractérise par une **habile complémentarité entre scènes régionale et mondiale**, une position ferme sur la première permettant subtilement de se faire une place sur la seconde.

L'essentiel



Situation	Chiffres et dates	Idées-clés
 Port de Mariel / Cuba	<div style="text-align: center; font-size: 24px; border: 1px solid white; border-radius: 50%; padding: 5px; display: inline-block;">2014</div> Inauguration du port	 Rivaliser avec les grands ports des Caraïbes en profitant de la proximité du canal de Panama
 Ouverture économique de Cuba	<div style="text-align: center; font-size: 24px; border: 1px solid white; border-radius: 50%; padding: 5px; display: inline-block;">682M de \$</div> Participation du Brésil	 Diversification des relations commerciales pour Cuba
 Zone Economique Exclusive (ZEE)	<div style="text-align: center; font-size: 24px; border: 1px solid white; border-radius: 50%; padding: 5px; display: inline-block;">20%</div> PIB de Cuba dépendant du Venezuela	 Stratégie politique et économique des émergents (concurrence)
 Prétentions géopolitiques régionales du Brésil (vs USA notamment)		

Le pari solaire au Chili

Lucas MAUBERT

*Grâce à des conditions climatiques favorables et une politique d'investissements le Chili est parvenu à **devenir un pays-pionnier** sur le continent sud-américain en matière **l'énergie solaire**. En l'espace de quelques années, des dizaines de fermes photovoltaïques ont ainsi vu le jour dans le désert d'Atacama. Reste à déterminer quelle place le Chili comptera intégrer cette nouvelle énergie dans son mix énergétique.*

Comparé à ses voisins sud-américains le Chili souffre d'un **déficit en ressources énergétiques**, ce qui a incité le gouvernement à investir massivement dans ce secteur. Il peut se prévaloir d'une aménité naturelle : les **conditions climatiques exceptionnelles dans le désert d'Atacama**, favorisant la production d'électricité à partir de **l'énergie solaire**. De plus, le pays est un gros **producteur de lithium**, qui sert à la construction des panneaux solaires. En quatre ans, la capacité de production à partir du photovoltaïque a **quadruplé**, avec la création d'une trentaine de fermes et de nombreuses autres en construction. En outre, le **métro** de la capitale **Santiago fonctionnera** en majoritairement **à partir d'électricité issue de l'énergie solaire** dès 2018.

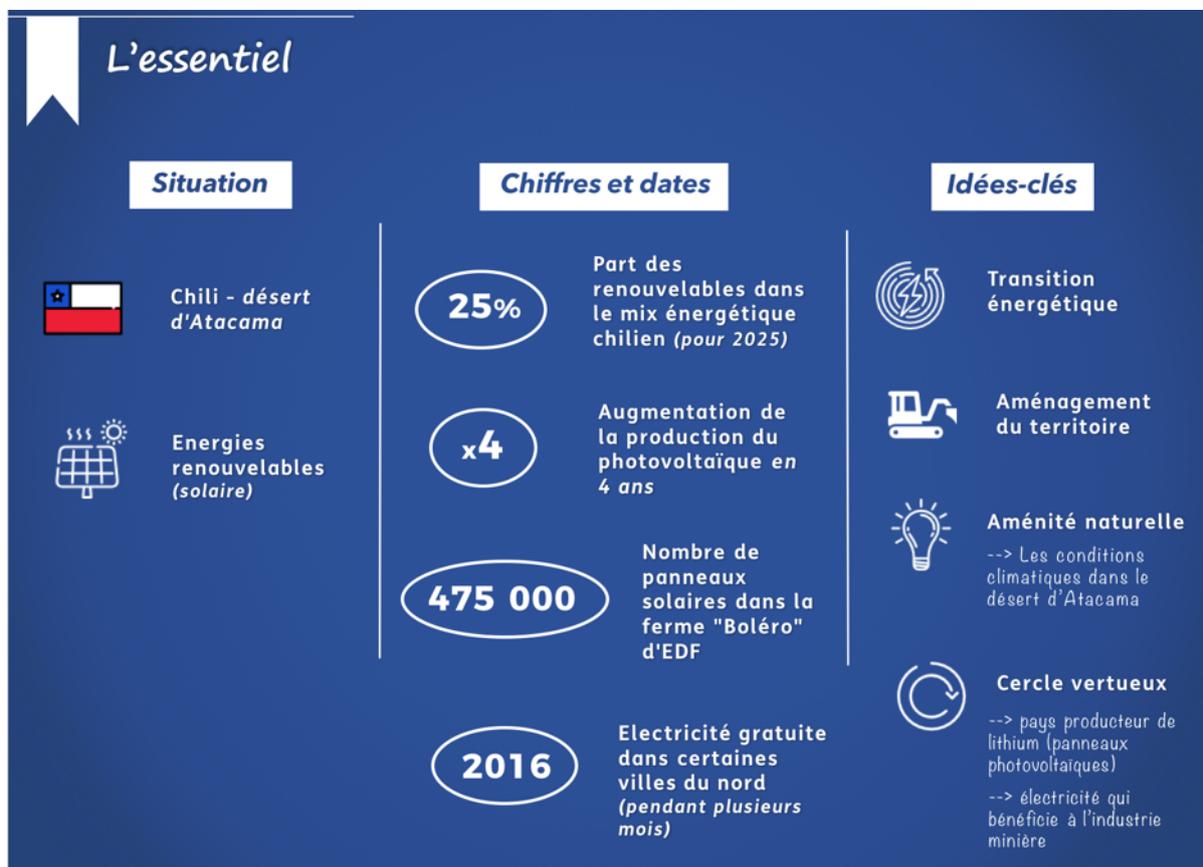
L'ensoleillement est presque constant dans le désert d'Atacama – le plus aride au monde – et le niveau de radiation solaire est extrême, ce qui attire la convoitise de nombreuses firmes internationales. **EDF y a récemment implanté sa plus grande ferme photovoltaïque (Boléro) : 475.000 panneaux solaires** pour une puissance de 146.000 MW. L'afflux de tels groupes à la suite d'appels d'offres lancés par le gouvernement a fait chuter le **prix du Megawatt-heure (MWh) à 40\$**. Ces bas-coût **bénéficient** tout particulièrement **à l'industrie minière** qui est concentrée dans cette région et dont dépend grandement l'économie du Chili puisque [le pays est le premier producteur mondial de cuivre](#).

Le succès de cette politique en faveur de l'énergie solaire au nord du Chili est tel que des périodes de surproduction ont amené certaines entreprises distribuer leur l'électricité à des prix dérisoires : **en 2016, certaines villes ont ainsi pu bénéficier d'une électricité gratuite pendant plusieurs mois** ! Plusieurs éléments expliquent ce phénomène : des capacités de stockage suffisantes et un **réseau électrique national insuffisamment connecté** pour compenser les excédents en les transférant vers une autre région.

Le **manque de planification** dans cette [transition énergétique](#) pourrait s'avérer problématique à l'avenir. En effet, l'ouverture quasi-simultanée des fermes a fourni

un **excès d'offre**, et de nombreux promoteurs ne trouvent actuellement plus de financement, par **manque de rentabilité**. Enfin, le nord du pays est peu peuplé, hormis quelques pôles urbains situés sur la côte, comme Arica, Iquique ou Antofagasta : l'offre d'électricité produite par les fermes photovoltaïques y est donc largement supérieure à la demande.

Malgré ces difficultés – avant tout liées au sous-développement du réseau électrique initial – le Chili semble donc s'être engagé de façon résolue dans le domaine des énergies renouvelables. **Le Ministère de l'Énergie table ainsi sur une part de 25% de celles-ci dans le mix énergétique du pays pour 2025 et vise les 70% à l'horizon 2050.** L'enjeu sera de savoir les autres pays sud-américains, **dont certains sont en proie à des difficultés économiques majeures**, lui emboîteront le pas.



Communauté andine : l'autre organisation sud-américaine

Sophie GUILLERMIN-GOLET

Constituée le **26 mai 1969**, suite à la signature de l'Accord de Carthagène en Colombie, la **Communauté andine des nations (CAN)** regroupe quatre États d'Amérique latine : la Bolivie, la Colombie, l'Équateur, et le Pérou. Son siège est situé à Lima (Pérou). Il s'agit d'une **organisation régionale**, s'étendant sur un territoire correspondant à un quart de l'Amérique latine, et possédant deux façades maritimes stratégiques (Atlantique et Pacifique).

Originellement baptisée le Pacte andin, la CAN comptait plus de membres par le passé. En effet, à l'origine le **Chili était un membre à part entière de ce processus d'intégration régionale**. Le Venezuela avait rejoint l'organisation en **1973**. C'est le **général Pinochet** qui a coupé tout lien avec le Pacte andin en **1976**. Désormais, le Chili a seulement le statut de « membre associé », comme quatre autres États d'Amérique du Sud (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay). Quant au Venezuela, c'est **Hugo Chavez** qui a décidé de quitter la CAN en 2006, pour rejoindre le **MERCOSUR**, fondé en 1991. Il est **impossible pour un État d'être membre des deux organisations** en même temps. On peut noter que le MERCOSUR s'est construit autour du rapprochement diplomatique entre l'Argentine et le Brésil, des pays déjà forts économiquement. La CAN voulait vraiment **encourager le développement de ses États membres**, en investissant notamment sur des **projets d'industrialisation**. En outre, les signataires souhaitaient **construire une union plus politique que l'Association latino-américaine de libre-échange (ALALE)**, fondée en 1960.

Deux aspects fondamentaux de la CAN sont la **libre circulation des personnes**, ainsi que la **libre circulation des marchandises**. Pour ce qui est de cette dernière, la **zone de libre-échange a été instaurée en 1993**. Créer une telle zone était un des premiers objectifs de la CAN, cependant, à cause de problèmes politiques domestiques, le projet a été retardé. De plus, une **union douanière** a été établie en février 1995. Quant à la libre circulation des personnes, c'est chose faite depuis le 1er janvier 2005. Les citoyens de chaque État membre peuvent circuler librement dans la zone, sans avoir à demander de visa.

Ainsi, depuis le départ du Venezuela, la CAN représente une superficie de 3,7 millions de kilomètres carrés, habités par **plus de 103 millions de personnes** (2012). En 2014, les exportations de la communauté andine, vers le reste du monde, se sont élevées à 128 milliards de dollars. Pour l'année 2016, le PIB de la CAN est estimé à **1361,05 milliards de dollars** (CIA World Factbook).

En plus d'une **harmonisation des normes commerciales**, la CAN a de nombreux objectifs : **définition d'une politique extérieure commune** (pas de résultats actuellement à cause de divergences entre les pays), **mise en place de politiques sociales communes pour augmenter qualité de vie**, promotion du **développement**, accélération de la croissance des pays andins...

Le **23 mai 2008**, la **CAN** et le **MERCOSUR** ont signé un accord pour la création de l'**Union des nations sud-américaines**. Le but est une intégration globale de l'Amérique du Sud, et d'accroître la coopération entre les États membres. Cependant, on ne peut pas encore parler de marché commun rassemblant tout le continent.

L'essentiel

Situation	Chiffres et dates	Idées-clés
 <p>Amérique du Sud (Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou)</p>	<p>1969</p> <p>Création du Pacte Andin, devenu Communauté Andine (CAN)</p>	 <p>Intégration régionale</p>
 <p>Organisation régionale</p>	<p>1993</p> <p>Instauration d'une zone de libre-échange, avant la création d'une Union Douanière (1995)</p>	 <p>Développement des pays & construction d'une union plus politique que l'ALALE</p>
	<p>103 millions</p> <p>Nombre d'habitants (2012)</p>	 <p>Harmonisation des politiques</p>
	<p>1361 milliards de \$</p> <p>PIB de la CAN (2016)</p>	 <p>Union économique et douanière</p>

La triple frontière, un exemple de zone grise de la mondialisation

Mathilde GASSIES

*La **triple frontière** est une zone à cheval entre le **Brésil**, le **Paraguay** et l'**Argentine**, largement réputée pour être une des **zones grises** les plus actives de la planète. Aujourd'hui sous surveillance américaine, les échanges n'en sont pas moins accrus.*

Ce territoire s'est développé dans les années **1960** avec le projet des dictatures brésilienne et paraguayenne de **construire un barrage: Itaipu**. Il devient alors un **levier d'intégration de la région** et se développe autour un **commerce intrarégional**, basé sur la production énergétique notamment. Aujourd'hui, le barrage ne cesse de battre des records de production d'électricité et fournit aujourd'hui autour de **17%** de l'énergie consommée au Brésil et **75%** de celle consommée au Paraguay.

Un espace majeur d'échanges multiformes

La triple frontière est un des **hubs les plus opaques de la mondialisation**. Les échanges y sont permanents, multiformes et ne cessent de croître. Par exemple, on y trouve **Ciudad del Este** au Paraguay, possédant le statut de zone franche, qui est en réalité un gigantesque marché noir où les marchandises réceptionnées sont redistribuées plus chères vers le Brésil. Cette ville est aujourd'hui au **3e rang mondial** par les transactions commerciales derrière Hong Kong et Miami.

Aussi, les **échanges migratoires sont importants** : ce territoire est un carrefour migratoire qui forme une **conurbation transfrontalière tripolaire** entre Ciudad del Este au Paraguay, Foz do Iguazu au Brésil et Puerto Iguazu en Argentine. Les échanges migratoires sont anciens et créent un espace multiculturel. Dès les années 1970, des habitants du Liban, de Syrie ou encore de Palestine sont venus s'installer. La décennie suivante, des Asiatiques ont pris place dans la région. Les habitants de cette zone sont appelés les « **Brésiguayens** » et on y parle une langue particulière, mélange entre le portugais et l'espagnol, le « **Portugol** ». Ce territoire **montre la difficulté de précisément définir les frontières entre certains pays**. D'après les études de **Sarah Mekdjian**, la triple frontière serait un « *territoire mobile* » car près de 40 000 personnes traversent chaque jour le « *Pont de l'Amitié* », entre le Brésil et le Paraguay.

Finalement, la triple frontière est le **paradis sud-américain de la contrebande et du blanchiment de cash criminel**. Sur l'ensemble du sous-continent, les échanges sont intensifiés par la porosité des frontières, et cette région ne fait pas exception.

Les trafics illégaux sont permis par l'aide d'un Etat paraguayen défaillant et une indulgence certaine du Brésil et de l'Argentine.

Cette zone peut également servir de clef de lecture des relations entre les Etats-Unis et l'Amérique Latine. Depuis le 11 septembre 2001, une surveillance permanente est en place car une crainte que la rente du commerce n'alimente des cellules terroristes plane.

L'essentiel

Situation	Chiffres et dates	Idées-clés
 <p>Conurbation transfrontalière tripolaire --> frontière entre l'Argentine, le Brésil et le Paraguay</p>	<p>3^e Rang mondial pour les transactions commerciales (Ciudad del Este)</p>	 <p>Barrage d'Itaipu, levier d'intégration régional (1982)</p>
 <p>Zone grise de la mondialisation</p>	<p>1960 Débuts du développement du territoire (barrage d'Itaipu)</p>	 <p>Hub opaque de la mondialisation</p>
	<p>40 000 Nombre de personnes qui traversent le Pont de l'Amitié chaque jour (Paraguay - Brésil)</p>	 <p>Paradis de la contrebande</p>
	<p>Sept. 2001 Début de la surveillance de l'Amérique Latine par les USA (terrorisme)</p>	 <p>« Territoire mobile » : frontières floues</p>
		 <p>Ambiguïté des relations USA / Amérique Latine</p>

La Bolsa Familia brésilienne, un programme social en danger

Jean ROQUAIN

*Inspiré du programme mexicain Oportunidades, la Bolsa Familia a été mise en place au Brésil au tout début de la présidence de Lula (2003-2011) en 2004. **C'est un programme social conditionnel** destiné à soutenir les familles les plus pauvres. Conditionnel, car pour en bénéficier, les familles doivent s'assurer que leurs enfants vont à l'école, en plus d'autres exigences médicales. **Un brésilien sur quatre en bénéficie.***

L'élection de **Lula** en 2003 sonne comme une promesse incroyable pour toutes les populations défavorisées du Brésil. Il est le **premier président de gauche** du pays. Fernando Henrique Cardoso (FHC, 1995 – 2003) avait déjà fédéralisé plusieurs initiatives semblables à la Bolsa Familia. C'est dans le cadre de son plan (*Faim Zéro*) visant à lutter contre la pauvreté au Brésil que Lula va réunir tous les différents programmes qui composeront la Bolsa Familia.

Le but de ce programme est d'**enrayer la spirale de pauvreté** qui fait qu'un fils de pauvre a de grandes chances d'être également pauvre en grandissant. En rendant l'allocation dépendante de la scolarisation des enfants, Lula désirait **miser sur le capital humain pour permettre à des millions de personnes de sortir de la pauvreté**. Et cela a réussi. Les résultats de la Bolsa Familia sont éloquentes. Parmi les lycéens qui bénéficiaient du programme, le taux de réussite en 2010 était de 8,4 points supérieur à la moyenne nationale (72,6%). Selon un rapport du PNUD de 2007-2008, le taux d'absentéisme en cours est tombé de 8% à la suite de l'adoption de la Bolsa Familia et concomitamment **820 000 enfants et adolescents ont put cesser de travailler. Ce sont plus de 12 millions de familles qui ont pu bénéficier du programme, soit environ 45 millions de personnes**. Le programme a même réussi l'exploit de **diminuer le coefficient de Gini** du Brésil – qui mesure les inégalités – de 11% à 0,515 dans un pays où il est historiquement très élevé. Finalement, entre 2003 et 2014, ce sont 29 millions de personnes qui sont sorties de la pauvreté.

Si ces résultats sont très encourageants, la crise d'une ampleur unique que connaît le Brésil actuellement plane comme une épée de Damoclès au dessus du programme. **En effet, le PIB brésilien pourrait reculer de 3,6% en 2016 ; il avait déjà chuté de 3,8% en 2015**. La panne de l'économie brésilienne a donc incité le ministre des finances de Rousseff Joaquim Levy à diminuer les dépenses de la Bolsa Familia. Si le PT perdait les élections à venir et que la droite récupérerait le pouvoir, des coupes encore plus importantes seraient à prévoir. Il est donc

important pour le Brésil de retrouver une croissance soutenable pour sécuriser des programmes sociaux efficaces.

L'essentiel



Situation	Chiffres et dates	Idées-clés
 Emergent (BRICS) / Brésil  Politique sociale de réduction de la pauvreté	<div style="margin-bottom: 10px;">  Mise en place de la Bolsa Familia </div> <div style="margin-bottom: 10px;">  Personnes en bénéficiant </div> <div style="margin-bottom: 10px;">  Personnes sorties de la pauvreté (entre 2004 et 2014) </div> <div>  Nombre de mineurs qui ont pu cesser de travailler </div>	 Programme social pour enrayer la pauvreté  Bénéfices de la croissance pour l'Etat-Providence  Crise des émergents  Besoin d'une croissance durable pour maintenir ces programmes sociaux

ASIE

Datang et les nouvelles logiques de l'industrialisation

Aurélien CLOU

Avec une production qui approche le tiers de la production mondiale de chaussette, la ville de Datang, située à environ 300 km au sud de Shanghai, dans la province de Zhejiang, est aujourd'hui un acteur incontournable de l'industrie textile mondiale, symbole de l'industrialisation chinoise depuis les années 1980. Datang est-elle une image du nouveau monde qui se construit ou un pâle reflet de celui qui a existé dans les sweat-shop du Lancashire ?

Le modèle de Datang s'est largement **inspiré de la stratégie du « vol des oies sauvages »**, théorisée par Kaname Akamatsu en **1937**, en ce qu'elle suit une voie d'industrialisation qui a fait ses preuves dans le Japon d'après-guerre : un investissement dans des produits et des technologies à basse valeur ajoutée, à fort intrants de travail avant inondation du marché mondial. Elle valorise une **aménité** fondée sur le **dumping social** et largement inspirée de la **théorie des avantages comparatifs de Ricardo**, propre au territoire chinois : un faible coût de la main d'œuvre qui compense la faible technologie inhérente au produit. Comme le souligne Erik Orsenna, citant Dickens, la ville est noircie par le charbon et les ouvriers, payés 100€ par mois en travaillant 7 jours sur 7, sont blanchis et logés dans les dortoirs patronaux. Datang illustre ainsi le **retard social** de certaines régions de Chine dont la croissance économique continue ne s'accompagne pas d'un progrès social pour tout le peuple chinois.

En outre, Datang est une ville industrielle bâtie sur une **différenciation géographique**. Erik Orsenna, dans *Voyage aux pays du Coton*, fait le constat d'une ville scindée en **deux mondes** foncièrement **différents** : une ville paisible et un bourg industriel où sont produites en grande quantité des chaussettes (65% du marché chinois et 35% du marché mondial en 2004). Elle est l'exemple même d'une **division des tâches au service de l'efficacité avec une flexibilité au sein de l'entreprise** (embauche et licenciements aisés, les ouvriers n'ont pas de contrat de travail) **et au marché** puisque les nombreuses petites entreprises implantées sont capables de produire collectivement en masse un produit en très peu de temps.

Finalement, Datang est le reflet des débuts de l'industrialisation chinoise fondée sur une faible technologie et une main d'œuvre bon marché. Cela dit, la hausse des

salaires en Chine mène cette industrie à sa disparition : Datang risque de se déplacer dans des pays où la main d'œuvre est moins chère, à l'exemple du **Myanmar**, considéré comme le nouvel eldorado depuis son ouverture aux capitaux internationaux.

L'essentiel 

Situation	Chiffres et dates	Idées-clés
 Datang / Chine	 Début de l'industrialisation chinoise	 Théorie du vol des oies sauvages Akamatsu (1937)
 Industrie du textile (chaussettes)	 Part de Datang dans la production mondiale de chaussettes	 Dumping social
	 Salaire des ouvriers	 Théorie des avantages comparatifs D. Ricardo
		 Voyage aux pays du coton E. Orsenna

Chine : 13^{ème} plan quinquennal contre la conjoncture

Nicolas MOULIN

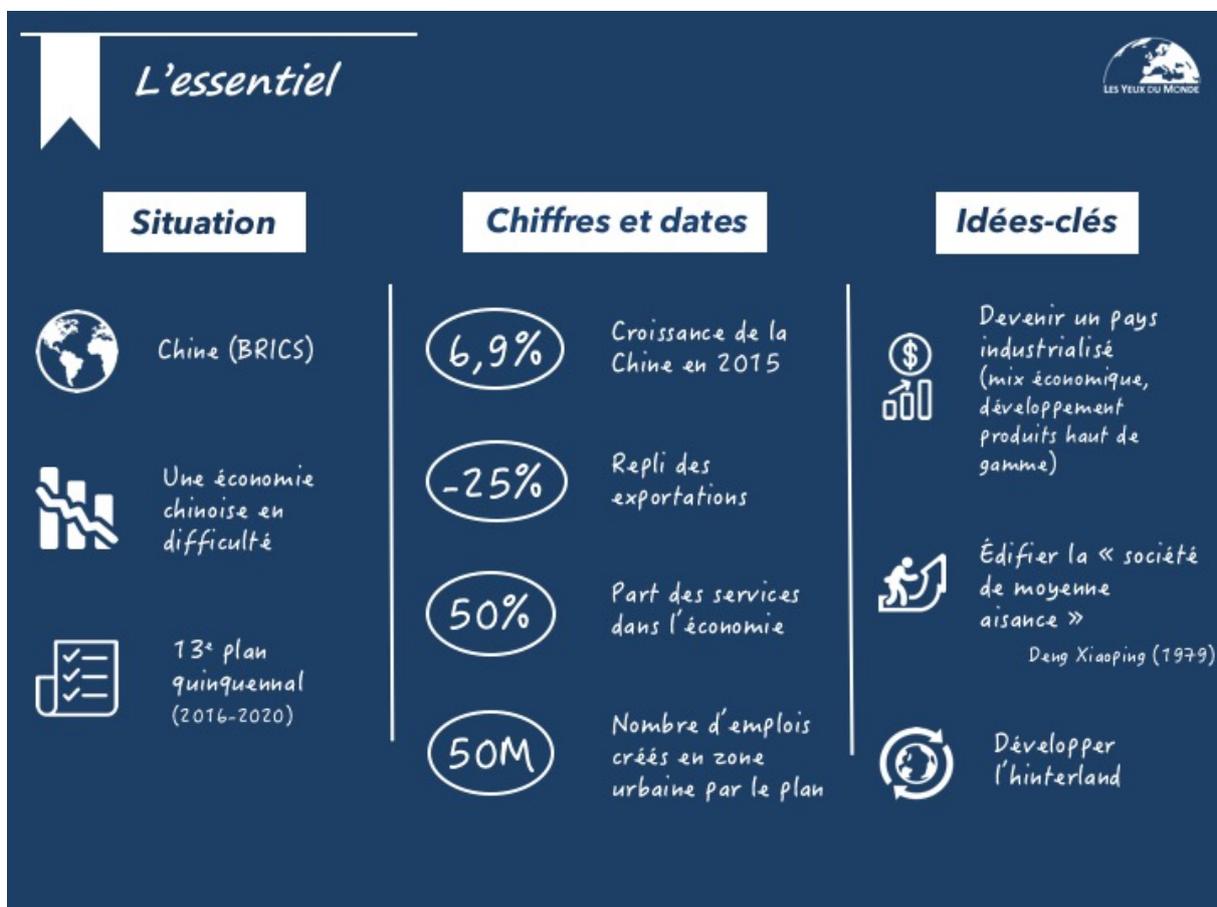
La situation économique de la Chine est difficile en ce début d'année 2016. Elle est même décevante tant les prévisions de croissance et de production, pourtant revues à la baisse, peinent à donner confiance en la situation de la zone Asie toute entière. C'est dans ce contexte qu'à la mi-mars le 18^{ème} congrès national du parti communiste s'est tenu. Une occasion pour le pouvoir de riposter et d'affirmer ses ambitions.

La 12^{ème} Assemblée populaire nationale (APN, le parlement chinois) a adopté le 16 mars le programme gouvernemental faisant le bilan du dernier plan quinquennal (le 12^{ème} également) et adoptant le nouveau plan de 2016-2020. Si les chiffres annoncés correspondent évidemment aux objectifs fixés à l'annonce du plan, il est intéressant de préciser sur quoi ces objectifs portaient. La **croissance** (de **6.9% déclarée pour 2015**) figure en première place mais aussi le mix économique avec une part des **services** déclarée comme représentant enfin **50% du PIB**. Ce dernier chiffre témoigne de l'objectif de la Chine d'arriver à un **mix économique proche des pays industrialisés**, c'est-à-dire principalement basé sur les services. L'accent est aussi mis sur le **développement de produits de moyen et haut de gamme pour concurrencer l'occident** et satisfaire les nouveaux besoins de la classe moyenne chinoise. Les simplifications des procédures et couches administratives diverses ainsi que la **lutte contre la corruption**, menée tambours battants par le régime et affichée dans les médias, figurent également dans les événements considérés comme notables.

L'objectif du 13^{ème} plan quinquennal vise à relancer une économie qui montre des signes de faiblesse et à « **édifier la société de moyenne aisance** » : la classe moyenne chinoise et plus globalement le fait pour tous de bénéficier de l'éducation, des soins et d'un revenu décent en ville. Le terme n'est pas nouveau et avait été introduit en 1979 par Deng Xiaoping et décrit un style de vie « *ni riche, ni pauvre, mais décent* ». Les **objectifs environnementaux** se sont greffés à cet agenda ces dernières années. Le plan est ambitieux notamment en termes **d'infrastructures** avec 10 000 kilomètres d'autoroutes et 50 aéroports, mais aussi en termes d'énergie avec le doublement de la production d'énergie nucléaire. Tout ceci devrait aboutir à la création de 50 millions d'emplois dans les zones urbaines.

Si le gouvernement central est actif, c'est pour contrebalancer le ralentissement économique mais aussi pour détourner l'attention de soucis plus politiques.

Ainsi le scandale des **Panama Papers** a montré l'implication de proches d'au moins huit membres actuels ou anciens du comité permanent du bureau politique du Parti, dont le beau-frère du président. C'est d'autant plus gênant que Xi Jinping a fait de la lutte contre la corruption une composante essentielle de sa politique et qu'il a relancé une personnification du pouvoir autour de lui rappelant celle de Mao. **Repli de 25% des exportations** en février comparé à l'an dernier, explosion de l'endettement public comme privé (l'endettement du privé est passé de 140% du PIB en 2008 à 240% en 2016 et bientôt 300%), crise latente de l'immobilier, secteurs entiers en surcapacité, mais un objectif de 6.5% de croissance par an. Il faudra bien l'atteindre cependant, pour le bien du pays et des dirigeants dont la politique n'est acceptée que tant qu'elle mène vers la prospérité. De l'art de formuler soigneusement ses objectifs pour pouvoir les atteindre, mais ils paraissent déjà bien plus loin que prévu.



La Thaïlande, entre croissance économique et fragilité politique

Rémy SABATHIE

Au sein de l'Asie émergente, la Thaïlande fait partie de la 2^{ème} génération des nouveaux pays industrialisés (NPI) : les Tigres asiatiques (qui comprend aussi l'Indonésie, le Vietnam, la Malaisie et les Philippines). Cette génération succède à la 1^{ère} que l'on appelle communément les Dragons asiatiques comprenant la Corée du Sud, Taïwan, Hong Kong et Singapour, des pays considérés comme développés depuis les années 1990. D'après le modèle de développement dit « en vol d'ois sauvages », théorisé par l'économiste japonais Kaname Akamatsu (1937), la Thaïlande et les Tigres asiatiques constituent la dernière oie ayant décollé, bien après l'oie de tête (le Japon des années 1960) mais devant certains pays asiatiques les moins avancés à l'image du Laos, du Cambodge et de la Birmanie.

Situé entre l'océan Indien et la Mer de Chine méridionale, la Thaïlande bénéficie de sa position de **carrefour régional**. **2^{ème} économie d'Asie du sud-est après l'Indonésie**, la Thaïlande dispose d'une économie ouverte et diversifiée. Elle exporte notamment des biens électroniques, des automobiles, des machines et des produits agricoles. Le tourisme constitue un point central de l'économie thaïlandaise (**20% du PIB**). Le pays a ainsi accueilli 30 millions de visiteurs en 2015. Cependant, **la santé économique du pays est mise en péril** par la **crise politique** tout comme par le **ralentissement économique chinois** : la croissance thaïlandaise était de 7 % en 2012 et ne dépasse pas les 3 % en 2015.

Monarchie constitutionnelle depuis 1932, le roi de Thaïlande jouit d'un pouvoir symbolique mais aussi d'une forte autorité morale. Toutefois, l'histoire de la monarchie est rythmée par la succession **d'une douzaine de coups d'état**. Le dernier en date, en mai 2014, révèle l'ampleur d'un **clivage politique national** qui oppose **les chemises rouges** aux **chemises jaunes**. Les chemises rouges soutiennent le parti démocrate Pheu Thai, l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra (2001-2006) qui remet en cause la monarchie et soutient les populations rurales les moins aisées auprès desquelles il est particulièrement apprécié. Les chemises jaunes, quant à elles, regroupent une élite urbaine conservatrice, riche et favorable à la monarchie tout en récusant les principes démocratiques occidentaux. Ce **clivage politique et économique est aussi géographique** entre un nord pauvre acquis aux chemises rouges démocrates et un sud riche pro-chemises jaunes. En 2014, les chemises jaunes appuyées par l'armée organisent un coup d'état qui vise le Premier ministre Yingluck Shinawatra (sœur de Thaksin), élue en 2011. La **junte militaire** au pouvoir est menée par le général Prayuth Chan-ocha. Cette instabilité politique est encore accentuée par la **crise migratoire** que connaît l'Asie

du sud-est : **100 000 migrants** quittaient la Birmanie et le Bangladesh voisins entre janvier 2014 et juin 2015.

L'essentiel



Situation	Chiffres et dates	Idées-clés
 Emergent / Tigre Asiatique (NPI) / Thaïlande	 Economie d'Asie du Sud-Est (après l'Indonésie)	 Théorie du vol des oies sauvages Akamatsu (1937)
 Croissance économique MAIS fragilité politique	 Croissance en 2015 (vs 7% en 2012)	 Carrefour régional
	 Poids du tourisme dans le PIB thaïlandais	 Clivage politique, économique et géographique
	 Coups d'Etat des chemises jaunes	 Crise migratoire

Osaka, une ville lumière au pays du photovoltaïque

Marc GERARD

*En 2014, le Japon s'est classé au **deuxième rang mondial des marchés du photovoltaïque avec 25 % du marché mondial**, derrière la Chine. Une ville symbolise l'essor de l'énergie solaire au Japon : **Osaka**.*

A l'échelle nationale, deux dates sont à retenir concernant l'énergie solaire au Japon. Il s'agit de **1974**, à la suite du premier choc pétrolier, le Japon lance le programme « **Sunshine** » qui initie le premier projet photovoltaïque national, et de **2012**, qui voit la mise en place d'une **importante politique de soutien au développement des énergies solaires**, un an après l'accident nucléaire de Fukushima. Aujourd'hui, la puissance des systèmes photovoltaïques en place, conjuguée à des programmes de subventions et à un climat favorable, permet l'autosubsistance de certains résidents dans le domaine électrique.

Osaka, ville de 2,6 millions d'habitants apparaît comme porte étendard de l'énergie solaire au Japon. En effet, la ville du Kansai organise **chaque année**, début septembre, le **Salon international de l'énergie photovoltaïque**. En outre, c'est au sein de l'Université d'Osaka que des chercheurs ont développé une nouvelle technologie de panneau solaire plus léger, plus souple, et plus écologique, fabriqué à partir de pâte de bois. Le Laboratoire de Matériaux en Nanofibres de l'Université d'Osaka projette de commercialiser ces panneaux comme une alternative aux panneaux solaires traditionnels dans les prochaines années.

De plus, Osaka accueille la **centrale solaire de l'aéroport Kansai International Airport**. Née d'une joint venture entre le groupe industriel japonais Solar Frontier et la Banque de développement du Japon, la centrale, qui est la **plus grande centrale solaire aéroportuaire d'Asie**, a une capacité de 11,6 mégawatts, permettant d'éviter la production de 4000 tonnes/an de dioxyde de carbone.

Dans le domaine industriel, Kyocera Corporation, un des fleurons japonais dans la création de cellules photovoltaïques, a construit en 2014 **le parc solaire SoftBank Izumiotsu** dans la préfecture d'Osaka. Avec une puissance totale de 19,6 mégawatts, ce sont environ 80 000 modules solaires qui permettent de produire en électricité propre l'équivalent de **5 700 ménages**.

Surtout, c'est dans la ville d'Osaka que se trouve le **siège social de l'entreprise Sharp**, l'un des premiers spécialistes de l'énergie solaire, fondée en 1959 et véritable cheville ouvrière dans le monde en matière de recherche et de développement dans le domaine de l'énergie solaire. Sharp est devenu **en 2000 leader du marché mondial**, fournissant satellites, phares, bâtiments publics ou

maisons d'habitation. Cependant, 2016 est un tournant pour cette entreprise. En effet, victime de la concurrence venue de Chine et de Taïwan, Sharp a accusé des exercices très déficitaires et a cédé, en ce début d'année, 66% de son capital au sous-traitant taïwanais Foxconn, pour près de 3,5 milliards de dollars. Cette alliance stratégique sonne comme une bouffée d'oxygène pour le domaine de la production électronique de Sharp, mais, en ce qui concerne l'activité solaire de l'entreprise, aucun plan n'a encore été développé par le repreneur.

L'essentiel



Situation	Chiffres et dates	Idées-clés
 Japon / Osaka  Energie solaire	<div style="margin-bottom: 10px;"> 1974 <p style="font-size: 12px; margin: 0;">Lancement du programme Sunshine (en réponse au choc pétrolier)</p> </div> <div style="margin-bottom: 10px;"> 2012 <p style="font-size: 12px; margin: 0;">Politique de soutien au développement des énergies solaires (en réponse à l'accident de Fukushima)</p> </div> <div style="margin-bottom: 10px;"> 2^e <p style="font-size: 12px; margin: 0;">Marché mondial du photovoltaïque (Japon)</p> </div> <div> 1^e <p style="font-size: 12px; margin: 0;">Centrale solaire aéroportuaire d'Asie (Kansai International Airport)</p> </div>	<div style="margin-bottom: 10px;">  <p style="font-size: 12px; margin: 0;">Développement des énergies renouvelables</p> </div> <div>  <p style="font-size: 12px; margin: 0;">Une nécessité de dérèglement économique pour faire évoluer les choses ?</p> </div>

Le Vietnam, nouvel atelier du monde ?

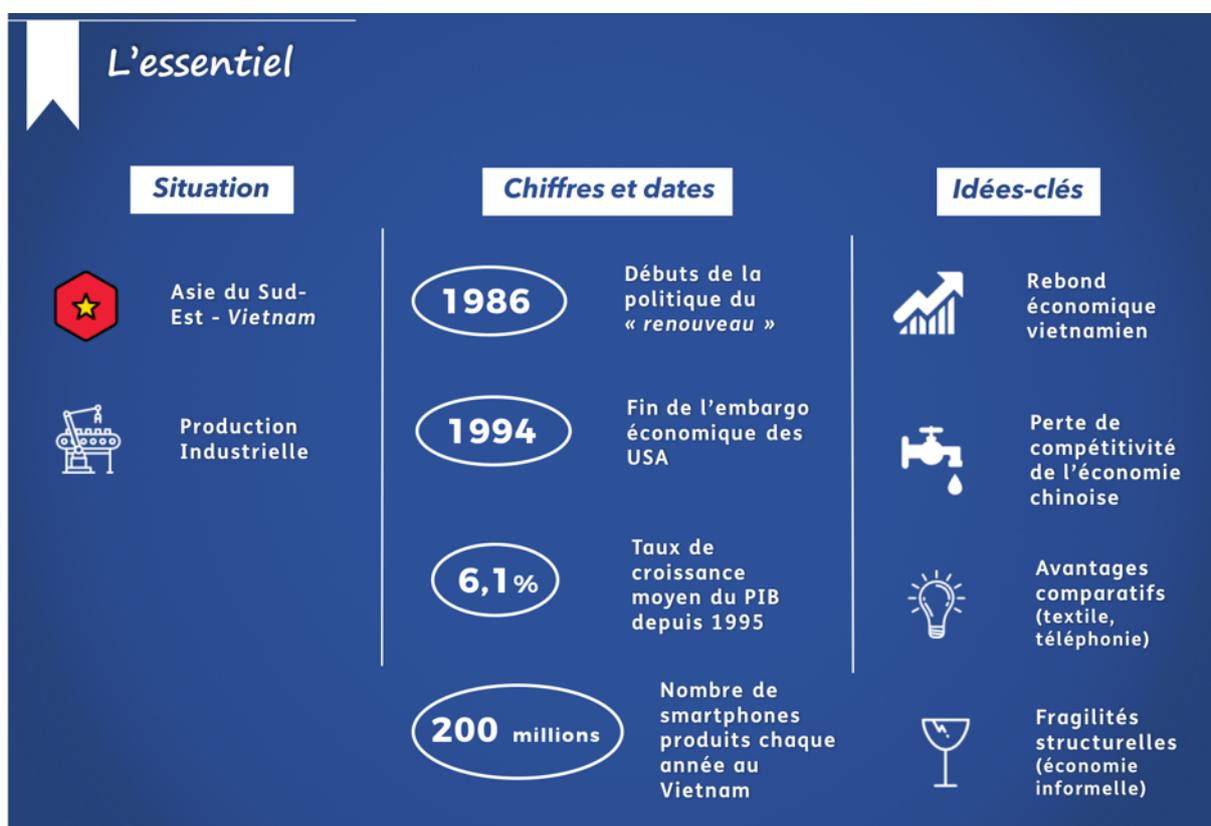
Lucas MAUBERT

Depuis la fin de l'embargo de États-Unis 1994 et son intégration au commerce mondial, le Vietnam a émergé parmi la deuxième vague de pays asiatiques industrialisés, au même titre la Thaïlande ou l'Indonésie. Au point de remplacer la Chine comme nouvel « atelier du monde » ?

La **guerre du Vietnam** (1954-1975) face aux États-Unis et ses conséquences – destructions matérielles et dépenses d'armement notamment – a largement contribué à maintenir le pays dans un état de sous-développement jusque dans les années 1990. Le tournant du XXI^e siècle a été l'occasion d'un **virage économique** vietnamien à partir de la **politique du « renouveau » (doi moi) initiée en 1986** : il s'agit globalement d'une **ouverture du pays à l'économie de marché** par le Parti Communiste au pouvoir. Outre ces réformes de libéralisation, la **fin de l'embargo économique américain en 1994** et **l'intégration du pays à des organisations telles que l'ASEAN ou l'OMC** ont permis au Vietnam de vivre un véritable décollage économique. Avec un taux de **croissance** annuel de son PIB à hauteur de **6,1% en moyenne depuis 1995** le Vietnam est aujourd'hui la 45^{ème} puissance mondiale et le taux de pauvreté y est passé de 58% à 14% en moins de vingt ans.

Fort de cet élan, le Vietnam souhaite peser davantage en Asie de l'Est et poursuivre son développement en devenant une économie industrialisée, au point d'ambitionner de concurrencer la Chine, rivale historique, comme nouvel « atelier du monde ». Il faut dire que le pays met tout en œuvre pour cela, en multipliant des **accords de libre-échange (Corée du Sud, ASEAN, Union Européenne, TPP)** et en menant des réformes structurelles pour gommer les fragilités de son secteur bancaire, ainsi que pour maîtriser l'inflation et le déficit public (4,3% en 2016). De plus il peut compter sur de **nombreuses ressources énergétiques** et une diversification économique relativement importante par rapport à ses voisins. Les dirigeants vietnamiens font ainsi les yeux doux aux **investisseurs étrangers**, misant sur la **qualification et le faible de coût de la main d'œuvre**. L'industrie est en effet la clé du rebond vietnamien (38% du PIB), notamment grâce au textile, à la plasturgie, à l'agro-alimentaire, à l'informatique ou à la téléphonie mobile. Concernant ce dernier secteur, Samsung, LG et Nokia ont récemment transféré leurs usines de production de smartphones de la Chine vers le Nord du Vietnam : ce sont aujourd'hui plus de **200 millions de smartphones qui y sont produits chaque année**. Pour ce qui est du textile, l'industrie vietnamienne est devenue le principale concurrente de la Chine avec l'installation de géants comme GAP, Zara ou Uniqlo. Il faut dire que le **doublent des salaires chinois en cinq ans** et la **relative stagnation de l'économie chinoise** ont poussé les investisseurs étrangers à chercher de nouveaux débouchés pour réduire leurs coûts de production.

On peut donc constater que le Vietnam bénéficie d'une double-conjoncture favorable : une insertion dans le commerce mondial qui s'accroît grâce à des traités de libre-échange et une perte de compétitivité de la Chine dans certains secteurs industriels. Néanmoins, en dépit de cette trajectoire économique assez positive, le pays ne se démarque pas encore suffisamment de ses voisins pour le moment et [la remise en cause du TPP](#) sur lequel les dirigeants vietnamiens misaient beaucoup face à Pékin pourraient freiner l'élan vietnamien. Les **fragilités économiques du Vietnam (poids du secteur informel par exemple)**, et le retard par rapport à la Chine demeurent extrêmement handicapants : en faire le nouvel atelier du monde apparaît ainsi pour l'heure largement prématuré.



Bangalore, la Silicon Valley indienne

Sophie GUILLERMIN-GOLET

*Située au sud de l'Inde, la ville de Bangalore, capitale de l'État du Karnataka, est la troisième ville la plus peuplée du pays (8 443 675 habitants en 2011). Elle est considérée comme un centre universitaire, scientifique et économique majeure en Inde et dans le monde. Jumelée avec San Francisco, Bangalore avait été surnommée dès 2001 la « **Silicon Valley indienne** » par le magazine américain Bloomberg Businessweek. En 2004, Thomas Friedman avait déclaré que le « monde était plat »² suite à son séjour à Bangalore, voulant ainsi démontrer la convergence économique des pays.*

La spécialisation économique de Bangalore a débuté dans les **années 1970 sous l'impulsion de Ram K. Baliga**, premier président de la *Karnataka State Electronics Development Corporation* (KEONICS). Cette agence d'état était chargée de développer l'industrie électronique dans l'Etat du Karnataka. C'est pour cela que R. K. Baliga a fait acheter au sud de Bangalore un vaste terrain pour y établir un **parc industriel**, qui ferait de la ville la « **capitale de l'électronique** ».

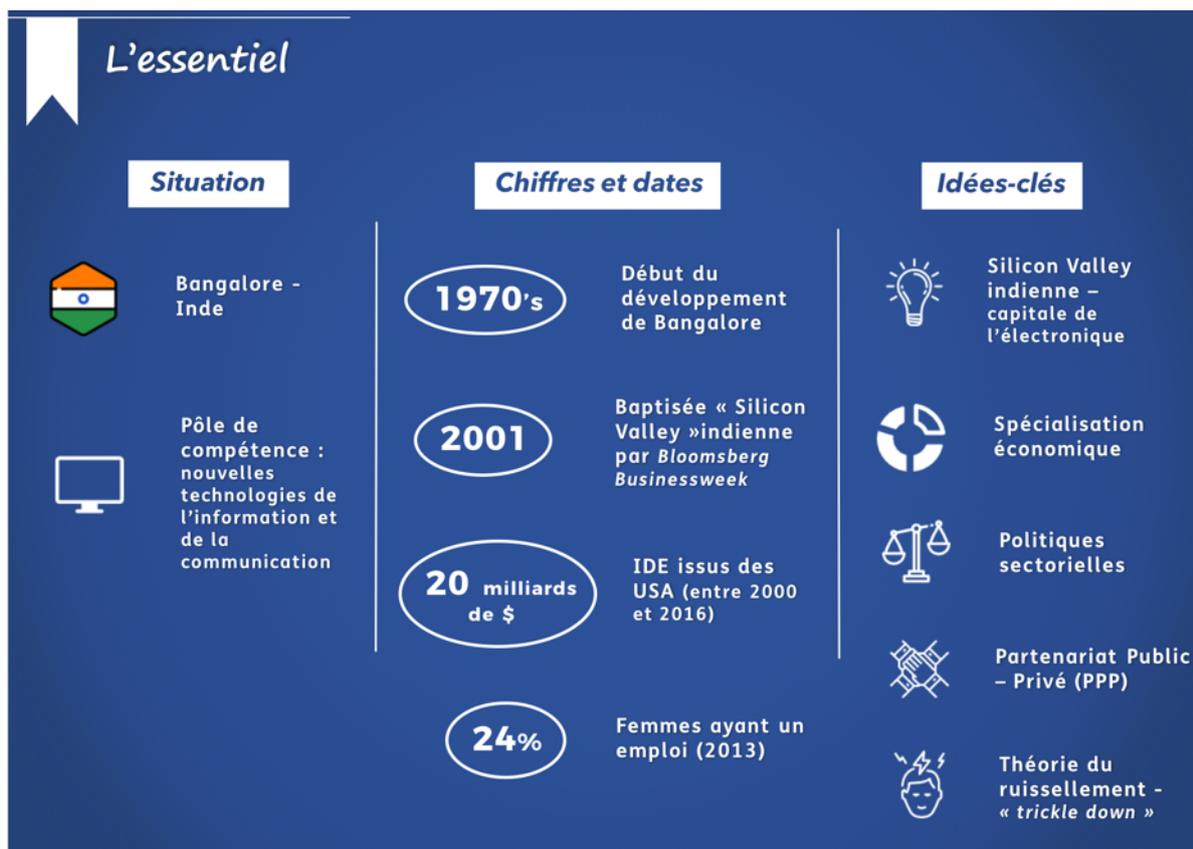
Bangalore a surfé sur la **forte croissance du milieu de l'informatique dans les années 1990** en adoptant des **politiques sectorielles** (*IT policy*, 1997) en faveur des technologies de l'information. A ce moment, de grands noms du secteur s'implantent à Bangalore : Texas Instrument, IBM, Hewlett-Packard, Intel... On y compte aussi de grandes compagnies indiennes (notamment Infosys). Ces entreprises investissent massivement dans la recherche et le développement, dans la production de logiciels, et la mise au point de matériaux informatiques de pointe.

Aujourd'hui, Bangalore est un **pôle de compétence d'importance mondiale**. En 2015-2016, l'État du Karnataka a contribué à 7,54% au PIB régional de l'Inde. Entre avril 2000, et mars 2016, Bangalore a attiré plus de **20 milliards de dollars** d'investissements directs de l'étranger (**IDE**) venant des États-Unis. En plus des multinationales, des institutions étatiques se sont installées à Bangalore, telle que l'Organisation indienne pour la recherche spatiale (budget de 1085 millions d'euros en 2015-2016).

Un bémol peut être apporté à ce développement florissant. Les **élites politiques espéraient que ce boom de croissance propre à cette industrie, entraînerait le reste des secteurs économiques**. De fil en aiguille l'ensemble de l'État connaîtrait une croissance comparable à celle de Bangalore. Ce **modèle de développement**

² Thomas Friedman, *The World Is Flat: A Brief History of the Twenty-first Century*, New York, Farrar, Strauss and Giroux, 2005.

est basé sur le principe vertueux de la percolation (théorie du ruissellement, « *trickle down* » en anglais). Cependant, malgré de nombreuses politiques basées sur des **partenariats public-privé (PPP)**, la pauvreté reste un problème majeur dans la région. En 2013, selon la Banque de réserve de l'Inde, encore 20,91% de la population de Karnataka vivait en dessous du seuil de pauvreté. En outre, **malgré des initiatives encourageant l'entrée des femmes dans le monde de l'entreprise, celles-ci restent marginalisées**. Selon une étude menée en 2013, seulement 24 femmes sur 100 avaient un travail à Bangalore. Le monde n'est donc pas plat pour tout le monde.



Chine et Russie en Asie centrale : quelles rivalités ?

Major-Prépa

Depuis la chute de l'empire soviétique en 1991, la Russie est restée le leader incontesté en Asie centrale. Toutefois, depuis peu, la Chine fait son entrée dans le jeu des puissances concernant l'accès à cet espace stratégique et obtient même le soutien de la part des pays centre-asiatiques. Ces derniers sont d'ailleurs capables de mettre en concurrence les puissances entre elles et de choisir leurs partenaires en fonction de leurs intérêts. Bien que les stratégies russes et chinoises soient fondamentalement différentes en Asie-centrale, elles poursuivent un objectif commun : la mainmise sur cette région.

La Chine voit dans l'Asie centrale un rôle hautement stratégique : **la région possède de nombreuses ressources en pétrole, gaz naturels et de charbon** qui représentent respectivement 30%, 24% et 40% des approvisionnements énergétiques de Pékin pour l'année 2015. En outre, la population de la Chine étant amené à croître, le pays doit sans cesse trouver de nouvelles voies d'approvisionnement en ressources naturelles. Des recherches sont en cours sur les bords de la Mer Caspienne, au Turkménistan. Selon les experts, 6,5 milliards de mètres cubes de gaz y seraient dissimulés.

En outre, **les pays d'Asie centrale ont une démographie importante. Ils sont donc des marchés à hauts potentiels** pour que la Chine puisse écouler ses marchandises. Tous ces éléments ont poussé Pékin à développer un cercle vertueux fondé sur un développement économique mutuel entre les deux entités – Chine et Asie Centrale. Un exemple frappant de cette volonté de développement dans la région est l'annonce par le président Xi Jinping du projet de « **Nouvelle Route de la Soie** » en 2013. Ainsi, la Chine a proposé de participer au financement d'infrastructures (chemins de fer, autoroutes, gazoducs et oléoducs). L'objectif final de cette participation est de consolider les réseaux entre les différents pays situés le long de cette route.

La Russie, de son côté, conserve une **logique de dépendance historique datant de l'ère soviétique**. Elle souhaite ainsi maintenir un certain **hard power sur la région**. La présence russe sur cette région se traduit par la mise en place de plusieurs organisations. Les plus représentatives sont l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC). Sa finalité est le rapprochement et la coopération entre les armées des Etats signataires. Autre exemple, l'Union Economique Eurasiatique (UEE) mise en place en 2015 et, comptant comme membres l'Arménie, le Kazakhstan, la Biélorussie, le Kirghizstan et le Tadjikistan. La Russie a grandement profité de la suppression des barrières douanières au sein de l'UEE, alimentant sa croissance en augmentant ses échanges avec les autres membres qui, eux,

échantent peu entre eux. En outre, Moscou domine certains marchés clés pour cette région tels que les télécommunications avec deux opérateurs phares Beeline et Megaline.

Contrairement à la Chine, l'influence de la Russie dans cette région est de plus en plus critiquée et contestée. Le mode d'entrée de la Chine, par un développement économique mutuel pourrait faire de l'ombre aux ambitions russes sur la région.

L'essentiel

Situation	Chiffres et dates	Idées-clés
 <p>Asie Centrale – Chine vs Russie</p>  <p>Influence et relations diplomatiques</p>	<p>2013 Annonce du projet de « Nouvelle route de la soie » par Xi Jinping</p> <p>2015 Entrée en vigueur de l'UEE</p> <p>40% Part du charbon d'Asie centrale dans les approvisionnements énergétiques chinois (2015)</p>	<p> Jeu d'influences en Asie Centrale</p> <p> Russie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Hard Power - Développer son économie <p>Organisations régionales : UEE ; OTSC</p> <p> Chine :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Volonté de développement mutuel - Sécuriser ses approvisionnements énergétiques

EUROPE

Le programme Erasmus, une réussite du projet européen

Pablo MENGUY

En juin, le projet Erasmus fêtera ses 30 ans. Créé en 1987, dans l'optique de relancer un projet européen trop « bruxellisé », ce programme d'échange universitaire est aujourd'hui considéré comme l'une des plus grandes réussites de l'Union Européenne.

Le désir d'une Europe culturelle

Lors de sa création en 1987, **seuls 11 pays** de la Communauté Économique Européenne (CEE, ancêtre de l'UE) ont adhéré au programme Erasmus. **Aujourd'hui**, les étudiants ont le choix entre **33 destinations** : tous les pays de l'Union Européenne ainsi que d'autres États comme la Norvège, la Turquie, ou encore l'Islande. L'objectif était de faire se rencontrer dans le cadre de leurs études, des jeunes des quatre coins de l'Europe, pour renforcer le sentiment européen et créer ainsi des liens entre les populations. Par ce projet, on souhaitait également montrer une meilleure image d'une Europe qui apparaissait (déjà) comme trop technocratique, et éloignée des peuples. Ainsi, environ **cinq millions d'étudiants** sont partis pour une durée comprise entre six mois et un an dans un autre pays européen depuis 1987.

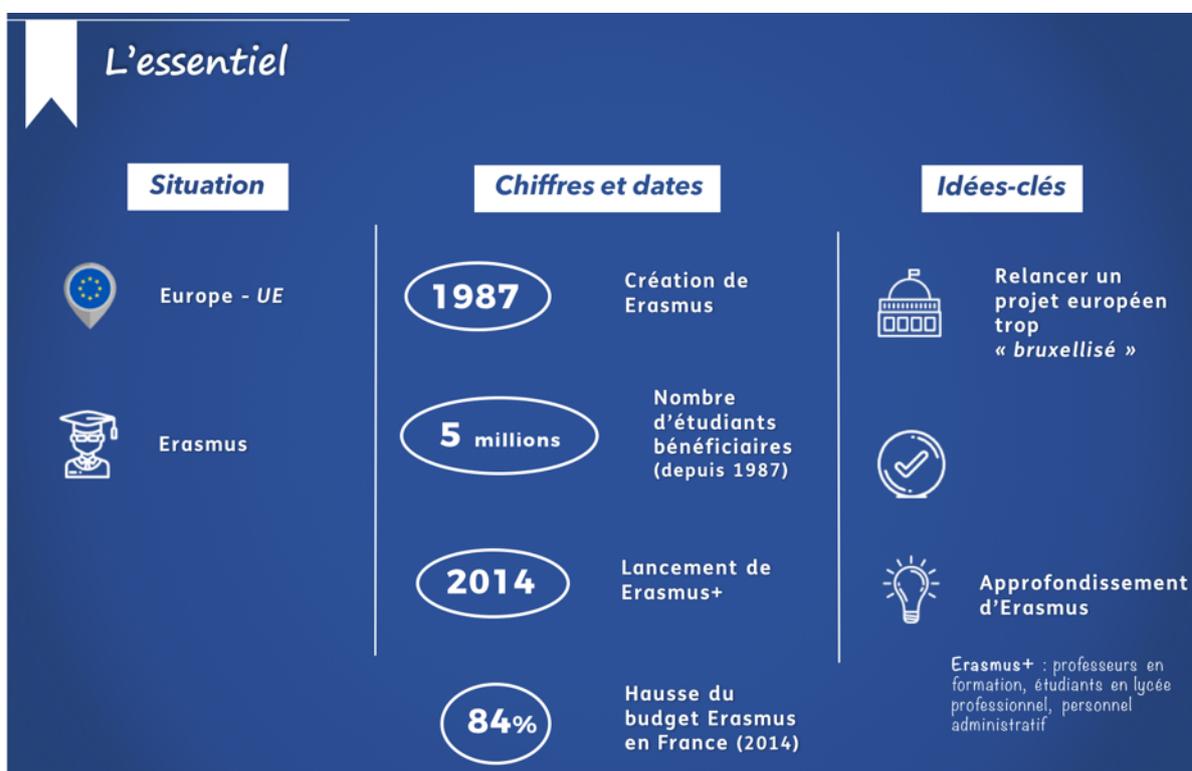
Le projet **Erasmus+**, **lancé en 2014**, a pour objectif de faire partir 4 millions de personnes supplémentaires d'ici 2020. En effet, en plus des étudiants à l'université, peuvent désormais partir des professeurs en formation, des étudiants en lycée professionnel, du personnel administratif. Le budget fixé par l'Union Européenne entre 2014 et 2020 est de 14,4 milliards d'euros.

La France compte bien rester un des moteurs de ce projet puisqu'**en 2014, une hausse de 84% du budget Erasmus a été décidée**. En effet, les étudiants français sont les plus nombreux à partir étudier dans un autre pays européen. S'ils n'étaient que 3 500 à partir en 1987, ils sont aujourd'hui plus de 38 500 à tenter l'aventure chaque année. En revanche, l'Espagne reste la destination favorite des étudiants, la France arrivant troisième derrière l'Allemagne.

Les incertitudes du Brexit

L'annonce du Brexit pose également beaucoup de questions. En effet, plus de 200 000 étudiants britanniques ont bénéficié du programme depuis sa création. Jo Johnson, secrétaire d'État chargé des universités, se veut rassurant : il assure que les étudiants continueront à échanger... jusqu'en 2019. Le Royaume-Uni pourrait très bien prolonger sa participation au programme Erasmus après le Brexit, puisque rappelons que d'autres pays n'appartenant pas à l'UE en font partie. Mais pour cela **encore faudrait-il que les Britanniques respectent le principe de la libre circulation des personnes**. Or, au vu du « hard-Brexit » annoncé par la Première ministre Theresa May, ce scénario semble peu probable. Au grand dam des prestigieuses universités britanniques, où six universitaires sur dix viennent d'Europe : demander un visa pourrait apparaître dissuasif...

Au delà du projet d'étudier ailleurs que dans son propre pays, Erasmus invite aussi à rencontrer des populations différentes. Et sa réussite tend à prouver que la curiosité des jeunes pour l'Europe est encore bien d'actualité. Expérience de vie ? Enrichissement de sa formation personnelle ? Chacun à ses raisons de défendre ce programme, mais *in fine*, la plupart des jeunes y trouvent leur compte. Comme le montrait déjà avec humour *L'Auberge espagnole* le film de Cédric Klapisch sorti en 2002.



Le programme Erasmus est aujourd’hui hissé au rang de **symbole de la réussite européenne**. Dans une Europe en déliquescence, Erasmus est un bel espoir même s’il ne suffira pas à soigner un continent en proie aux doutes et aux nationalismes.

L'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée, ou l'ambition d'un pôle de recherche et d'innovation

Marjorie GUIBERT

Initiées dès la construction de la Communauté européenne, les Eurorégions ont été institutionnalisées par la Convention-cadre de Madrid le 21 mai 1980 et ses protocoles additionnels. Leur objectif est d'atténuer le poids des frontières au sein du continent européen et de les transformer en opportunités économiques en créant des espaces de coopération transfrontalière entre différentes régions.

La création d'une Eurorégion répond à un objectif de **développement des territoires** et de **renforcement des liens économiques** entre des espaces à la proximité géographique étroite. Elle peut regrouper à la fois des pays membres de l'Union européenne et des pays non membres, mais membres du Conseil de l'Europe.

Créée en 2008, l'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée représente une superficie de 109 823 km² et **regroupait initialement la Catalogne, les Iles Baléares, le Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, et l'Aragon**, qui s'est cependant désengagée du processus en 2006. Véritable structure de coopération, sa population s'élevait à **14 millions d'habitants en 2010** pour **une croissance en termes d'emploi de 15,7%** entre 2000 et 2010, contre 6,8% au sein de l'Union Européenne. De nombreux projets ont été mis en place pour renforcer l'attractivité de ces 3 territoires, avec pour ambition principale d'établir une coopération solide en matière d'égalité homme-femme, d'innovation et de développement économique, de culture, de développement durable, mais aussi et surtout d'enseignement supérieur et de recherche.

C'est dans ce cadre qu'a été lancé **en 2009 le projet Eurocampus et enseignement supérieur**, regroupant 510 000 étudiants et 45 000 chercheurs, autour de trois axes : « *mobilité et échange des connaissances, campus et plateformes collaboratives en ligne, coopération en matière de recherche et d'innovation, et mise en réseau d'enseignants, chercheurs et du monde de l'entreprise* ». Cette ambition s'est notamment traduite par la mise en place d'un portail internet et le souhait de développement d'un véritable « pôle mobilité », de doubles diplômes, d'un enseignement supérieur multi-langues, et la création d'un dispositif chèque-mobilité pour les étudiants en échange universitaire.

Si cette eurorégion est un exemple fort de coopération transfrontalière européenne, **le cadre juridique de ces structures reste variable** (associations, fondations,

Groupement européen de coopération transfrontalière), et la portée de leurs actions largement dépendante de la volonté des régions de créer une structure de coopération renforcée. La souplesse de leur statut et la tendance au rapprochement de territoires déjà fortement liés sur le plan culturel présente selon les eurosceptiques **un risque de décadence des États-nations**, remplacés à long terme par des groupements de régions aux pouvoirs toujours plus accrus.

L'essentiel



Situation	Dates et chiffres	Idées-clés
 Europe / Eurorégion Pyrénées-Méditerranée	<div style="border: 1px solid white; border-radius: 50%; width: 40px; height: 40px; display: flex; align-items: center; justify-content: center; margin: 5px;">2004</div> Création de l'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée	 Stratégie de développement des territoires
 Coopération décentralisée	<div style="border: 1px solid white; border-radius: 50%; width: 40px; height: 40px; display: flex; align-items: center; justify-content: center; margin: 5px;">4</div> Région européennes	 Une coopération entre pays frontaliers
	<div style="border: 1px solid white; border-radius: 50%; width: 60px; height: 40px; display: flex; align-items: center; justify-content: center; margin: 5px;">14M</div> Nombre d'habitants	 Objectif : devenir un pôle de recherche et d'innovation
	<div style="border: 1px solid white; border-radius: 50%; width: 60px; height: 40px; display: flex; align-items: center; justify-content: center; margin: 5px;">15,7%</div> Croissance en termes d'emploi entre 2000 et 2010	 Projet phare : Eurocampus et enseignement supérieur

La politique méditerranéenne, un symbole de l'échec d'une politique extérieure commune de l'Union européenne

Elie VEJUX

*La zone méditerranéenne est parfois conçue comme un **espace de coopération**, parfois comme un **espace de confrontation** entre le continent européen et le nord du continent africain. Afin de remédier à cette ligne de fracture, à cette interface Nord-Sud ne représentant pas de synergie, les instances européennes ont tenté et tentent d'apporter des solutions. Cependant, force est de constater que ces tentatives n'engendrent pas de réalisations concrètes, et ce, en grande partie en raison des dissensions internes à l'Union Européenne. **Bloqué par une volonté de consensus**, l'Union Européenne ne peut construire une relation stable et durable avec les pays méditerranéens.*

Après **INTERREG**, programme visant à promouvoir la coopération entre les régions européennes, lancé en **1989** dans le cadre de la coopération transfrontalière, après la création du **MED12** en **1995** lors de la **conférence de Barcelone**, la coopération entre l'Union Européenne et les pays méditerranéens s'est dotée d'un outil singulier : **l'UPM (Union Pour La Méditerranée)** en **2008**. Cette organisation intergouvernementale regroupant **43 pays** avait pour but de **soutenir le développement socio-économique de l'espace régional méditerranéen**.

Toutefois, les **visions nationales** des pays membres de l'Union Européenne **divergent quant aux objectifs prioritaires de la PEV** (Politique Européenne de Voisinage). En effet, la France est favorable au soutien du programme MEDA soutenant les pays méditerranéens alors que l'Allemagne soutient davantage le programme TACIS destiné aux PECO, véritable instrument financier qui permet d'accompagner des pays proches de l'Union Européenne. Il s'agit ici de la première limite de la politique européenne en matière d'espace méditerranéen.

En outre, **les révolutions et printemps arabes ont mis en péril ce lien représenté par l'UPM entre deux espaces**. Ici encore, l'Union Européenne, se voulant **puissance normative** aux yeux du monde et surtout aux yeux de ses partenaires les plus proches, a failli à sa tâche ou plutôt à sa promesse envers les pays méditerranéens. Après les événements de 2011, l'Union Européenne a lancé 2 programmes centrés sur 2 priorités : **l'approfondissement des réformes institutionnelles** – impossible dans un contexte temporel de profonde instabilité pour les pays maghrébins, marqué également par les hésitations européennes sur la question turque – et **le développement économique, solidaire et durable** – non appliqué ou soutenu par l'Union Européenne elle-même tant ses relations avec les pays méditerranéens restent déséquilibrées.

Finalement, entre confrontation et compétition, il est grand temps, selon **George Corm**, de commencer à penser à la complémentarité des deux rives. Ainsi, il est plus légitime d'évoquer une « **coopétition** » entre ces deux espaces, une interface aux bénéfices des deux rives où se mêleraient des relations économiques davantage complémentaires et un tropisme politique partagé et discuté.

L'essentiel



Situation	Dates	Idées-clés
 Méditerranée / UE & Afrique du Nord  Echec d'une politique européenne étrangère commune  Interface Nord-Sud	<div style="border: 1px solid white; border-radius: 50%; width: 40px; height: 40px; display: flex; align-items: center; justify-content: center; margin-bottom: 10px;">1989</div> INTERREG (promouvoir la coopération entre régions européennes) <div style="border: 1px solid white; border-radius: 50%; width: 40px; height: 40px; display: flex; align-items: center; justify-content: center; margin-bottom: 10px;">1995</div> MED12 (conférence de Barcelone) <div style="border: 1px solid white; border-radius: 50%; width: 40px; height: 40px; display: flex; align-items: center; justify-content: center;">2008</div> UPM : • 43 pays • But : soutenir le développement socio-économique de l'espace régional méditerranéen.	 L'UE, puissance normative  <ul style="list-style-type: none"> • Divergences nationales • Limites de la règle du consensus  George Corm « coopétition » entre deux espaces

La BCE et l'inflation, une relation complexe

Marc-Antoine COLONNA D'ISTRA

Nous étudions aujourd'hui la Banque Centrale Européenne et, pour sortir de la stricte étude institutionnelle et économique, nous élargirons notre analyse sur la question de l'inflation, son contrôle par la BCE et la responsabilité qu'elle peut avoir dans le phénomène inflationniste.

Tout d'abord revenons rapidement sur la BCE et ses principales fonctions ; créée en **1998**, son siège se trouve à Francfort. Elle supervise les Banques Centrales Nationales et travaille avec elles à **5 grands objectifs** :

- **Définir et mettre en oeuvre la politique monétaire de la zone euro ;**
- **Conduire la politique de change de l'euro ;**
- **Détenir et gérer les réserves de change des Etats membres ;**
- **Assurer le bon fonctionnement des systèmes de paiement ;**
- **Supervision des principales banques.**

Les principaux outils de la Banque Centrale Européenne sont les trois taux autour desquels fluctue l'EONIA (taux de référence du marché interbancaire des taux traités pendant une journée) : le **taux de refinancement**, le **taux de prêt marginal** et le **taux de rémunération des dépôts**. Ces taux permettent de contrôler les liquidités et réserves sur fonds propres des banques et donc au final les taux d'intérêts pratiqués qui détermineront le volume de crédits accordés.

Ce qui nous intéresse aujourd'hui est le phénomène d'inflation et particulièrement les liens essentiels qu'il entretient fondamentalement avec les banques centrales. L'inflation caractérise une hausse généralisée des prix, toutes choses égales par ailleurs avec 1 euro on peut acheter moins de biens que précédemment. C'est le lien entre inflation et monnaie pour reprendre Milton Friedman (Ecole de Chicago) : « *La cause immédiate de l'inflation est toujours et partout la même : un accroissement anormalement rapide de la quantité de monnaie par rapport au volume de production* ». Les banques créent de la monnaie en réponse à la demande de clients. Cependant la BCE peut contrôler le volume de crédit que pourra accorder la banque par le biais des trois taux que l'on vient d'énoncer. Un bon contrôle peut donc en théorie empêcher l'inflation.

On arrive donc à la **grande critique qui est faite aux Banques Centrales, celle d'avoir "créé l'inflation"**. En effet après d'importants épisodes inflationnistes au XVIème siècle, le monde a connu plusieurs siècles de relative stabilité des prix. Avec l'émergence d'un système bancaire organisé dans la fin du XIXème siècle, on connaît de nouveaux phénomènes d'inflations.

Les fortes inflations qui touchèrent le monde tout au long du XXème siècle ont contribué à **agrandir les inégalités, à déstabiliser les pays**, créer des lames de fond qui font aujourd'hui vaciller l'équilibre politique et économique mondial. On pourrait prendre l'exemple du Brésil et du **phénomène d'hyperinflation brésilien de 1985 à 1995** qui a grandement pénalisé le pays.

Le débat sur l'inflation est très complexe et n'a pas d'intérêt particulier dans le cadre de cet article, il faut donc retenir simplement le rôle de la BCE dans ce phénomène et donc par extension la fonction éminemment politique de cette institution aux contours et modes de gouvernances parfois flou ; ses décisions pèsent sur l'économie, mais aussi sur les choix des électeurs et sur le climat politique que crée les variations de prix (et le décrochage ou non des salaires) dans un pays. La gestion économique et financière de l'Europe conditionne donc de **nombreux enjeux géopolitiques et géoéconomiques** et c'est aussi le débat de la souveraineté des pays et de la gestion de leurs finances qui peut se poser.

L'essentiel

Situation	Chiffres et dates	Idées-clés
 <p>Un acteur de l'économie européenne : la BCE</p>	<p>1998 Création de la BCE</p>	 <p>Inflation Due à un accroissement trop important du volume monnaie / production (Friedman)</p>
 <p>XX^e siècle : « siècle de l'inflation »</p>	<p>19 Pays dans la zone euro</p>	 <p>La BCE contrôle l'émission de monnaie (pouvoir sur l'inflation)</p>
 <p>Une Europe divisée par la montée des populismes</p>	<p>3 Nombre de taux avec lequel la BCE régule l'économie</p>	 <p>Rôle politique de la BCE : stabilité du système économique et financier ainsi que les conséquences de ses décisions sur les pays de la zone euro</p>
	<p>2% Objectif de l'inflation dans la zone euro</p>	

Splendeur et misère du football européen : l'arrêt Bosman

Arthur HAVET

*Rares sont les footballeurs qui ont marqué l'Histoire. Jean-Marc Bosman en fait partie et doit sa renommée à un arrêt rendu par la Cour de Justice des Communautés européennes (CJUE) le 15 décembre 1995. Cette décision acte la **libéralisation du marché des transferts européens** et continue d'influencer le football d'aujourd'hui.*

Arrivé au terme de son contrat avec le club du FC Liège, Jean-Marc Bosman veut signer à Dunkerque. Or, le club belge exige une indemnité de transfert pour autoriser le joueur à rejoindre l'équipe française. Bosman porte l'affaire devant les tribunaux. Au-delà de la situation personnelle du joueur belge, l'arrêt rendu par la CJCE a une portée considérable sur l'Europe du football. S'appuyant sur l'article 48 du traité de Rome sur la **libre circulation des travailleurs dans l'espace européen**, la Cour décide que les joueurs en fin de contrat sont libres de changer de club mais surtout, elle met un terme au système de quotas qui imposait à chaque équipe un nombre maximal de ressortissants de l'Union Européenne.

Les conséquences sont immédiates. La libéralisation entraîne une **extrême mobilité des joueurs** qui vont garnir des effectifs rassemblant des nationalités très différentes. Alors qu'en 1995, les joueurs étrangers représentaient 18% des effectifs dans les 5 plus grands championnats, le chiffre passe à 46% en 2015. Cette mobilité favorise une grande mixité mais parfois aux dépens des joueurs du pays d'accueil. Tel est le cas du club anglais Arsenal qui le 14 février 2005 présente une feuille de match sur laquelle ne figure aucun joueur anglais. Cette mise en concurrence internationale des joueurs et des clubs a contribué à une **inflation salariale** favorisant les clubs les plus riches. Cela a conduit certains clubs à privilégier l'achat des meilleurs joueurs au détriment de la formation. C'est d'ailleurs les clubs ayant une **culture de la formation** qui ont été les plus pénalisés car ils peinent à retenir leurs joueurs. Ce n'est pas un hasard si le dernier titre européen obtenu par l'Ajax Amsterdam, connue pour avoir la meilleure école de football au monde, remonte à 1995.

Si l'arrêt Bosman est une avancée majeure par la liberté qu'il a apporté aux joueurs, il est aussi en partie responsable des **dérives du football moderne**. Les clubs ont changé de modèle de développement pensant davantage à court terme et n'hésitant pas à s'endetter pour s'offrir les meilleurs joueurs et délaissant ainsi la formation. Certains regrettent une perte d'identité du football européen alors que les joueurs passent d'une équipe à l'autre au mépris des valeurs propres à chaque club. Le marché des transferts est un cas exemplaire d'une **mondialisation des flux**

couronnant à la fois des **principes de liberté** mais aussi de **profondes inégalités** du fait de la toute puissance financière de quelques clubs.

L'essentiel

Situation	Chiffres et dates	Idées-clés
 Europe	1995 Arrêt Bosman rendu par la CJCE	 Libre circulation des travailleurs <small>article 48 du traité de Rome</small>
 Football – marché des transferts	18% Part des joueurs étrangers dans les 5 grands championnats (1995)	 Libéralisation du marché des transferts
	46% Part des joueurs étrangers dans les 5 grands championnats (2015)	 Inégalités entre les clubs

La Russie : première puissance européenne en 2050 ?

Fabien HERBERT

C'est une information sortie au début du mois de février 2017, par le cabinet d'audit américain PricewaterhouseCoopers. Il s'agit du [classement des économies les plus importantes](#) de la planète en 2050. Outre le passage de l'Inde devant les États-Unis, la Russie serait, étonnamment, la première puissance économique européenne³. Malgré les nombreux défauts liés à la démarche prospective, il est intéressant d'évaluer les raisons pour lesquelles la Russie pourrait devenir une puissance économique supérieure à ses voisins européens.

Depuis le début du troisième mandat de Vladimir Poutine, la **Russie connaît une situation économique très compliquée**. La faute en partie à une crise économique structurelle, aux sanctions européennes liées au conflit ukrainien et à la chute des prix du pétrole. La récession russe ayant été à son paroxysme au second trimestre 2015 avec une chute de 4,6% du PIB. L'un des problèmes majeurs de l'économie russe, ces dix dernières années, était son **manque d'attractivité**. Un manque causé par l'**omniprésence du Kremlin dans le milieu des affaires**. Ainsi le cas loukos et l'arrestation de « l'oligarque » Mikhaïl Khodorkovski en 2003, symbolisa la prédominance du politique sur les questions économiques. Une spécificité russe qui a largement contribué à la limitation des investissements occidentaux. Cependant, la Russie pourrait demain retourner cette situation à son **avantage du côté de l'Asie**. Et cette question de l'investissement sera une des clés de la reprise économique russe.

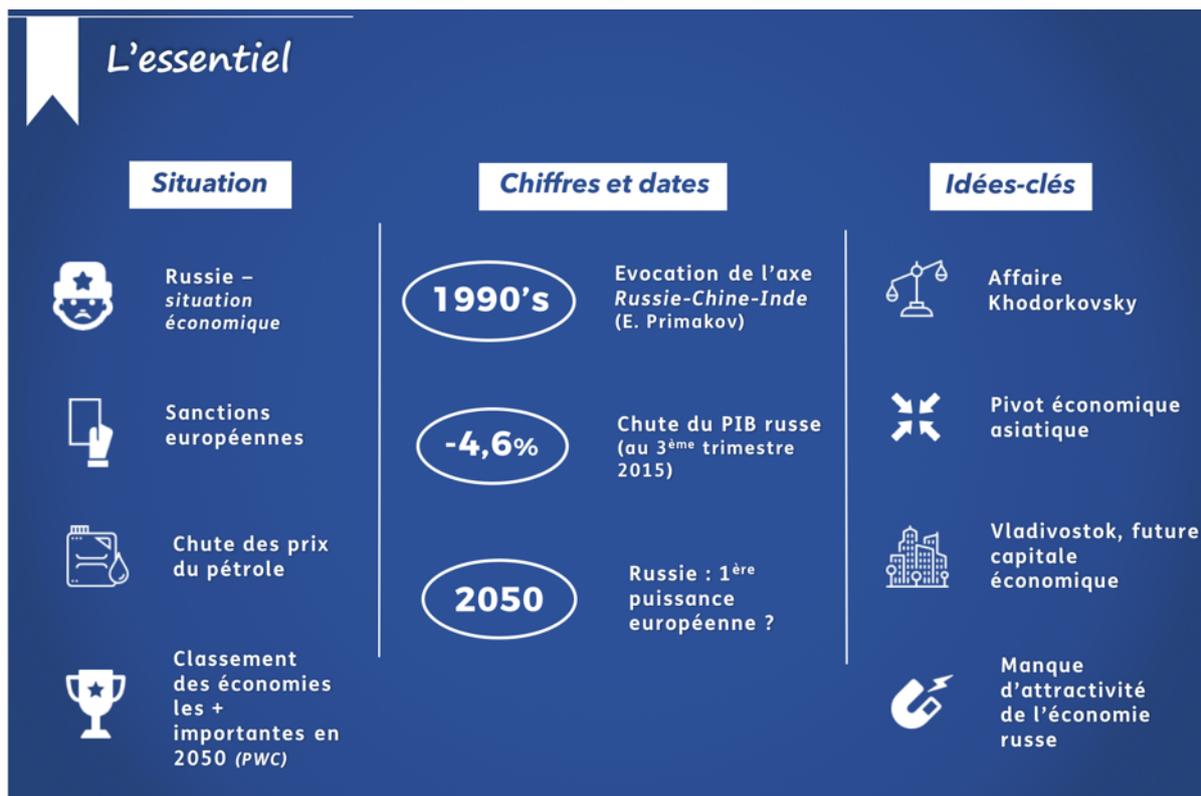
Un tournant asiatique

Le tournant de l'économie russe vers la modernisation pourrait ainsi se faire du côté de Vladivostok avec un **axe Russie-Chine-Inde**. Un concept évoqué dès la fin des **années 90** par l'ancien premier ministre Evgueni Primakov, qui déjà à l'époque, y voyait un **moyen de suppléer l'adversité politique européenne**, au moment de la guerre du Kosovo. Une vision à laquelle on peut donner raison aujourd'hui, mais dans un objectif économique. En effet, si l'on regarde le classement de PricewaterhouseCoopers pour 2050, deux continents dominent le top 8 : L'Asie (Chine, Inde, Indonésie, Russie, Japon) et l'Amérique (États-Unis, Brésil, Mexique). Une dynamique qui pourrait inciter la Russie à modifier son pôle d'attraction économique.

Ainsi la Russie, dopée par les économies asiatiques, pourrait passer devant les autres européens, Allemands, Britanniques et Français. Une inconnue majeure

³ L'Union Européenne dans sa globalité resterait devant la Russie.

existe cependant, quel rôle aura la Russie face à ces géants ? Aujourd'hui la Russie occupe une place de « **cerveau technologique** » de l'Inde et de la Chine, mais ces derniers rattrapent leur retard et il y a fort à parier que ce ne sera plus le cas dans 30 ans. Enfin à ces questions se rajoutent le caractère prospectif de l'étude de PricewaterhouseCoopers et les obstacles inhérents à cette démarche, à savoir *les obstacles de circonstance, les obstacles épistémologiques et la pauvreté de notre imaginaire*⁴.



⁴ L. Guimbert, *La prospective : pour un retour aux fondamentaux*, Management prospective Ed, 2004

La Russie, une puissance coercitive à l'économie fragile

Major-Prépa

« La fin de l'URSS est la plus grande catastrophe du XXème siècle » disait Vladimir Poutine dans un discours en 2005. Le constat est indéniable si on regarde l'Histoire à travers le prisme russe. Pour le pays le plus vaste du monde, la fin du monde bipolaire est synonyme de pertes territoriales (-5 millions de km²) et démographiques (-100 millions d'habitants) aussi colossales que brutales.

Après une décennie 1990 désastreuse, la renaissance que connaît aujourd'hui la Russie est entièrement incarnée par la personne de Vladimir Poutine, ex-agent du KGB qui dirige le pays sans partage depuis son élection en 2000. Ainsi entre 2000 et 2008, la croissance annuelle russe dépasse systématiquement 7%. C'est aujourd'hui la 8^{ème} puissance mondiale en termes de PIB. Le regain économique russe permet à Moscou de renouer avec certains [appétits géopolitiques](#) en usant de son **hard power**⁵ (Ossétie du Sud en 2008, Crimée en 2014, « course à l'Arctique » notamment). Le contrôle russe de l'**étranger proche** passe également par une influence économique, cristallisée autour de l'**Union eurasiatique**. Présenté par Poutine comme une alternative au partenariat oriental européen, le projet qui comprend notamment une union douanière a d'ores-et-déjà séduit l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan et le Kirghizstan.

Pourtant, la réussite économique russe est à nuancer. Le pays reste largement tributaire de ses exportations de matières premières. La Russie est en effet le **deuxième exportateur mondial de gaz et de pétrole**. Cette manne considérable est gérée par deux entreprises étatiques, **Gazprom** et **Rosneft**, dont les bénéfices assurent à eux seuls la moitié du budget de l'Etat. Malgré son entrée à l'OMC en 2011, la Russie peine à diversifier son activité économique. Les **IDE** (investissements directs à l'étranger) stagnent, les investisseurs se montrant réticents à l'idée de miser sur un pays où la **corruption** demeure un mal endémique et où les **infrastructures** sont peu nombreuses et souvent vétustes. Ainsi, on estime que les pots-de-vin touchés chaque année par les fonctionnaires russes équivalent à un montant compris **entre un quart et la moitié du PIB national**.

L'économie russe subit donc de plein fouet la baisse durable du prix de l'énergie, faisant ressurgir le spectre du **syndrome hollandais**⁶ dont Vladimir Poutine cherche

⁵ Le hard power désigne la capacité d'influencer le comportement d'un autre acteur à l'aide de moyens militaires et économiques. Il regroupe ainsi : la puissance économique, militaire, et politique.

⁶ Le syndrome hollandais désigne le phénomène d'appréciation de la monnaie des pays qui exportent essentiellement des matières premières. Cette appréciation rend difficile l'exportation d'autres denrées (comme les produits manufacturés) ce qui met en péril les autres secteurs de l'économie.

à se débarrasser en vain. Ces difficultés conjoncturelles sont par ailleurs largement aggravées par les **sanctions européennes et américaines**. Dans ce contexte, l'année 2016 s'annonce difficile pour Moscou, alors que le PIB russe accuse une baisse de 3,7% sur l'année 2015 et que le **rouble dévisse** au point d'atteindre, en janvier dernier, le plus bas niveau de son histoire face au dollar.

L'essentiel



Situation	Chiffres et dates	Idées-clés
 Emergent (BRICS) / Russie  Difficultés économiques	<div style="text-align: center; margin-bottom: 10px;"> 8^e </div> Puissance économique mondiale <div style="text-align: center; margin-bottom: 10px;"> 2^e </div> Exportateur mondial de pétrole et de gaz <div style="text-align: center; margin-bottom: 10px;"> Entre $\frac{1}{4}$ et $\frac{1}{2}$ du PIB </div> Pots de vin touchés par les fonctionnaires russes chaque année <div style="text-align: center; margin-bottom: 10px;"> -3,7% </div> Croissance russe (en 2015)	<div style="text-align: center; margin-bottom: 10px;">  </div> Appétit géopolitique de la Russie Ex : Ossétie du Sud, Crimée, Arctique <div style="text-align: center; margin-bottom: 10px;">  </div> Hard power Ex : Union eurasiatique <div style="text-align: center; margin-bottom: 10px;">  </div> Dépendance aux hydrocarbures Ex : Syndrome hollandais <div style="text-align: center; margin-bottom: 10px;">  </div> Crise des émergents

Une île russe au sein de l'Europe : l'enclave de Kaliningrad

Major-Prépa

Avant de devenir une entité russe à part entière, l'enclave de Kaliningrad était un territoire allemand et s'appelait Königsberg. Son passage sous le giron russe est le résultat de deux bouleversements historiques majeurs qui sont, premièrement, la fin de la Seconde Guerre mondiale avec la victoire de l'URSS sur l'Allemagne et, donc, le transfert de Königsberg à l'URSS. Deuxièmement, la fin de l'ère soviétique en 1991, permet à la Russie d'acquérir ce territoire.

Depuis 2004, et l'élargissement de l'Union européenne à huit pays situés en Europe centrale et orientale notamment, la géographie de l'Europe communautaire révèle l'existence d'une enclave russe située aux confins de la mer Baltique, de la Pologne et de la Lituanie. **Du côté européen, cette situation suscite des craintes sécuritaires** puisque les frontières de Kaliningrad deviennent les nouvelles frontières extérieures de l'UE. **Côté russe, les politiciens craignent une scission avec Moscou** car la ville russe la plus proche, Pskov, se trouve à 600 kilomètres.

A l'échelle russe, l'oblast de Kaliningrad ne représente que 0,1% du territoire. Toutefois, il conserve un important **aspect stratégique** : grâce à ses ports dépourvu de glace pendant toute l'année, **sa situation est idéale pour garantir le commerce russe avec le reste du monde**. En outre, avec le statut de point le plus occidental de la Russie, la région lui permet d'avoir une **deuxième fenêtre sur l'Europe** – en plus de Saint-Pétersbourg -. Toutefois, les Russes craignent depuis de nombreuses années **l'expansion de l'OTAN sur ce territoire**. Depuis l'adhésion progressive des anciennes républiques autonomes à l'OTAN, cette dernière étend ses positions grâce à l'installation de points d'appui militaires. Le rapprochement de ces petites républiques, anciennement membres de l'Union soviétique, est vu comme un camouflet porté à la fierté et au prestige de la Russie en tant que grande puissance.

La crainte de voir Kaliningrad basculer du côté occidental est également renforcée par la **construction d'une Europe politico-économique** avec l'instauration en 1995 de l'espace Schengen auquel les pays frontaliers de l'oblast appartiennent. Ainsi, jusqu'à l'été 2003, les habitants de Kaliningrad bénéficiaient d'un régime de faveur qui leur donnait le droit de franchir les frontières de la Pologne et de la Lituanie mais également d'y séjourner pendant trente jours sans visa et sur simple présentation de leur passeport russe. Cela **permettait à la Russie de détourner la réglementation de l'espace Schengen** et de circuler librement entre les deux parties russes. La **suspension de ce privilège a été perçue par les Russes comme un affront**, le pays étant extrêmement dépendant des échanges commerciaux – importations comme exportations – pour faire prospérer son

économie. Rappelons que les mers bordant le territoire russe gèlent pendant la période hivernale, à l'exception de celle entourant Kaliningrad qui lui offre un accès permanent. Les pays membres de l'UE, qui n'ont bénéficié d'aucun avantage pour se rendre sur le sol russe, se montrent satisfaits par cette suspension. Ainsi, les ressortissants européens, désireux de se rendre à Kaliningrad, doivent demander un visa aux autorités russes, soumis à l'obtention d'une lettre d'invitation.

L'essentiel

Situation	Chiffres et dates	Idées-clés
 Kaliningrad-UE - Russie  Enclave russe eu sein de l'Europe	<p>1945</p> <p>Kaliningrad passe sous le giron de l'URSS avant d'être un territoire russe (en 1991)</p> <p>600km</p> <p>Distance qui la sépare de la ville russe la plus proche</p> <p>2^e</p> <p>Façade russe sur l'Europe</p>	<p> Craintes sécuritaires européennes</p> <p> Position stratégique pour la Russie</p> <p> Remise en question de la tutelle russe</p> <p>- Expansion de l'OTAN dans les pays de l'Est - Construction d'une Europe politico-économique à ses frontières</p>

Pour aller plus loin sur la Russie : [Russie, le mirage de l'URSS perdue](#) (Major Prépa)

L'Ukraine et l'UE, quelle politique de voisinage ?

Rémy SABATHIE

*Dans le cadre de sa **politique de voisinage**, l'Union européenne a lancé le **Partenariat oriental en 2009**. Le Partenariat oriental concerne **6 États postsoviétiques** : l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine. Cette politique vise à soutenir les efforts de ces pays en matière de réformes économiques, politiques et sociales mais aussi à améliorer la gouvernance, à faire progresser la démocratie, à adopter des initiatives sur le plan du développement durable et à renforcer la sécurité énergétique. L'Union européenne a signé des accords d'association avec 3 de ces pays : la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine. L'Arménie et la Biélorussie ont choisi le projet concurrent sous leadership russe : **l'Union économique eurasiatique**.*

L'accord d'association entre l'Union européenne et l'Ukraine a été négocié entre 2007 et 2012. Ce traité comporte 3 volets : dialogue et réformes politiques, coopération et commerce. Il engage les deux parties à faire converger leur politique économique mais aussi leur législation dans différents domaines et leurs pratiques en matière de développement durable. L'accord favorise une coopération approfondie en matière de défense et d'armement, de sécurité énergétique, de lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée. Il facilite le déplacement des travailleurs entre l'UE et l'Ukraine mais surtout instaure une **zone de libre-échange approfondi et complet : la ZLEAC**.

L'accord est entré en vigueur à titre provisoire le 1^{er} janvier 2016 (en attendant la ratification par le Conseil de l'Union européenne). Désormais, **l'UE est le 1^{er} partenaire commercial de l'Ukraine avec 31 % des échanges, devant la Russie (20 % des échanges). L'Ukraine ne constitue en revanche que le 22^{ème} partenaire économique de l'UE.** Les échanges sont assez déséquilibrés puisque l'Ukraine importe de l'UE principalement des biens manufacturés, des machines et des équipements de transports tandis qu'elles exportent des produits agricoles et miniers, des métaux et des machines. La balance commerciale de l'UE vis-à-vis de l'Ukraine était excédentaire de 10 milliards d'euros en 2013.

Rappelons qu'en novembre 2013 le précédent président ukrainien, **Viktor Ianoukovitch**, avait finalement refusé de signer cet accord à Vilnius. Cette volte-face est l'élément déclencheur qui a engendré le **mouvement de protestation pro-européen notamment sur la place Maïdan** à Kiev. Cette révolte aboutit à la fuite et à la chute du président Ianoukovitch. Vladimir Poutine réagissait alors en annexant la **Crimée** dès mars 2014 et en soutenant officieusement le soulèvement séparatiste dans le Donbass en Ukraine orientale. La guerre civile ukrainienne a fait plus de 6

000 morts. Le nouveau président ukrainien, **Petro Porochenko**, est pro-européen et hostile au régime de Poutine.

Tous les pays de l'UE ont ratifié l'accord. Toutefois, un **référendum consultatif** était organisé au **Pays-Bas** le 6 avril 2016 concernant l'accord d'association UE-Ukraine. **La victoire du NON confirme la montée de l'euroscpticisme et des nationalismes en Europe** en plus de fragiliser cet accord.

L'essentiel 

Situation	Chiffres et dates	Idées-clés
 Europe / UE & Ukraine	2009 Lancement du partenariat oriental (6 États postsoviétiques)	 Politique de voisinage
 Accord d'association & zone de libre-échange (ZLEAC) entre l'UE et l'Ukraine	2013 Refus de l'accord avec l'UE par Ianoukovitch (origine de la guerre civile)	 Distanciation du giron russe
	2016 Entrée en vigueur de l'accord entre l'UE et l'Ukraine	 Montée de l'euroscpticisme et des nationalismes en Europe
	1^{er} Partenaire commercial de l'Ukraine (UE) : 31% des échanges	 Vers un élargissement de l'UE ?

L'Irlande, fierté de l'Union européenne

Fabien HERBERT

*Depuis trois ans, l'Irlande connaît **un rebond économique spectaculaire**. En 2014, l'Europe s'était déjà montrée impressionnée par la croissance élevée du pays celtique (4,8%), mais que dire de **2015 et de ses 7,8% de croissance** ? Il s'agit bien évidemment du meilleur taux de la zone euro, dont la croissance moyenne atteignait difficilement les 1,6% en 2015. « Le Tigre celtique », surnom attribué à l'Irlande dans les années 90, revient pourtant de loin. Embourbé dans crise des subprimes, le pays faisait parti des fameux « **PIGS** » (Portugal, Irlande, Grèce, Espagne) en 2011, un acronyme peu flatteur pour définir ces quatre mauvais élèves de la zone euro.*

Depuis, **le chômage est passé de 15% en 2012 à 8,5% en 2015**, le déficit budgétaire a été éliminé et le pays voit revenir ses jeunes exilés depuis la fin des années 2000. La réussite de l'Irlande est due au retour des investisseurs, facilité par une politique qui ne fait pas l'unanimité dans l'UE : l'attractivité fiscale. **Avec 12,5% de taux d'imposition** sur les sociétés, l'Irlande pratique **l'imposition la plus faible de l'UE**, comparé à l'Allemagne et ses 30%. **Google et Facebook** ont ainsi tous deux profité de cette aubaine pour installer leur siège européen en Irlande. Le pays a aussi pu compter sur sa richesse intérieure avec une **croissance du PNB de 5,7%** et une augmentation de la production industrielle de 13,7% selon l'Office central des statistiques irlandaises (CSO).

Ces résultats, qui font rêver l'Europe entière, ont néanmoins eu un **coût social élevé**. Suite à la crise, l'Irlande a dû sauver toutes les banques du pays, en les nationalisant partiellement. S'en est suivi une sévère **politique d'austérité** de la part du gouvernement d'Enda Kenny : **hausse des impôts, coupe dans les aides familiales, baisse des salaires de 10 %** dans la fonction publique, celui des jeunes a été diminué d'un tiers... **La pauvreté a augmenté, mais le déficit s'est réduit**, les marchés financiers ont alors de nouveau accordé leur confiance à l'Irlande. Maintenant que le pays s'est redressé, il est présenté comme le modèle à suivre pour les États en difficulté.

Pourtant, la victoire économique du gouvernement Kenny ne s'est pas traduite par les urnes. Car si le parti reste en tête à la suite des élections législatives de 2016, avec 25,5% des sièges, **il perd plus de 10% des voix par rapport à 2011**, ce qui implique la perte de 17 sièges (sur 166 au total, dans le Parlement irlandais). Un résultat qui va obliger le parti d'Enda Kenny, « Fine gael », **à créer une coalition pour gouverner**. Finalement, le redressement économique, aussi incroyable soit-il, n'aura pas autant séduit les Irlandais que l'UE et le FMI.



L'essentiel

Situation	Chiffres	Idées-clés
 Irlande / UE	<p>Un regain économique...</p> <p>7,8% Croissance de l'Irlande en 2015</p> <p>8,5% Taux de chômage en 2015 (contre 15% en 2012)</p> <p>12,5% Taux d'imposition sur les sociétés</p>	<p> Politique d'attractivité fiscale (cf Google & Facebook)</p> <p> Politique d'austérité</p> <p> Précarisation de l'emploi</p>
 Redressement économique (ancien PIGS)	<p>Qui a un coût social</p> <p>10% Baisse des salaires dans la fonction publique</p>	

Les énergies renouvelables en Suède, un modèle pour l'UE

Aurélien CLOU

*Avec en moyenne 67% de son électricité issue de sources renouvelables (contre 30% dans le reste de l'UE), le modèle énergétique nordique est promu dans toute l'Europe. Si ces résultats exemplaires peuvent s'expliquer par une géographie favorable, ils sont surtout le fruit d'un **volontarisme politique déclenché par le choc pétrolier de 1973**, et d'une **coopération forte** entre ces pays en cas d'intermittence. Parmi eux, la Suède joue un rôle de premier plan. Avec **51% de son énergie composée d'énergies renouvelables, elle se classe en pole position dans l'Union Européenne.***

D'ici à 2030, la Suède s'est donné l'ambitieux objectif de devenir le premier pays au monde sans énergies fossiles. Pour ce faire, elle peut compter sur un **secteur hydraulique performant (40,7% de son électricité)** fondé sur une **aménité naturelle** : les nombreux cours d'eau à fort débit qui parcourent le pays. La centrale hydroélectrique de **Stornorrfors**, au nord de la Suède, est ainsi le principal producteur d'électricité du pays (hors nucléaire).

La Suède se veut être également un **modèle d'urbanisme**. En **2012**, son **système de chauffage urbain était alimenté à 83,5% par des énergies renouvelables** (biomasse, déchets, pompes à chaleur). Preuve de son engagement, le pays s'est doté d'un réseau de bus utilisant en majorité des biocarburants (seul 1% du parc fonctionne au diesel). La Suède peut également se prévaloir **d'éco-quartiers mondialement connus, à l'instar de Västra Hamnen**, dans le port de Malmö. Ancien bourg industriel (chantiers navals, usines automobiles de Saab) en déclin dans les années 1990, ce quartier, aujourd'hui prisé par les jeunes cadres, est **alimenté à 100% par des énergies renouvelables**. Son électricité provient des panneaux solaires installés sur les toits et de l'éolienne située à quelques encablures, alors que ses déchets organiques sont transformés en biogaz qui approvisionne les 200 bus de la ville.

Toutefois, ce modèle a un coût : les énergies renouvelables coûteraient, à court-terme, entre 5% et 23% plus cher que les énergies fossiles. L'Etat a donc mis en place une **fiscalité « verte »**, qui lui a rapporté en 2010 pas moins de **10,4 milliards d'euros, soit 10% des impôts collectés**. Elle s'appuie notamment sur la **taxe carbone** (120€ / tonne de CO₂), mise en place en 1991, qui, en plus de constituer une mesure incitative pour les entreprises, lui a rapporté 2,3 milliards d'euros en 2010. A cet égard, les entreprises suédoises se montrent impliquées dans le développement des énergies renouvelables. **Ikea a ainsi fait de son indépendance énergétique un levier de sa croissance**. Pour ce faire, la firme a dépensé

600 millions d'euros en 2015 dans l'éolien et le solaire, qui viennent s'ajouter aux 1,5 milliards d'euros investis en 2009.

Gouvernements, entreprises, citoyens, tous ont fait des énergies renouvelables une priorité pour leur avenir.

L'essentiel



Situation

Chiffres et dates

Idées-clés

 Suède / UE

 Energies renouvelables

1973

Choc pétrolier : prémices de la nouvelle stratégie énergétique suédoise

1^{er}

Pays de l'UE (part des énergies renouvelables dans la production énergétique - 51%)

83,5%

Part des énergies renouvelables dans le système de chauffage urbain (en 2012)

10,4 Mds d'€

Fiscalité verte (10% des impôts perçus en 2010)

 Aménité naturelle (cours d'eau à fort débit)

 Ex : centrale hydroélectrique de Stornorrfors

 Modèle d'urbanisme / Eco-quartiers

 Ex : quartier de Västra Hamnen à Malmö

 Entreprises impliquées dans le développement des énergies renouvelables

 Ex : IKEA (2,1 Mds investis depuis 2009)

Le modèle suédois, un OVNI social ?

Alexandre LIEBERMANN

Tout comme d'autres pays de la région, la Suède est vantée pour son modèle social, l'un des plus protecteurs de la planète, qui a facilité la résistance du pays face à la crise touchant l'Europe depuis 2008. Qu'en est-il vraiment ?

Pour certains, la **Suède représente le dernier pays communiste sur Terre, tant l'importance de l'Etat et de la redistribution des richesses y est marquée**. Il est vrai que quasiment 60% des recettes de l'Etat proviennent des impôts versés par ses citoyens. Cependant, l'usage qui en est fait est certainement un **modèle** pour tous les adeptes de la **social-démocratie** : scolarité gratuite, congé parental parmi les plus longs au monde, etc. Et dire qu'au début des **années 1990**, le pays connaissait une profonde **crise financière et immobilière**, qui a mis à mal les réformes plus ambitieuses menées lors des années 1960 et 70, notamment par le Premier Ministre Olof Palme. Depuis lors, le pays génère des surplus budgétaires et commerciaux, et ses **investissements dans la Recherche & Développement sont parmi les plus élevés du monde**.

Néanmoins, cela n'aurait pas été possible sans une profonde **dérégulation de ses marchés** depuis la crise des années 1990. Le gouvernement a par exemple soutenu le développement d'écoles privées pour rivaliser avec les écoles publiques et a massivement réduit l'impôt sur les sociétés. Le pays a donc entrepris ce qu'on demande désormais à la plupart des pays européens aujourd'hui en difficulté.

La Suède réussit donc économiquement grâce aux efforts entrepris il y a une vingtaine d'années. Il ne fait pas peu dire que cette crise a « sauvé » la Suède du cataclysme, beaucoup plus grave, frappant la zone euro depuis près de dix ans. **Cet euro, justement, dont la Suède ne veut pas**, politique peut-être individualiste en Europe, mais qui continue à porter ses fruits. La Suède a réussi le pari de **mélanger efficacité conservatiste et réactivité moderniste, libéralisme et social-démocratie**, mélange qui n'aurait certainement pas pris dans tout autre pays non-scandinave. Cela n'a pu être possible en effet que par l'acceptation par une majorité des efforts à faire, dans un contexte de consensus politique patent.

En Suède, la confiance envers les autres citoyens et l'Etat est étonnante. Tous ont conscience de vivre dans un îlot de prospérité qu'il convient de protéger. A ce titre, la position suédoise vis-à-vis de l'immigration est claire : **seuls sont acceptés ceux qui pourront apporter un réel plus au pays**. Cependant, malgré les barrières visibles ou plus invisibles (comme le niveau des prix, faisant de Stockholm une des villes les plus chères au monde), malgré des grandes villes de plus en plus

cosmopolites, il y a comme une résistance à l'intégration de l'étranger. Les classes les plus pauvres, souvent issues de l'immigration, se sont paupérisées à la suite des quelques mesures d'austérité édictées après la crise de 2008 et ne bénéficient pas totalement des mêmes avantages sociaux. Ainsi, l'évolution du modèle suédois vis-à-vis d'une main d'œuvre immigrée en croissance sera intéressante. Certes, il n'y a pas encore d'opposition directe entre immigrants (ceux-là même qui s'étaient révoltés en 2013 dans les banlieues suédoises) et partis politiques anti-immigration (dont l'audience grandit). Mais les problèmes rencontrés lors de l'intégration des communautés immigrées pourraient bien [s'amplifier dans les années à venir](#), comme la récente attaque contre un grand magasin de la capitale l'esquisse.

L'essentiel

Situation	Chiffres et dates	Idées-clés
 Europe - scandinavie	1990's Le pays traverse la crise la plus profonde de son histoire	 Modèle de social-démocratie
 Modèle économique	4% Croissance de son PIB (en 2015)	 Absence de l'€
	50 000\$ PIB / habitant (en 2015)	 Une ouverture de ses marchés : précurseur en Europe
	60% Recettes de l'Etat issus des impôts versés par les citoyens	 Problèmes récurrents avec les populations immigrées

Airbus, une décennie après les turbulences de l'A380, un redécollage réussi ?

Joachim TAIEB

L'année 2016 aura été faste pour Airbus, non seulement les objectifs de livraisons d'appareils ont été dépassés (688 contre un objectif initial de 670) mais la direction d'Airbus a également annoncé un carnet de commandes record s'élevant à plus de 6.874 avions au 31 décembre 2016. Si la concurrence avec Boeing fait toujours rage, Airbus ne faiblit pas maintenant une part de marché sur les moyen courriers de plus de 60% et prévoyant plus de 700 livraisons pour cette année. Ce succès semble ainsi confirmer la réussite d'une stratégie de réorganisation structurelle et de mutations technologiques que la crise de 2006 avait rendue d'autant plus nécessaire. Pour autant, on ne saurait ignorer derrière ce voile d'optimisme des difficultés persistantes aussi bien dans la coordination que dans la branche militaire du groupe.

Airbus, une success-story au parcours accidenté

Si Airbus est présenté ad libitum comme le modèle d'une **success-story européenne linéaire**, l'argument semble pourtant plus relever d'un téléologisme triomphant plutôt que d'une analyse historique. **Le projet de coopération européenne sur le terrain aéronautique émerge au milieu des années 1960** avec le rapprochement du français Sud-Aviation et de l'anglais BAC, rapprochement qui donnera vie au Concorde. Il faudra néanmoins attendre 1967 pour que ce balbutiement de coopération européenne aille plus loin. Il s'organise autour de la construction d'un biréacteur moyen courrier de 300 passagers grâce à la volonté d'acteurs politiques et industriels plurinationaux. En 1969, un nouveau pas est franchi avec l'**A300 fruit d'une division des tâches européenne**. La France réalisant notamment le cockpit et les commandes de vol alors que la voilure est anglaise et le fuselage ainsi que l'empennage allemands.

Lire aussi: [L'aventure aéronautique européenne](#)

Devant ce succès aéronautique européen, les spéculations autour d'un projet d'intégration européenne vont bon train. Ce projet reste néanmoins prudent : si un consortium est créé en 1970, il adopte le statut juridique peu contraignant d'un GIE permettant aux différentes entreprises de conserver personnalité et autonomie. Devant le géant Boeing captant plus de 90% du marché de vente des avions de lignes, la GIE avance à petit pas profitant des commandes de Eastern Airlines en 1978 et grappillant le monopole de Boeing jusqu'à obtenir 30% du marché en 1995. Ce **rattrapage sur Boeing** est néanmoins entravé par l'éclatement d'un tel consortium contraignant à des décisions par consensus et à l'absence de partage

d'informations. D'où la **pression des gouvernements actionnaires pour plus d'intégration**, souhait qui se réalise en Juillet 1999 avec la création d'EADS et le début du projet pharaonique de l'A380 destiné à devenir à terme le plus important gros-porteur long courrier.

Lire aussi: [L'odyssée d'Airbus, premier avionneur mondial](#)

2006: la crise de croissance

C'est paradoxalement ce même A380 qui sera à la source de la crise de 2006 non pas dans sa conception tant l'avion est technologiquement supérieur en tous points à ses concurrents mais dans sa fabrication cristallisant **les problèmes persistants d'EADS dans la coordination des entreprises plurinationales mises à contribution**. La crise devient vite politique avec l'intervention en particulier de l'Allemagne et la France. Mais le danger est réel. Si les annulations de commande ne font pas école parmi les compagnies aériennes, la valeur EADS sur les marchés financiers s'effondre et c'est le facteur crucial de la confiance qui est en jeu. Ces difficultés de coordination s'ajoutent à une gouvernance trop contraignante imposant une stricte égalité dans la représentation française et allemande. C'est finalement à une restructuration de gouvernance qu'on assiste donnant les clés du groupe à Louis Gallois qui se charge d'appliquer des réformes ambitieuses. Ces réformes se poursuivent sous l'ère Enders qui prend la tête du groupe en 2012 et accélère le processus de recentrage/externalisation et s'inscrit également dans la continuité de la politique de réduction de coûts de sous-traitance (initiée dès 1995 avec le CAP 2001 et poursuivie avec le Plan Power 8).

Affaires financières et déceptions militaires, les ombres au tableau d'Airbus

Quelques ombres noircissent néanmoins ce tableau plutôt positif de reconfigurations réussies face aux défis structurels et conjoncturels. D'abord le niveau record atteint par le carnet de commandes d'Airbus ne doit pas masquer la **chute de plus de 63% de son bénéfice net en 2016**, chute qui s'explique avant tout par le **désastre de l'A400M, véritable "avion-boulet"**. Cet avion de transport militaire, qui devait devenir l'un des fleurons d'une défense européenne accusée de trois années de retard dans sa livraison à plusieurs pays européens dus à des problèmes aussi bien dans la "supply chain" que dans la conception du moteur. Le crash d'un A400M à Séville en Juillet 2015 ainsi que la panne moteur d'un autre spécimen cloué au sol et bloquant temporairement la ministre allemande de la défense en déplacement en Lituanie début février n'ont pas arrangé les choses.

Le groupe a également vu ses vieux démons revenir à la charge. **Connu pour des affaires financières douteuses** aussi bien l'Affaire Lagardère en 2006 que le

parachute doré de l'un de ses anciens dirigeants Noëlle Forgeard qui aurait été obtenu sous la pression du gouvernement français, Airbus a dû se fendre d'un communiqué de presse devant l'ouverture en mars dernier par le Parquet National Financier d'une enquête pour soupçon de fraude fiscale en coordination avec la *Serious Fraud Office* britannique. Quelques points noirs qui noircissent un tableau pourtant optimiste devant les perspectives futures florissantes du groupe aéronautique.

L'essentiel

Situation	Chiffres et dates	Idées-clés
 <p>Europe – consortium d'entreprises européennes</p>	<p>1960's Lancement du projet de coopération européenne</p>	 <p>Projet de coopération européenne</p>
 <p>Industrie aéronautique</p>	<p>688 Nombre d'avions livrés en 2016</p>	 <p>Success story européenne</p>
	<p>60% Part de marché d'Airbus sur les moyen courriers</p>	 <p>Division des tâches européenne Ex : A300</p>
	<p>2006 Crise de la croissance</p>	 <p>Mais problèmes de coordination des entreprises (cf 2006)</p>
	<p>63% Chute de son bénéfice (en 2016)</p>	 <p>Affaires financières douteuses</p>

Rosneft, l'autre fleuron de l'énergie russe

Fabien HERBERT

*Longtemps en retrait face à la réussite de Gazprom, leader mondial dans le domaine du gaz, la société Rosneft, dont les **actions sont détenues en majorité par l'État russe (70%)**, fait désormais parler d'elle. Spécialisée dans l'extraction, la transformation et la distribution de pétrole, Rosneft est créée **en 1993**. Rosneft a franchi un nouveau palier et est devenu un géant pétrolier en **2012**, avec **le rachat de la co-entreprise russo-britannique TNK-BP**.*

Derrière cette société se trouve l'ambition d'un homme, **Igor Setchine**, ex-vice-premier ministre de la Fédération russe et **proche de Vladimir Poutine**, et souvent considéré comme le troisième homme le plus influent de Russie. Après avoir présidé le conseil d'administration de Rosneft, il en devient le PDG en 2012. Sa prise de pouvoir coïncide avec le rachat de TNK-BP et l'établissement d'une **stratégie commerciale** qui se distingue de ses camarades russes : la **mise en place de partenariats avec des majors occidentales** (ExxonMobil, BP, Total), toujours prêtes à explorer de nouveaux gisements en Sibérie et en Arctique, grâce aux nouvelles technologies. Elle assure aujourd'hui **40% de la production d'or noir russe**.

Depuis la crise ukrainienne et la mise en place par les pays occidentaux de sanctions économiques à l'encontre de la Russie, on aurait pu croire à une baisse de la collaboration entre Rosneft et ses partenaires. Il n'en est rien, à l'exception des sanctions américaines. Ainsi en 2015, **Total a signé un accord pour céder à Rosneft, sa participation de 16,67 %** dans la raffinerie de Schwedt en Allemagne, dans laquelle Rosneft détenait déjà une participation de 18,75 %. L'année dernière toujours, **Rosneft signe avec BP la vente d'un projet en Sibérie orientale**, dans le cadre d'une série d'accords, permettant de renforcer (encore) la présence de Rosneft dans le raffinage en Allemagne. L'entreprise russe s'est également mise à exporter massivement vers la Chine et à coopérer avec les entreprises pétrolières indiennes. Ainsi, Rosneft mise sur une stratégie de coopération à l'international.

Malgré les inquiétudes liées à la chute du cours du pétrole, **Rosneft a annoncé un bénéfice net pour 2015, de 355 milliards de roubles** (4,63 milliards d'euros), et son endettement global aurait diminué de 47%. Si Rosneft a su se défaire des embûches posées par la crise ukrainienne, son destin reste néanmoins largement lié, au gouvernement en place et au rôle politico-économique que ce dernier veut bien lui donner. Car, comme Gazprom, Rosneft demeure un instrument géopolitique stratégique pour la Russie.



L'essentiel

Situation	Dates et chiffres	Idées-clés
 Russie / Europe	1993 Création de l'entreprise	 Entreprise d'Etat
 Industrie pétrolière (ROSNEFT)	2012 Rachat de la co-entreprise russo-britannique TNK-BP	 Instrument de la géopolitique russe
	2015 <ul style="list-style-type: none"> • Accord avec Total • Accord avec BP 	 Stratégie de partenariats à l'international
	40% Part de Rosneft dans la production russe d'or noir	

Swatch : derrière la montre colorée, une entreprise innovante

Marc GERARD

*En situation de **quasi-monopole** jusqu'aux années 1970, l'horlogerie suisse a subi une forte crise avec l'arrivée de la concurrence japonaise sur les modèles bas de gamme. Nicolas Hayek, alors consultant en industrie, fusionne alors les deux grandes sociétés suisses d'horlogerie, développe une stratégie marketing et prend la tête d'une entreprise qui symbolise aujourd'hui une **sortie de crise réussie**.*

Dans ce contexte de redressement, la montre Swatch est commercialisée pour la première fois en **1983**. Elle est conçue de manière à ce que son coût de fabrication soit bien moins cher que ce qu'il se fait de plus compétitif jusqu'alors. Pour cela, le nombre d'éléments utilisés est minimisé et le plastique est choisi pour fabriquer le bracelet. Dès 1984, 3,5 millions de Swatch sont vendues, tandis que le nombre symbolique des **100 millions de ventes** du produit-phare est atteint en **1992**. Devant le succès de cette création, la Société de Micro-électronique et d'Horlogerie, dirigée par Hayek depuis 1986, prend le nom de Swatch Group en 1998.

Laissant les principales innovations techniques à la concurrence, Swatch Group mise plutôt sur le marketing en proposant des produits couvrant toutes les gammes possibles, afin de séduire un public large. Ainsi, on retrouve des montres bas de gamme très accessibles (la Swatch ou la Flik Flak, destinée aux enfants), de moyenne gamme (Tissot, Balmain), de haute gamme (Longines) et des montres de luxe comme la Tourbillon diamants de Blancpain, commercialisée à 1,6 millions d'euros. La volonté est de faire de la montre un véritable accessoire de mode, voire un bijou. Les produits sont mis en valeur par le recours rapide du groupe horloger à des **flagship stores**, à savoir des grands magasins situés à des endroits stratégiques (Times Square à New York, place Vendôme à Paris) dédiés exclusivement à une seule entreprise et proposant toute la gamme de celle-ci. Désormais, il existe des filiales de Swatch Group dans **47 pays**.

Derrière le succès marketing de l'emblématique montre Swatch, c'est bien l'horlogerie de luxe qui a pris une part grandissante. Malgré tout, pas question de baisser pavillon sur l'entrée de gamme pour Swatch Group car c'est, contrairement à la crise de l'horlogerie suisse des années 1970, dans cette filière que la concurrence se fait désormais la moins pressante pour la firme suisse. Ainsi, le marché de la montre connectée, dans lequel Swatch Group s'est lancé en 2015, demeure fortement dominé par les géants du numérique, notamment par l'Apple Watch.

Swatch Group illustre donc le **rebond d'une entreprise grâce à des innovations de produits et de marketing** portées par Nicolas Hayek, puis par ses enfants, Nick et Nayla, qui lui ont succédé. En 2015, le groupe a ainsi enregistré 7,6 milliards d'euros de chiffres d'affaire et emploie 36 300 salariés.

L'essentiel

Situation	Chiffres et dates	Idées-clés
 Suisse – Monde (47 pays)	1983 Première commercialisation de la montre Swatch	 Crise d'un secteur face à la concurrence étrangère
 Horlogerie	1998 L'entreprise prend le nom de Swatch Group	 Forte segmentation des gammes de produits (du bas de gamme au luxe)
	7,6 milliards d'€ Chiffre d'affaire (en 2015)	 Innovation marketing : les <i>flagship stores</i>

FRANCE

La Francophonie au service du soft-power

Major-Prépa

*Comme Joseph Nye l'avait défini, le soft power est la capacité d'un pays à élargir son pouvoir d'attraction en employant des outils non-coercitifs tels que l'action culturelle. La Francophonie bénéficie d'un large réseau puisque le français est parlé par **220 millions** de personnes sur les cinq continents. Cette langue jouit également d'une reconnaissance institutionnelle puisqu'elle est la **langue officielle de plusieurs instances internationales** mais également la **quatrième la plus utilisée sur Internet**.*

Malgré les tendances positives, **les partenaires francophones doutent de l'engagement de la France et déplorent même son attitude au sein de l'OIF** (Organisation Internationale de la Francophonie). Il s'agit là d'un véritable décalage avec les discours officiels, mettant constamment en avant l'importance des enjeux. A ce propos, dans la Constitution française apparaît maintenant à l'article 87 le fait que « *la République participe au développement de la solidarité et de la coopération entre les États et les peuples ayant le français en partage* ». Le **Livre blanc sur la politique étrangère et européenne de la France (2008-2020)** rappelle également qu'une des actions primordiales pour notre pays est d'assurer la présence des idées, de la langue et de la culture françaises tout en servant la diversité culturelle.

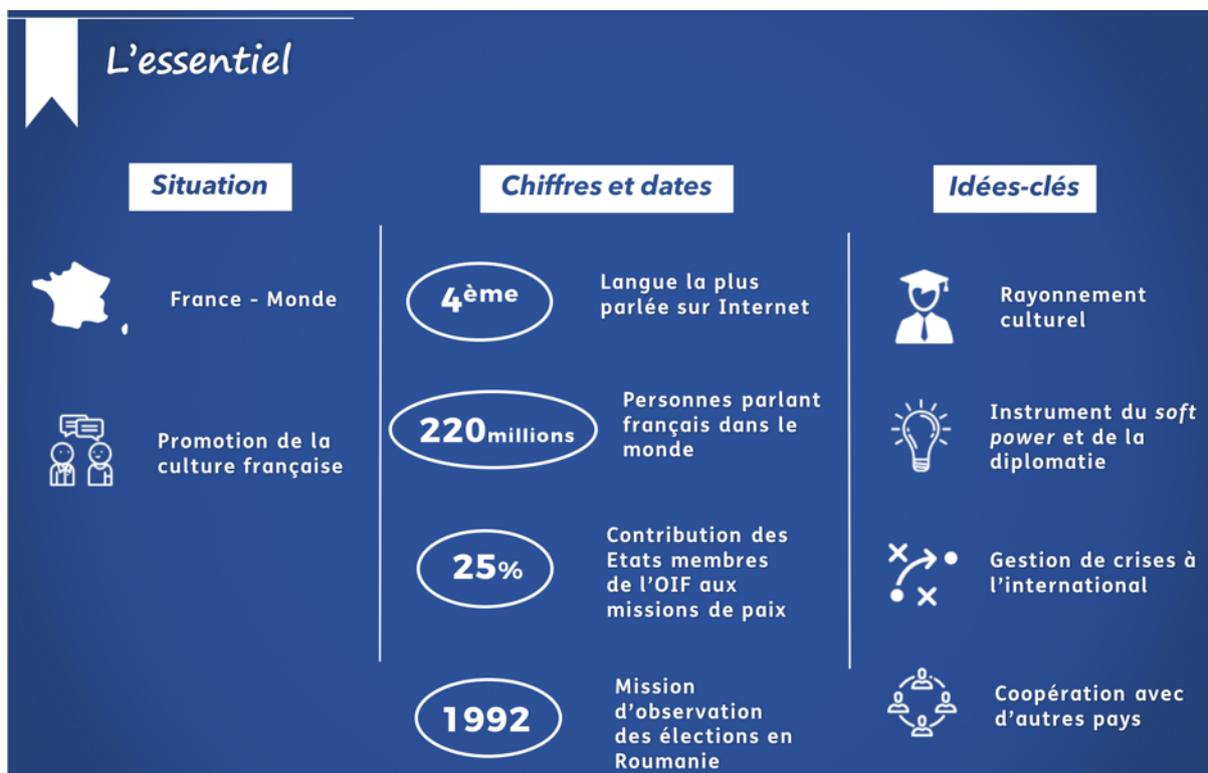
Toutefois, la France continue de réduire drastiquement les budgets, d'interrompre les programmes de coopération et de se perdre dans un labyrinthe institutionnel avec la multiplication d'organismes plus ou moins dédiés aux missions de l'OIF.

Néanmoins, **l'OIF s'implique ainsi de plus en plus dans la gestion de crises**, avec des mandats axés autant sur la prévention des conflits que sur le maintien, le rétablissement et la consolidation de paix. L'OIF a par exemple été mandatée pour surveiller les élections présidentielles en Roumanie en 1992.

Cela dit, en agissant seule, **les actions de l'OIF restent limitées et de portée relativement faible**. C'est pourquoi, en **œuvrant avec d'autres organisations** de différentes échelles – de l'ONU aux coopérations bilatérales – la Francophonie joue un rôle prépondérant dans la gestion des crises et des conflits. Ainsi, au cours des dernières années, la contribution des États membres de la Francophonie

représentait près de **25 %** des militaires et policiers envoyés pour les missions de paix.

En outre, **la Francophonie mise davantage sur une diplomatie dite de réseaux** soit le recours à des actions officieuses sur des missions officielles avec notamment la mise en place de Groupes internationaux de contact. Ce dernier agit notamment sur **le continent africain** pour parvenir à une transition démocratique comme au Burkina Faso en 2015. La rencontre avait pour objectif de noter les efforts réalisés dans les domaines de la réforme des institutions, des élections, de l'économie et de la réconciliation nationale.



Total, un exemple de grande entreprise française mondialisé

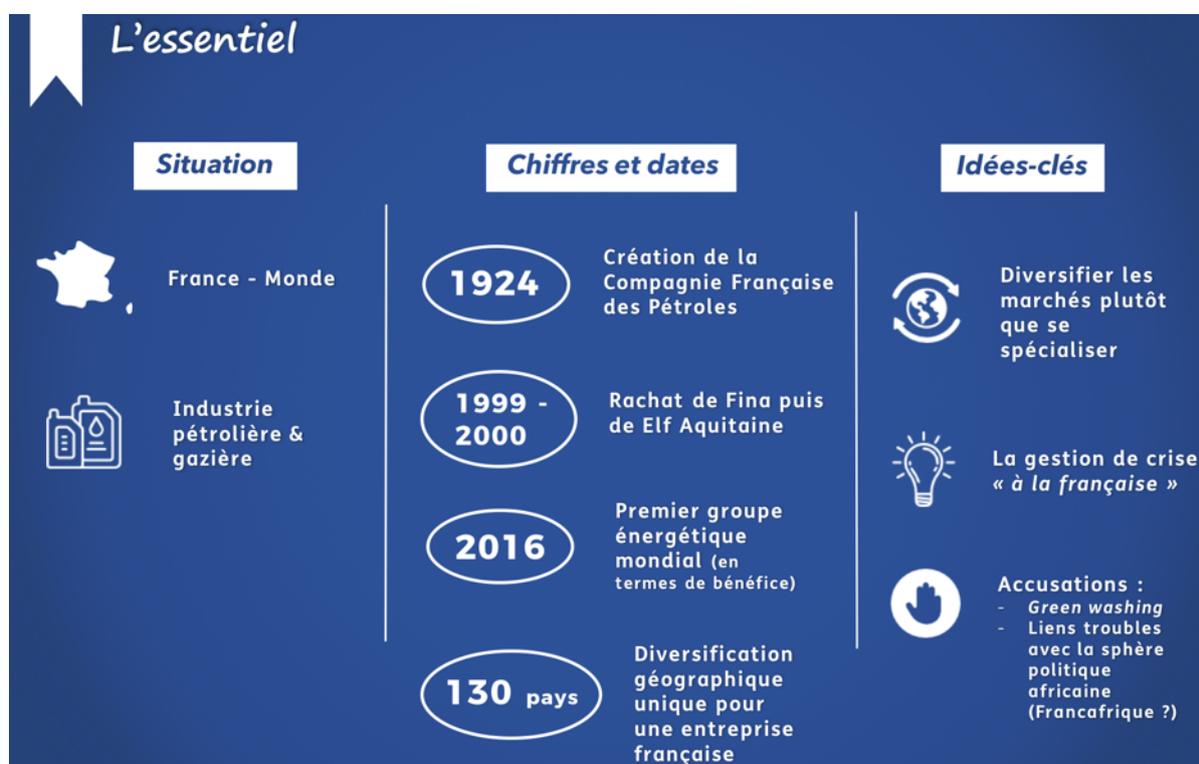
Alexandre LIEBERMANN

Quatrième groupe énergétique mondial en 2016 en chiffre d'affaires, mais premier en termes de rentabilité, seule non-major historique, le groupe français surnage après plus de deux ans de crise pétrolière. Alors que les autres entreprises françaises de l'énergie sont en extrême difficulté, la résilience de Total est en partie due à une gestion « à la française ».

Depuis sa fondation en **1924** par le Président français Poincaré, Total, ex-Compagnie Française des Pétroles, n'a cessé de s'étendre, mais son influence et son importance ne sont réellement perceptibles que depuis une vingtaine d'années. Avec sa **privatisation** en 1993, puis les rachats réussis du **Belge PetroFina et surtout d'Elf**, Total est devenu un groupe majeur du pétrole et du gaz, avec ses 100 000 salariés, lui permettant de redevenir la **première entreprise française en termes de chiffre d'affaires** depuis 2014. Comme d'autres grandes entreprises du CAC40, la puissance de Total tient à son **implantation mondiale** : historiquement présente au Moyen-Orient, la fusion avec Elf lui a permis d'avoir un rôle considérable en Afrique (30% de la production du groupe). Les implantations plus récentes, en Asie du Sud-Est ou en Amérique du Sud, lui assurent une couverture sur 130 pays. Elle est ainsi, au même titre que PSA et Renault, très intéressée pour un retour en Iran. Sa **diversification**, nécessaire dans une économie aussi risquée et prompt aux changements que celle de l'énergie fossile, est ainsi pleinement assurée, à la fois dans l'exploration-production, cœur de métier du groupe, mais aussi dans le raffinage et la vente de ces produits pétroliers et gaziers.

La **résilience** de Total depuis la chute des prix pétroliers est assez remarquable. Elle est due en grande partie à des **réductions de coûts** drastiques, à hauteur de 2 à 3 milliards de dollars chaque année. Qui plus est, elle traverse la crise avec un impact social notable mais inférieur à celui de la plupart des entreprises du secteur, qui ont dû massivement licencier. On retrouve là une spécificité propres aux grands groupes français : **geler les embauches plutôt que licencier, courber l'échine en temps de crise quitte à connaître une croissance moins forte lorsque la crise s'estompera**. En effet, cette politique court-termiste pourrait avoir un impact négatif à plus long terme. Réduire ses investissements en temps de crise peut générer un retard lors d'une éventuelle reprise des cours. De plus, le groupe est moins présent que les autres majors dans l'exploitation du schiste nord-américain, qui n'est pas affecté par les quotas fixés par l'OPEP et dont la production frémit au fur et à mesure de la remontée (lente) des cours.

Néanmoins, il ne faut pas nier qu'en France, la **réputation de Total est encore très négative**. La diversification du groupe vers d'autres énergies, comme le solaire, est souvent critiquée pour être un *green washing* à peu de frais. La critique récurrente au sujet des faibles impôts payés par le Groupe en France ne doit pas faire oublier que son activité de raffinage dans notre pays reste cruellement déficitaire. Total est blâmée également pour sa présence dans certaines contrées du monde, notamment en Afrique, où les liens avec la sphère politique locale restent, pour ses thuriféraires, un symbole du maintien de la Françafrique. Néanmoins, malgré ces critiques parfois fondées, Total n'a pas encore à pâtir des **graves maux affectant les autres grandes entreprises françaises du secteur de l'énergie** (Areva, EDF, etc.), entre mauvaise gestion et endettement croissant.



Qwant, un moteur de recherche français original mais isolé face à la concurrence des géants américains

Marc GERARD

Lancé en 2013, Qwant (contraction des termes « quantique » et « want ») est un moteur de recherche sur Internet français créé par Jean-Manuel Rozan et Eric Leandri. Il symbolise la faiblesse du continent européen dans le domaine du numérique puisqu'il est le seul moteur de recherche global européen au milieu des géants américains et asiatiques comme Google, Microsoft, Bing, Yahoo, Yahoo Japan, Yandex ou encore Baidu.

Le lancement de cette initiative privée est intervenu alors que **les responsables politiques**, de Jacques Chirac à François Hollande, ont clamé **leur volonté de créer un « Google français »**. Un premier projet de moteur de recherche franco-allemand, *Quaero*, a d'ailleurs été lancé en 2008, pour finalement avorter en 2014.

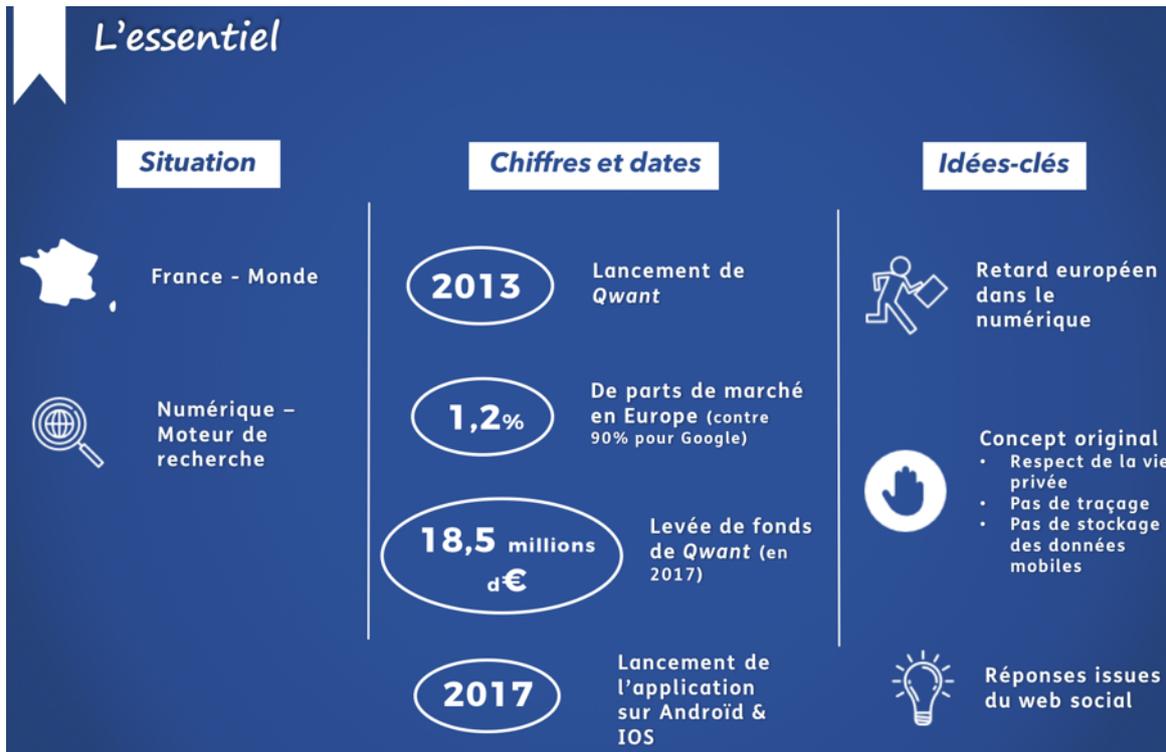
Il est nécessaire de rappeler que, dans le domaine de l'économie numérique, la France occupe une position paradoxale. Une étude du cabinet McKinsey datant de 2016 montre que 5,5% de la richesse nationale découle du numérique. Cependant, les entreprises sont pour leur part en retard, notamment en raison du déficit global de compétences numériques dans la population, ce qu'on appelle la « digital literacy » aux Etats-Unis.

Qwant **mise sur une particularité pour prospérer** dans ce milieu concurrentiel : le **respect de la vie privée** de ses utilisateurs. En effet, le moteur de recherche français ne traque pas les utilisateurs et ne stocke pas les données. Contrairement à la concurrence, les données ne sont ni réutilisées ni vendues, même l'adresse IP de l'appareil n'est pas relevée par le moteur de recherche français.

Par ailleurs, Qwant **mise sur la diversité des résultats de la recherche en ligne** en proposant des réponses issues du web social. Près de quatre ans après son lancement, Qwant peine cependant à se faire une place en Europe. Seul **1,2% du marché** est capté par le moteur français, tandis que Google en capte 90%. Son lancement tardif et le manque de visibilité sont des handicaps importants à une diffusion plus large.

Pour autant, Qwant renouvelle son offre afin de combler son retard. En ce début d'année 2017, Qwant a ainsi lancé son application sur Android et Apple iOS, en pariant sur une navigation sur les supports mobiles toujours plus élevée. De plus, en **février 2017, la start-up française a annoncé avoir levé 18,5 millions d'euros**, notamment auprès de la Caisse des dépôts, ce qui permet à son capital d'atteindre désormais environ 75 millions d'euros. Ces nouveaux fonds ont pour objectif de

soutenir le développement de produits tels que « Qwant Junior » destiné aux moins de 12 ans.



L'objectif affiché de Qwant, à l'horizon de la fin des années 2010, est de capter entre 5 et 10% du marché européen et de diminuer la mainmise de Google. Pour symboliser l'écart entre les deux, il est nécessaire de rappeler que Qwant a traité, en 2016, 2,6 milliards de requêtes quand Google en traite environ 3 milliards... par jour.

Goût de France, symbole du rayonnement mondial de la gastronomie française

Sophie GUILLERMIN-GOLET

*Bocuse, Darroze, Ducasse, Pic, Robuchon, Troisgros... On ne compte plus les grands chefs cuisiniers français qui attirent chaque année un nombre croissant de curieux, et qui exportent le savoir-faire français aux quatre coins du globe. C'est certainement ce qu'avait en tête l'ancien Ministre des affaires étrangères **Laurent Fabius** quand il a créé l'initiative **Goût de France/Good France** en 2015, dont la troisième édition aura lieu le 21 mars.*

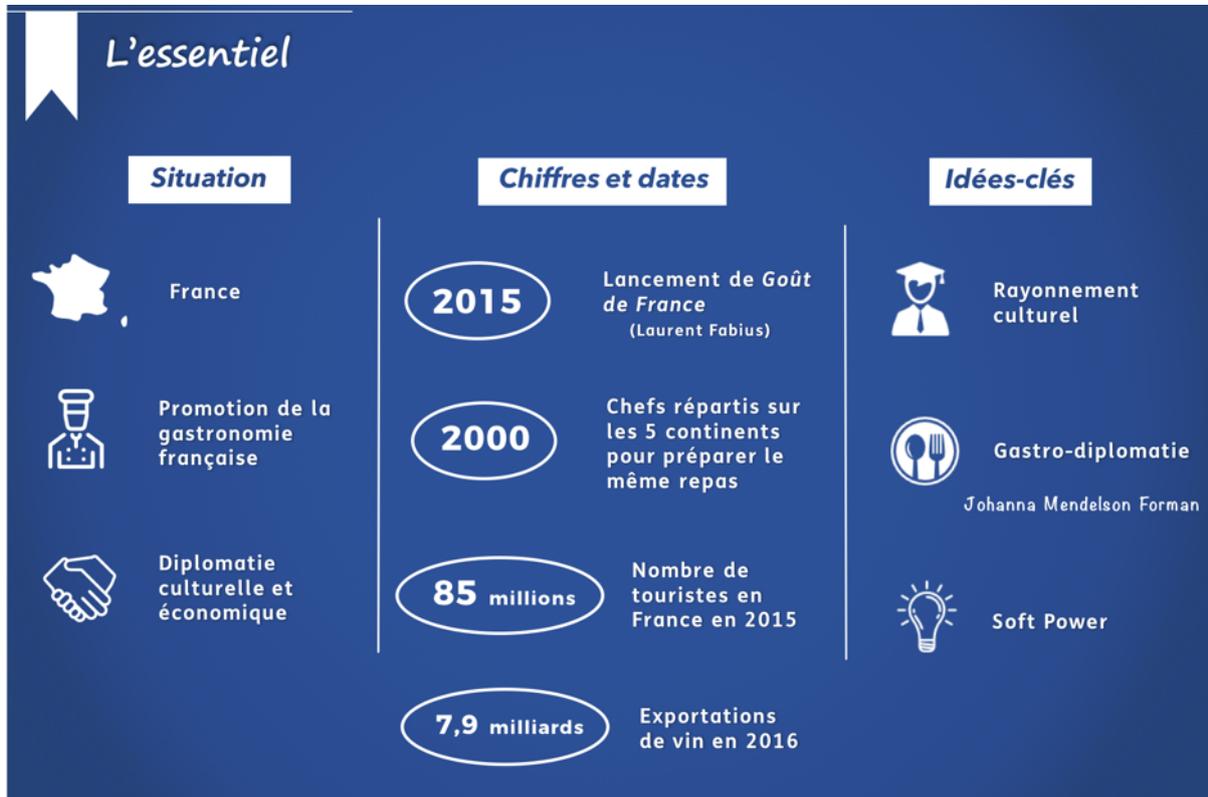
La troisième édition de Goût de France aura lieu le 21 mars. A cette occasion, **plus de 2000 chefs répartis sur 5 continents** prépareront un repas mettant à l'honneur la cuisine et les vins français. Le but est **d'encourager le rayonnement culturel de la France**. La cuisine est en effet perçue comme un élément essentiel du [patrimoine](#) hexagonal, tant par les locaux, que par les touristes. Ces derniers visitent notamment le pays « aux 300 fromages » pour découvrir ses spécialités culinaires. **En 2015**, ils ont été plus de **85 millions à choisir la France comme destination touristique**.

Les ambassades et les consulats auront leur rôle à jouer, étant donné qu'une grande partie organisera des repas réunissant des personnalités locales, de la sphère politique, du monde des médias ou de la société civile. L'occasion d'allier gastronomie et diplomatie, on parle alors de « **gastro-diplomatie** ». Dès la fin du XVIème siècle, les politiques français ont **utilisé la gastronomie lors des négociations internationales**, pour amadouer leurs adversaires. **Talleyrand** a même utilisé cette stratégie pour se faire entendre lors du [Congrès de Vienne en 1814](#).

Cette opération est aussi un **instrument de diplomatie économique**. Les produits cuisinés, en provenance de France, vont mettre à l'honneur différents terroirs. C'est pour cette raison que de nombreuses **grandes entreprises se sont associées à Goût de France**, tels que le Marché international de Rungis, ou encore la Maison de Champagne Perrier-Jouët. Les exportations de vin ayant rapporté à la France, **7,9 milliards d'euros en 2016**, promouvoir leurs produits à l'étranger est une étape incontournable pour les producteurs. **Le business autour de la gastronomie est un atout commercial primordial de la France**.

La cuisine française est donc bien au service du soft-power hexagonal. Par « soft-power », [Joseph Nye](#) voulait souligner la capacité avec laquelle un Etat peut influencer indirectement un acteur grâce à des moyens non-coercitifs (au contraire

du hard-power). La **politologue américaine Johanna Mendelson Forman**, qui enseigne notamment la gastro-diplomatie à l'American University de Washington avait souligné que « *la nourriture est un outil pour favoriser la compréhension culturelle entre les pays* ». La cuisine entre donc bien dans le domaine du *soft-power*.



L'éolien en France, le bon élève des énergies renouvelables

Aurélien CLOU

« Je ferai de notre pays le leader européen des énergies marines renouvelables » défendait François Hollande en 2012 dans ses 60 engagements pour la France. Cinq ans et une COP21 plus tard, l'objectif est loin d'être atteint. Malgré l'essor de l'éolien marin en Europe, la France accuse un grand retard sur ses voisins d'Allemagne et du Royaume-Unis. La mise en service des premiers parcs éolien offshore ne devrait d'ailleurs arriver qu'en 2020, soit 29 ans après le Danemark.

Plus généralement, **la France se détache** difficilement du peloton européen pour les énergies renouvelables. Avec 14,9% de son énergie issue des énergies renouvelables en 2015, elle se classe bien loin des pays nordistes tels que la Suède (50,2%), la Lettonie (39%) ou la Finlande (38,7%). La France est d'ailleurs le pays de l'UE qui affiche le plus gros retard sur son objectif (17% pour 2015).

Cela dit, comme pour la COP21, la France peut donner le bon exemple. Elle se classe en effet **quatrième pays européen pour la production d'électricité issue de l'éolien en 2016**. Même si l'éolien ne représentait que 4% de la production d'électricité en France en 2016, **sa part ne cesse de progresser**. Des projets sont d'ailleurs en cours, notamment en Bretagne, où la petite commune de **Ouessant** est en passe de devenir la première île au monde à couvrir ses besoins en électricité grâce à l'hydrolien, cousin marin de l'éolien.

Le secteur peut compter sur l'aide de l'Etat mais également sur des initiatives privées pour se développer. L'EDF rachète par exemple à un coût fixe l'énergie produite, et ce indépendamment du cours des prix de l'électricité. En outre, en 2015, EDF signe son premier **financement participatif pour un parc éolien dans les Vosges** : les habitants de la commune et des communes voisines ont en partie financé le projet en échange d'une rémunération à hauteur de 4% de leur prêt.

La **croissance** de l'éolien en France est néanmoins **limitée par plusieurs facteurs**. La France a actuellement l'électricité la moins chère d'Europe, notamment grâce à son parc nucléaire qui assurait, en 2015, 76% de sa production d'énergie. Or le coût de production de l'éolien est souvent plus élevé, ce qui fragilise les investissements dans ce secteur. Par ailleurs, l'éolien ne fait pas l'unanimité auprès des populations. Les projets sont régulièrement menacés par les protestations des associations anti-éolien, ce qui est à l'origine des retardements dans la mise en service des parcs éoliens offshore. En cause, des paysages menacés et une fabrication non française des éoliennes (en 2014, 95% des éoliennes en France provenaient de fabricants étrangers).

Cela dit, une **mesure prise par le gouvernement** et en vigueur depuis le 1^{er} mars dernier **devrait diminuer le temps de réalisation des projets éoliens** en simplifiant les démarches administratives : alors que de nombreuses autorisations étaient nécessaire pour accepter un projet, il ne faudra plus qu'une autorisation environnementale unique.

L'essentiel

Situation	Chiffres et dates	Idées-clés
 Les énergies renouvelables	 14,9% Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique	 Des villes modèles ex : Quessant en Bretagne
 L'éolien en France	 4% Part de l'éolien dans la production d'énergie	 Investissements publics et privés ex : prix fixes d'EDF
	 1^{er} mars Nouvelle mesure environnementale	 Des contestations : les anti-éoliens  Des mesures Pour favoriser les énergies renouvelables

Areva au Niger, entre intérêts géopolitiques et géoéconomiques français

Aurélien CLOU

*Après de longues tractations rendues compliquées par les vellétés du peuple nigérien, Areva et le Niger s'entendaient **en mai 2015 pour revoir à la baisse les privilèges dont jouissait l'entreprise française sur les mines d'uranium** depuis l'indépendance du pays en 1960.*

Quatrième producteur mondial d'uranium, minerai hautement stratégique pour l'industrie nucléaire, le Niger constitue un partenaire privilégié pour la France. Areva avait su tirer profit de l'accord signé entre la France et le Niger lors de l'indépendance : Niamey concédait le monopole d'exploitation des mines d'uranium à Areva en échange d'une protection militaire française. Preuve de cette coopération, en **2009**, Areva et l'Etat nigérien paraient **un accord sur la mine d'Imouraren**, au centre Ouest du Niger, la plus grande exploitation d'uranium mondiale. Cette dernière s'ajoutait ainsi aux exploitations de Cominak et de Somair, qui ont rapporté en 2013 plus de 70M d'euros.

Si le monopole d'Areva s'effrite depuis quelques années avec l'arrivée de nouveaux acteurs économiques, l'entreprise française doit faire face à une nouvelle menace depuis 2014 : **l'insurrection du peuple nigérien**. Bon dernier au classement du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) de 2013, la population civile, soutenue par de nombreux parlementaires, fustigent un accord plus favorable aux intérêts d'une Françafrique héritière du passé, à cet égard renommée « **France à fric** » par **François Xavier Verschave**, qu'au peuple nigérien.

Bien qu'Areva ait accéléré sa stratégie de diversification des approvisionnements ces dernières années, **s'implantant notamment en Mongolie** où le climat sécuritaire semble meilleur, l'entreprise ne peut pas encore se passer du Niger. L'Etat français non plus. Avec une production nigérienne de **2 331 tonnes d'uranium en 2014** le Niger est irremplaçable pour le moment. Et avec une **électricité qui provient à 75% de son parc nucléaire**, la France n'a aucun intérêt à se priver des mines du Niger, quand bien même la chute des prix du minerai, divisés par deux depuis la catastrophe du Fukushima, affecte la rentabilité de l'uranium nigérien (les prix ont diminué de 50% entre 2016 et 2017). C'est d'ailleurs la raison pour laquelle l'ouverture de la mine d'Imouraren initialement prévue pour 2017 a été reportée.

De même, Paris se doit de rester en bons termes avec son ancienne colonie pour maintenir sa place sur un continent convoité par de nouveaux acteurs, et

notamment pour préserver la base d'appui de Niamey utile dans sa stratégie militaire au Sahel. Géo-économie et géopolitique semblent intimement liés dans cette affaire.



L'essentiel

Situation	Chiffres et dates	Idées-clés
 Niger / France	<div style="border: 1px solid white; border-radius: 50%; width: 40px; height: 40px; display: flex; align-items: center; justify-content: center; margin: 5px;">1960</div> Indépendance du Niger	 Privilèges issus de l'indépendance
 Mines d'uranium	<div style="border: 1px solid white; border-radius: 50%; width: 40px; height: 40px; display: flex; align-items: center; justify-content: center; margin: 5px;">4^{ème}</div> Producteur mondial d'uranium	 Insurrection
 Investissement français à l'étranger (AREVA)	<div style="border: 1px solid white; border-radius: 50%; width: 60px; height: 40px; display: flex; align-items: center; justify-content: center; margin: 5px;">2331 tonnes</div> Production nigérienne en 2013	 F-X Verschave « France à fric »
	<div style="border: 1px solid white; border-radius: 50%; width: 40px; height: 40px; display: flex; align-items: center; justify-content: center; margin: 5px;">75%</div> Part du nucléaire dans la production d'électricité française	

Armement français : le cas du Rafale de Dassault

Fabien HERBERT

*Depuis son premier vol en 1991, le Rafale a toujours été considéré par les spécialistes comme l'avion de chasse le plus abouti techniquement. Il ne s'était pourtant **jamais vendu à l'export avant 2015, et ce pour deux raisons: le prix élevé et l'aspect politique**, avec des clients qui privilégiaient leurs partenaires militaires historique. Mais les temps ont changé et 2015 a été une année phare pour le Rafale, pour Dassault Aviation et pour l'exportation d'armement français.*

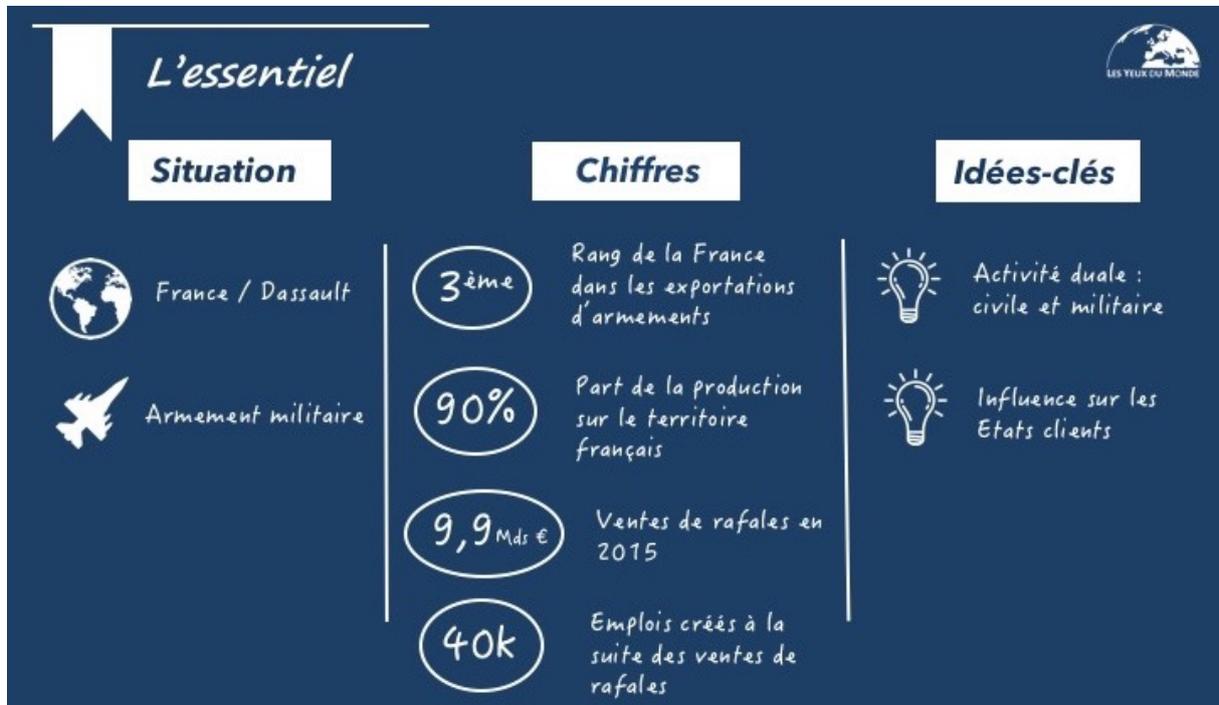
Les **16 milliards d'euros de commandes enregistrés en 2015** par la France constitue un record. En 2014, la France avait exporté pour deux fois moins, 8 milliards d'euros, un chiffre déjà en progression de 17,3% par rapport à 2013. Un succès dû, en partie, à Dassault et à la vente de ses 48 avions de combat Rafales à l'Égypte et au Qatar. Depuis la signature des contrats, l'avionneur devrait passer, d'ici 2018, de un à trois appareils produits par mois, un changement permis par des centaines de recrutements constituant la conséquence la plus tangible pour les Français. Les armements vendus sont d'ailleurs en moyenne **produits à 90% en France**, des produits qui nécessitent une haute technologie rendant impossible la délocalisation de l'activité. La production du rafale **devrait ainsi créer au total 40 000 postes**, selon le cabinet de Jean-Yves le Drian. Dès lors, le nombre d'emplois dans l'industrie de défense française passerait progressivement de 165 000 à plus de 200 000, d'ici 2018.

La **stratégie commerciale de Dassault Aviation est fortement liée aux fluctuations des sphères géopolitiques et économiques**. Ainsi son activité civile a baissé en 2015 avec 45 jets d'affaires vendus, contre 90 en 2014. L'**avionneur subit le ralentissement de la croissance de ses acheteurs potentiels** : les pays émergents comme la Russie, le Brésil ou la Chine. **Au contraire, le militaire se porte bien**, la vente des Rafales représente pour le groupe Dassault près de 10 milliards d'euros de recettes, étalées sur quatre années.

Cette réussite peut s'expliquer par différents facteurs, notamment celui de la **montée en gamme**. Par exemple, le Brésil a préféré acheter des avions suédois, moins chers, car ce pays n'a pas d'ennemi et donc, pas d'occasion d'utiliser ce matériel, qui a une fonction dissuasive dans la région.

En revanche, la première région cliente des armes françaises est le Proche et Moyen-Orient, la région la plus marquée par la guerre, durant la dernière décennie. Avec plus de 13 milliards d'euros de commandes le Moyen-Orient est suivi de loin par l'Asie avec 1,5 Mds. Avec ces résultats en **2015, la France se classe à la troisième place des exportateurs d'armes**, derrière les États-Unis et à quasi-

égalité avec la Russie. Ce changement constitue un renouveau sur la scène militaire internationale et la crédibilité du pays est accrue dans la région du Moyen-Orient. L'armement étant un facteur d'influence important, la France possède donc un atout supplémentaire pour jouer les premiers rôles dans cette zone, ne reste plus qu'à la diplomatie de suivre.



Renault à la conquête du monde

Aurélien CLOU

*Fondée en **1899** par les deux frères Renault, l'entreprise française **se développe de plus en plus à l'international** depuis sa privatisation en 1990, multipliant les délocalisations et les alliances, tout en cherchant à conquérir les marchés des pays émergents.*

Avec la mondialisation, le secteur automobile connaît **dans les années 1990 un mouvement de concentration** (fusions et rachats de groupes) : **les firmes se mondialisent afin de s'implanter sur de nouveaux marchés porteurs mais aussi de réduire leurs coûts**. Bien installé en Europe et en Amérique Latine, Renault doit encore conquérir l'Asie, alors aux prémices de sa croissance. La compagnie française **s'allie donc avec le groupe japonais Nissan en 1999**, alors en difficultés financières, donnant naissance à l'alliance Renault-Nissan, fer de lance de la conquête du marché asiatique. Mais Renault décide de ne pas en rester là et se résout à s'implanter sur le premier marché mondial de l'automobile : la Chine. En 2013, la firme française entame des **négociations avec Dongfeng pour créer une co-entreprise à Wuhan**, au centre-est de la Chine, avec un objectif de production de **150 000 véhicules par an**. Alors que l'Asie Pacifique représente aujourd'hui la moitié du marché mondial, la zone ne générant que 10% des ventes de Renault en 2013. Le groupe français compte bien renverser cette tendance avec sa **nouvelle voiture low-cost, la Kwid, conçue et produite en Inde**.

Si Renault investit largement dans les continents émergents, elle demeure un acteur incontournable de l'automobile en Europe (**43% de ses ventes en 2015**). La conquête du marché européen s'est largement bâtie autour du **rachat en 1999 du constructeur roumain Dacia**, profitant des opportunités offertes par la libéralisation de l'Europe de l'ouest à la suite de la chute de l'URSS. L'objectif de Renault était de fabriquer la **Logan**, un véhicule fiable et abordable, censé séduire les pays émergents. Bien que le marché automobile européen ait subi de plein fouet la crise de 2008, il **connaît aujourd'hui un regain** (ventes de Renault ont progressé de 10,3% en 2015), de quoi compenser les difficultés du groupe français à l'international, avec un recul notable de ses ventes en Russie (-38%) et au Brésil (-23,5%).

Cela dit, si Renault est une **firme transnationale**, c'est aussi en raison des sites de conception et de production qu'elle détient à l'international. Renault possède ainsi l'un de ses plus gros **centres de recherche et développement à Giheung**, proche de Séoul, disposant d'un centre de design chargé de concevoir des modèles en accord avec les **particularismes** des pays de la région. En outre, Renault a délocalisé une grande partie de ses sites de production français. En 2010, **seuls**

20% des véhicules Renault étaient produits en France, et deux tiers des voitures Renault immatriculés en France étaient fabriquées en dehors de nos frontières. Finalement Renault, fleuron de l'industrie automobile française, est un exemple même d'entreprise mondialisée, articulant conception et production à l'international et conquête des marchés émergents.

L'essentiel



Situation	Dates et chiffres	Idées-clés
 Entreprise mondialisée (RENAULT)	<div style="border: 1px solid white; border-radius: 50%; width: 40px; height: 40px; display: flex; align-items: center; justify-content: center; margin-bottom: 10px;">1999</div> <ul style="list-style-type: none"> • Alliance Renault-Nissan • Rachat de Dacia 	 Internationalisation des activités
 Industrie automobile	<div style="border: 1px solid white; border-radius: 50%; width: 40px; height: 40px; display: flex; align-items: center; justify-content: center; margin-bottom: 10px;">2016</div> <p>Lancement de la co-entreprise avec Dongfeng à Wuhan</p>	 Particularismes des pays
	<div style="border: 1px solid white; border-radius: 50%; width: 40px; height: 40px; display: flex; align-items: center; justify-content: center; margin-bottom: 10px;">43%</div> <p>Ventes de véhicules Renault en Europe</p>	 Logan / Kwid : fer de lance de la conquête des marchés européens / asiatiques
	<div style="border: 1px solid white; border-radius: 50%; width: 40px; height: 40px; display: flex; align-items: center; justify-content: center; margin-bottom: 10px;">20%</div> <p>Production de véhicules Renault en France</p>	

Le Louvre d'Abou Dabi, symbole du soft power français

Aurélien CLOU

*En mars 2007, les Emirats Arabes Unis et la France signaient un accord de coopération culturelle sur 30 ans marquée par la **création d'un musée universel sur l'île de Saadiyat (« île du bonheur ») à Abou Dabi**. Témoin de l'expertise française, l'ouverture de ce musée réalisé par l'architecte Jean Nouvel est le symbole d'une culture qui s'exporte et d'une France qui rayonne à l'international.*

En échange d'un **chèque annuel de 30M d'euros**, la France s'est engagée à **prêter des œuvres de sa propre collection** (300 au début, dont un tiers issues du Louvre), à **organiser chaque année quatre expositions**, et à **mettre à profit son savoir-faire culturel** en prodiguant des conseils aux Emirats Arabes Unis (EAU). L'objectif pour le musée est, à terme, de remplacer les œuvres prêtées par la France en se constituant sa propre collection. Le projet s'inscrit donc dans une stratégie plus large décidée par les Emirats Arabes Unis : **diversifier une économie largement dépendante des hydrocarbures**. Conscient de l'épuisement de ses réserves d'hydrocarbures, qui lui ont tout de même rapporté **129 milliards de dollars en 2013**, le pays a fait le pari sur le tourisme de luxe dont Dubaï et Abou Dabi se veulent les vitrines.

Mais si le Louvre d'Abou Dabi est un investissement supplémentaire des Emirats Arabes Unis pour le tourisme, le musée est également le témoin d'une culture française qui rayonne dans le monde. **Le soft power**, notion développée par **Joseph Nye** décrivant le pouvoir d'influencer indirectement un acteur par des moyens non-coercitifs, **de la France** semble donc s'exprimer à travers cet exemple. Riche de **445 alliances françaises et 96 instituts français** dans le monde en 2013, la France peut se targuer d'un réseau culturel prolifique. **François Chabot** affirmait d'ailleurs que la France s'était largement appuyée sur son soft power culturel, représenté par ses artistes, écrivains et intellectuels ainsi que son réseau extérieur, pour influencer les élites mondiales au XXe siècle.

Peut-on alors dire que ce soft power est efficace aux Emirats Arabes Unis ? **Les relations économiques**, principalement dans le domaine de la culture et de l'industrie, entre les deux pays sont **au beau fixe**. Les Emirats Arabes Unis sont ainsi le **premier client de l'Hexagone dans la région**. En 2014, les **exportations françaises y ont progressé de 2,1% pour s'établir à 4,1 milliards d'euros**, lui permettant de réaliser un excédent commercial de 3 milliards d'euros (son 3^{ème} solde commercial derrière le Royaume-Uni et Singapour). Dès lors, force est de constater que notre savoir-faire culturel et technologique rejaille dans le domaine

économique et sûrement géopolitique, à l'heure où les Etats-Unis perdent du terrain dans la région.

L'essentiel



Situation	Dates et chiffres	Idées-clés
 <p>Moyen-Orient / Abou Dabi</p>	<div style="border: 1px solid white; border-radius: 50%; width: 40px; height: 40px; display: flex; align-items: center; justify-content: center; margin: 5px;">2007</div> <p>Signature de l'accord entre la France et les EAU</p>	 <p>Soft Power français</p> <ul style="list-style-type: none"> • Joseph Nye • François Chaubet
 <p>Musée (culture française)</p>	<div style="border: 1px solid white; border-radius: 50%; width: 60px; height: 30px; display: flex; align-items: center; justify-content: center; margin: 5px;">30 millions d'€</div> <p>Argent perçu par la France chaque année</p>	 <p>Rayonnement culturel</p>
 <p>Relations économiques France & EAU</p>	<div style="border: 1px solid white; border-radius: 50%; width: 60px; height: 30px; display: flex; align-items: center; justify-content: center; margin: 5px;">4,1 mds d'€</div> <p>Valeur des échanges entre les deux pays</p>	
	<div style="border: 1px solid white; border-radius: 50%; width: 40px; height: 30px; display: flex; align-items: center; justify-content: center; margin: 5px;">445</div> <p>Alliances françaises</p>	
	<div style="border: 1px solid white; border-radius: 50%; width: 40px; height: 30px; display: flex; align-items: center; justify-content: center; margin: 5px;">96</div> <p>Instituts français</p>	

La Beauce, une région agricole au cœur de la France

Jean ROQUAIN

La Beauce est une région agricole française située au sud-ouest de l'Île de France (Essonne, Yvelines) et au nord-est du Centre-Val de Loire (Eure-et-Loir, Loiret, Loiret-et-Cher). Elle s'étend sur environ 575 000 hectares de surface agricole dans 5 départements français dont 203 000 dédiés au blé (90% en blé tendre). Région particulièrement fertile rattachée géologiquement au bassin de l'Île-de-France, elle concentre une part importante de la culture de blé française. Les villes principales de cette région sont Chartres (Eure-et-Loir) et Orléans (Loiret).

La Beauce est une région agricole dont les exploitations sont principalement de **l'agriculture productiviste**, avec pour objectif donc de maximiser les rendements en utilisant des intrants et une plus grande mécanisation du travail. Elle est ainsi devenue **la première région productrice de céréales en Europe**. La part de la population travaillant dans le secteur primaire est d'un peu plus de 7% (France : 2,8%); toutefois ce chiffre important cache une diminution du nombre d'exploitations poussée par la mécanisation toujours croissante, le non-renouvellement des générations et l'accroissement de la productivité. Les **rendements céréaliers y sont très bons, de l'ordre de 75 quintaux de blé à l'hectare**, grâce à un sol limoneux et la nappe souterraine d'Europe la plus étendue d'Europe (9500 km²). Si le blé est toujours la culture la plus pratiquée dans la Beauce, **les oléagineux comme le colza sont en forte progression** du fait de la **demande constante** notamment **dans les bio-carburants**. Le Colza représente actuellement 70 000 hectares.

Cependant, cette très forte productivité représente **un coût douloureux pour l'environnement**. Un rapport de 2002 mettait en exergue les faibles taux de matière organique dans la Beauce. Les eaux sont majoritairement polluées et dépassent les seuils de potabilité en vigueur en France. **L'agriculture de précision (dosage des intrants en fonction des parcelles) ne suffit pas à minimiser la pollution à un niveau satisfaisant**. Si un comité (Sage) a été mis en place pour réguler l'usage des intrants chimiques aucune donnée chiffrée n'a été émise pour les réduire. Le projet repose de plus sur la base du volontariat.

La Beauce est donc confrontée aux mêmes défis que le reste de l'agriculture européenne. À savoir : **la libéralisation du marché agricole, les contraintes environnementales** de plus en plus lourdes, **la pression très forte de la grande distribution et du public** pour des produits d'alimentations toujours moins chers. Tous ces problèmes sont liés au fait que l'agriculture, par la différence des rendements parfois au sein même d'une seule exploitation, la très grande différence

de taille des exploitations et de son caractère de bien de consommation primaire ne réagit pas de la même manière aux mouvements de marchés que d'autres biens.

L'essentiel



Situation	Dates et chiffres	Idées-clés
 France / Beauce	<div style="border: 1px solid white; border-radius: 50%; width: 40px; height: 40px; display: flex; align-items: center; justify-content: center; margin-bottom: 10px;">1ère</div> Région céréalière d'Europe	 Libéralisation de l'agriculture
 Agriculture française	<div style="border: 1px solid white; border-radius: 50%; width: 40px; height: 40px; display: flex; align-items: center; justify-content: center; margin-bottom: 10px;">35%</div> Part représentée par le blé dans la production totale	 Agriculture productiviste
	<div style="border: 1px solid white; border-radius: 50%; width: 40px; height: 40px; display: flex; align-items: center; justify-content: center; margin-bottom: 10px;">600k</div> Nombre d'hectares de surface agricole utile (SAU)	 Protection de l'environnement
	<div style="border: 1px solid white; border-radius: 50%; width: 40px; height: 40px; display: flex; align-items: center; justify-content: center; margin-bottom: 10px;">7%</div> Population travaillant dans le secteur primaire (2,8% en France)	 Pression de la grande distribution et du public

MOYEN-ORIENT

Le solaire au pays de l'or noir : perspectives de développement du photovoltaïque en Iran

Hugo TOUPIN

Dans le domaine énergétique, l'Iran se distingue par ses colossales réserves en hydrocarbures. Le pays renferme en effet de véritables trésors géologiques à savoir : les 2^{ème} réserves prouvées mondiales de gaz et les 4^{ème} réserves prouvées mondiales de pétrole. Avec l'accord du 14 juillet 2015 sur le nucléaire iranien, et du fait d'une levée (d'une partie) des sanctions, ces deux secteurs sont d'ailleurs promis à une forte croissance. Cependant, il existe une autre source d'énergie qui n'a pas attendu la levée des sanctions pour faire son boom en Iran : le photovoltaïque.

Etat des lieux du développement du photovoltaïque en Iran

L'Iran dispose de **nombreuses aménités naturelles** qui en font un espace propice aux investissements dans l'énergie solaire. En effet, le pays, vaste de 1 648 195 km² profite de **300 jours d'ensoleillement par an sur 90% de son territoire** avec près de 2200 kW-h de radiation par m² estimé.

Les fermes photovoltaïques iraniennes existantes sont situées à Shiraz, Semnan, Telegan, Yazd, Téhéran et Khorasan. La première construite fut celle de Shiraz, dans le sud ouest du pays, en 2008. **Actuellement, la plus grande centrale solaire iranienne est en construction dans la zone franche d'Aras** (province iranienne d'Azerbaïdjan oriental). Elle s'étendra sur plus de 3 400 mètres carrés pour un investissement de plus de **\$22 millions**.

En 2012, le gouvernement iranien prévoyait de produire 530 MW d'électricité *via* ses centrales solaires. À l'horizon 2018, l'Iran compte multiplier par dix cet objectif pour atteindre 5000 MW. À noter que les prévisions tablent sur une hausse de 5GW/an de la demande en électricité dans le pays.

Pour atteindre cet objectif ambitieux, **le gouvernement accroit les budgets dédiés au renouvelable**. En **2014**, le gouvernement iranien investit **50 millions d'euros** dans le développement des capacités photovoltaïques du pays contre 10 millions en 2013. Il encourage également, via des subventions, les investissements dans le photovoltaïque aussi bien pour les industriels que pour les particuliers. Un plan de subventions sur cinq ans a été introduit en 2014 et subventionne à hauteur de

4,442.00 Rials (ou \$0.15 cents) chaque kWh produit *via* des sources d'énergies renouvelables. Près d'un million de panneaux auraient déjà été posés sur des bâtiments publics, des mosquées et sur les toits de particuliers.

Investir dans le solaire au pays des hydrocarbures : un paradoxe ?

Dans un premier temps, le secteur du solaire n'a pas connu de forts ralentissements en Iran du fait des sanctions internationales. Ainsi, le pays dispose d'expérience en la matière et a développé depuis longtemps un réseau d'entreprises locales spécialisées dans le domaine, se fournissant à bas coût en Chine. Il existe d'ailleurs depuis quelques années un engouement autour des énergies renouvelables, en Iran, pays disposant d'ingénieurs hautement qualifiés. En 2014, 19 étudiants d'une université de province avaient aligné lors d'un concours international une voiture alimentée à l'énergie solaire tandis qu'en **début d'année 2015, l'Iran a dévoilé son premier bâtiment uniquement approvisionné en énergie solaire.**

Le développement du solaire en Iran recouvre également des **enjeux écologiques**. En effet, près de **92%** de l'électricité produite en 2013 était issue de sources d'énergies fossiles. Et ce, alors que la pollution devient une problématique majeure en Iran. Par exemple, le président de la « commission santé et environnement » du conseil municipal de Téhéran reconnaissait en janvier 2015 que 4 600 morts (en 2014) étaient liées à la pollution atmosphérique dans la seule ville de Téhéran. Un autre argument des « pros solaire » en Iran est que le **développement de cette source d'énergie, au détriment des hydrocarbures et du nucléaire, réduit le risque de catastrophes écologiques dans une région particulièrement sismique.**

Enfin, le développement du solaire est un vecteur d'intégration des zones rurales. En effet, la politique d'électrification des zones rurales enclavées n'a débuté qu'en 2006. Ainsi, des panneaux photovoltaïques furent installés pour alimenter certaines zones particulièrement éloignées des réseaux électriques.

En conclusion ...

Le développement du photovoltaïque au pays de l'or noir a donc de beaux jours devant lui. Il en est, d'ailleurs, de même pour les autres sources d'énergies renouvelables. Son développement devrait être boosté par le récent accord sur le nucléaire qui encourage de nouvelles entreprises étrangères à investir le marché iranien.

De plus, le développement du solaire pourrait être, **en terme de politique extérieure et de « soft power », une carte à jouer pour le gouvernement Rohani** afin d'apparaître comme exemple dans la promotion des énergies renouvelables

dans la région et de détourner progressivement l'attention médiatique du programme nucléaire civil iranien.

L'essentiel

LES YEUX DU MONDE

Situation	Chiffres et dates	Idées-clés
 <p>Moyen-Orient / Iran</p>	<p>2^e Réserves prouvées de gaz</p>	 <p>Gréant des hydrocarbures</p>
 <p>Energie solaire</p>	<p>4^e Réserves prouvées de pétrole</p>	 <p>Préparer l'après pétrole</p>
	<p>50M d'€ Investis dans le photovoltaïque en 2014</p>	 <p>Accord sur le nucléaire iranien</p>
	<p>300 Jours d'ensoleillement par an (sur 90% du territoire)</p>	 <p>Les énergies renouvelables comme outil du soft power</p>

Les nouvelles perspectives énergétiques au Moyen-Orient

Pierre MALARD

L'emprunte hégémonique de l'Iran et de l'Arabie Saoudite est aujourd'hui incontestable au Moyen-Orient. Du point de vue énergétique, les pétromonarchies du Golfe tirent une avance considérable sur l'Iran dans la production du baril. Néanmoins, si l'Iran a longtemps été asphyxié par les sanctions internationales, les perspectives économiques devraient s'améliorer depuis l'entrée en vigueur de l'accord nucléaire entre Téhéran et les grandes puissances; tandis que les relations américano-saoudienne se refroidissent. Le retour de l'Iran sur la scène internationale, le désengagement progressif des États-Unis dans la région et l'essoufflement de l'Arabie Saoudite, cristallisés par le conflit syrien, marquent de nouvelles perspectives dans les échanges d'hydrocarbures au Moyen-Orient.

Alors que le **cours du Brent (dollars/baril) était de 120 durant l'année 2013**, celui-ci a chuté de plus de la moitié pour atteindre **moins de 50 en 2016**. Le virage schiste très tôt entrepris par les États-Unis, la décision de l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) de maintenir son niveau de production afin de protéger sa part de marché et la levée attendue des sanctions internationales imposées à l'Iran contribuent à cette chute spectaculaire du cours du Brent. La baisse des recettes tirées des exportations pétrolières réduit substantiellement l'excédent commercial voire le mue en déficit pour l'ensemble des pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) notamment, puisque **l'excédent de 15% du PIB (CCG) en 2014 est tombé à 0,25 % de déficit l'année dernière**. Bien que l'accord sur le nucléaire iranien soit entré en vigueur le 16 janvier dernier, de nombreux obstacles sont encore à franchir avant une levée complète des sanctions internationales qui pèsent sur l'Iran. Le pays des ayatollahs bénéficie néanmoins d'une grande capacité de production puisque c'est le second pays exportateur d'or noir parmi les pays de l'OPEP avec **2 millions de barils de pétrole brut par jour**. **La Chine et l'Inde représentant 50% des exportations pétrolières de l'Iran**, la levée des sanctions économiques devrait ouvrir de nouveaux marchés notamment en Europe. Téhéran bénéficie donc d'une perspective économique positive, alors que les pétromonarchies s'essouffent à cause du manque de diversification économique.

Pallier la chute du cours du Brent n'est pas l'affaire de tous

Afin de pallier cette baisse du cours du Brent, les principaux pays exportateurs de pétrole, OPEP et non-OPEP tel que la Russie, cherchent à **geler leur production afin de ramener l'offre à une demande qui reste timide**. Mais de profondes **divergences entre l'Arabie Saoudite et l'Iran** marquent les deux principaux rivaux de la région, puisque Riyad se refuse de geler sa production à moins que l'Iran n'en

fasse autant. Fort de sa perspective énergétique positive, avec la levée progressive des sanctions, Téhéran cherche à augmenter son quota de production pour investir de nouveaux marchés.

Tandis que Riyad – n’ayant pas de nouvelles perspectives pour investir de nouveaux marchés – voudrait voir ses recettes pétrolières augmenter pour faire face au ralentissement économique qu’il subit en raison, notamment, de ses interventions directes ou indirectes extérieures (Yémen, Syrie). On est donc loin, en plus du contexte diplomatique actuel, d’un compris irano-saoudien, d’autant qu’un baril bon marché continue d’arranger l’économie américaine permettant de revoir à la hausse ses taux de marge dans beaucoup de secteurs (sauf dans le secteur énergétique) et stimulant la consommation. Dans ce jeu l’Iran paraît plus stable et davantage en phase avec les intérêts américains et européens alors que l’Arabie Saoudite qui commence à excéder ses alliés historiques sur le plan diplomatique essaie de diversifier son économie latente.

L'essentiel



Situation	Chiffres et dates	Idées-clés
 <p>Moyen-Orient</p>	<p style="font-size: 1.5em; font-weight: bold;">120 → 50</p> <p>Chute du cours de Brent (entre 2013 et 2016)</p>	 <p>Lutte économique entre les pétromonarchies</p>
 <p>Perspectives pour le pétrole au MO</p>	<p style="font-size: 1.5em; font-weight: bold;">0,25%</p> <p>Déficit du CCG en 2015</p>	 <p>Rivalité pour être la puissance régionale (Iran & Arabie Saoudite)</p>
	<p style="font-size: 1.5em; font-weight: bold;">50%</p> <p>Part de la Chine et de l'Inde dans les exportations d'or noir de l'Iran</p>	 <p>Retour de l'Iran sur la scène internationale</p>
		 <p>Désengagement progressif des USA dans la région</p>

Cf stratégie du pivot

PROBLEMATIQUES INTER-REGIONALES

Nouvelle base chinoise au Djibouti : état des lieux et perspectives de la stratégie chinoise du collier de perles

Marjorie GUIBERT

*Évoquée pour la première fois en 2005 dans un rapport interne du Département de la défense des Etats-Unis, la métaphore du collier de perles conceptualise les desseins d'une Chine en quête d'hégémonie dans l'océan indien. Cette stratégie se traduit par la **mise en place de partenariats entre la Chine et des Etats voisins disposant d'emplacements maritimes stratégiques lui permettant de combler ses besoins en approvisionnements énergétiques en provenance du Moyen-Orient.***

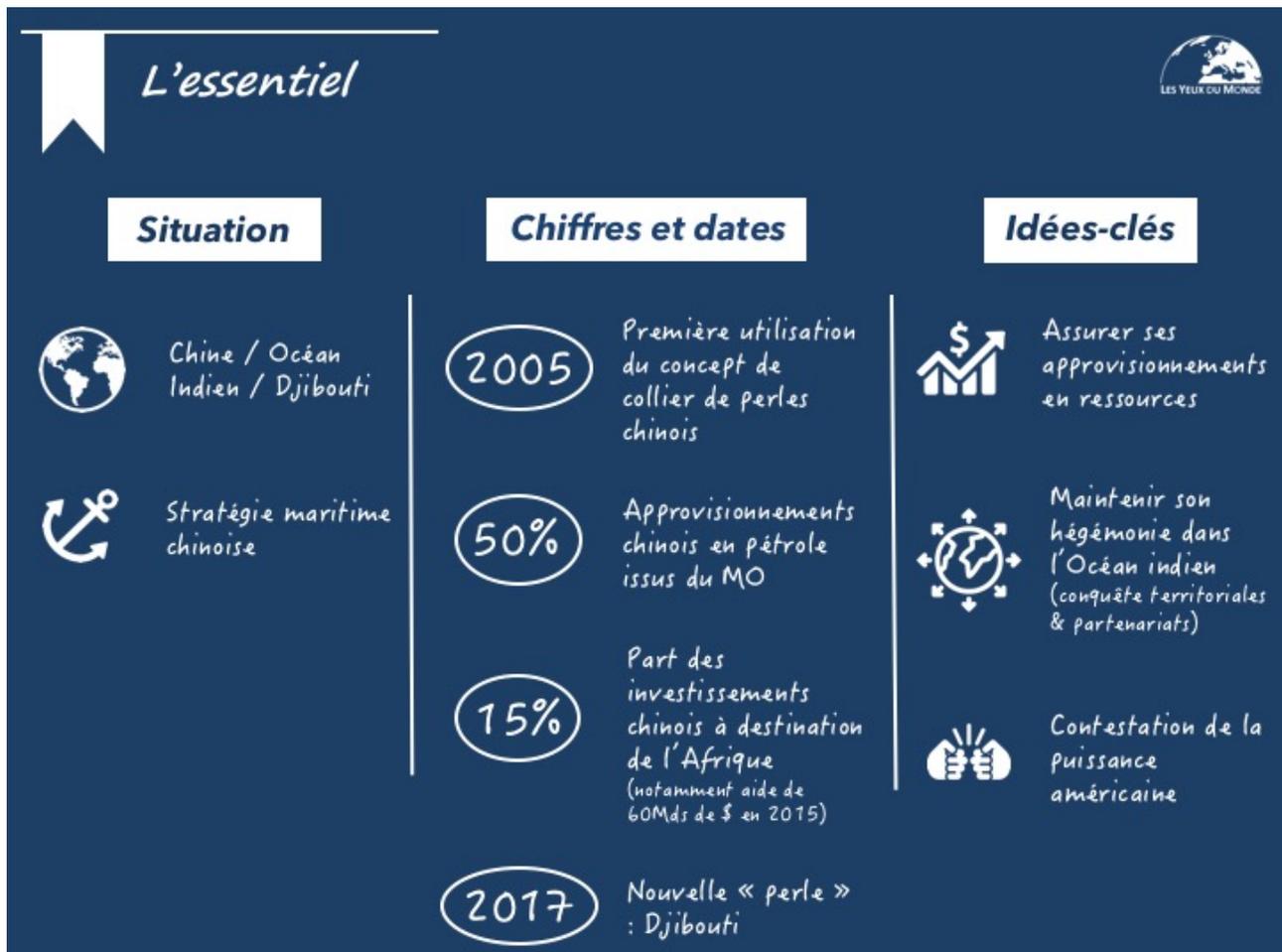
Le rachat ou la location d'installations portuaires et aériennes, réparties entre les côtes chinoises et les littoraux africains a permis à la Chine d'envisager **14 enclaves dans plusieurs pays** (Cambodge, Birmanie, Bangladesh, Sri Lanka, Maldives, Pakistan, Soudan), pour créer, ce que le Président chinois Xi Jinping qualifie de « *route maritime de la soie du XXIème siècle* ». Dernière pierre à l'ordre du jour, la **mise en place d'une base à Djibouti d'ici fin 2017** avec pour objectif affiché la lutte contre le terrorisme et la piraterie dans le Golfe d'Aden. Ce projet fait suite à l'annonce d'**une aide de 60 milliards de dollars** pour le continent africain début décembre 2015.

Disposant d'une **façade maritime de 314 km**, le Djibouti dispose d'une situation stratégique de pivot avec le Canal de Suez qui permettra au dragon chinois de satisfaire ses besoins énergétiques démesurés et de concrétiser ses ambitions sur le continent. Plus de **20% des importations chinoises de pétrole proviennent d'Afrique** et **50% du Moyen-Orient**, et la Chine est le **2^{ème} consommateur de pétrole** au monde après les Etats-Unis. Par ailleurs, **15% des investissements chinois sont désormais tournés vers l'Afrique.**

La création d'un véritable réseau de facilités navales ne serait cependant pas le seul fruit de la quête d'une réelle suprématie en matière commerciale. Elle participe à **une stratégie plus large d'encerclement de son rival** dans la région, l'Inde et **suscite les inquiétudes des Etats-Unis**, qui opèrent depuis quelques années un tournant économique et diplomatique vers l'Asie. Les soupçons d'un **détournement de ces installations à des fins militaires** en cas de conflit ouvert avec l'un de ses

adversaires jettent cependant le voile sur les véritables intentions de la Chine dans l'océan indien.

Par ailleurs, la mise en place d'un nouveau vivier de développement économique chinois en Afrique soulève de nombreuses interrogations, au point que certains parlent de **la naissance d'une véritable Chinafrique**. Violations du droit du travail, corruption, soutien à des dictatures, sont autant d'accusations qui pèsent sur les investisseurs et politiques chinois. Reste à savoir si la nouvelle base prévue sur le continent permettra à la Chine de redorer son image.



La Nouvelle banque de développement des BRICS : un outil économique et politique

Fabien HERBERT

Annoncée en 2014, lors du sommet annuel des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du sud) à Fortaleza, la Nouvelle banque de développement a vu le jour l'année dernière lors du sommet d'Oufa en Russie. Installée à Shanghai, elle se présente comme une alternative à la Banque mondiale et au FMI, tout deux basés à Washington.

Ces deux dernières institutions sont critiquées pour leur incapacité à prendre en compte la montée des pays émergents et sont accusées de jouer le jeu de l'économie américaine. Ainsi, **la Chine, pourtant seconde économie mondiale, ne disposait que de 4% des droits de vote au FMI**, tandis que l'Italie en détenait 3,31% et la France 4,5%. Ces chiffres datent de juillet 2015, au moment où s'est ouverte la NDB : «New Development Bank », selon son sigle anglais. Heureux hasard ou calcul politique du FMI, en 2016 la part du droit de vote chinois a été augmentée à plus de 6%, sans pour autant faire réagir Pékin.

La banque des BRICS est dotée d'**un capital estimé à 100 milliards de dollars** et a pour finalité de financer des projets d'intérêt général dans les pays demandeurs. Ces projets concernent notamment les infrastructures (routes, télécommunications, équipements pour l'éducation et la santé, etc.) qui font défaut aux pays émergents, qu'il s'agisse de BRICS ou non. La Russie voit dans cette nouvelle banque **un recours aux sanctions héritées de la crise ukrainienne** ainsi que la possibilité de contourner les institutions citées auparavant. Il s'agit également pour Moscou d'un outil géopolitique pour **exprimer sa vision multipolaire** du monde.

En parallèle, **un fonds de réserve de change commun** de 100 milliards de dollars a été créé. **La Chine se place comme le grand leader de ce projet, y contribuant à hauteur de 41 milliards de dollars**, comparé aux 18 milliards du Brésil, de l'Inde ou de la Russie, et aux cinq milliards de l'Afrique du sud. L'objectif du fonds de réserve est de permettre à certains pays de mieux gérer les périodes de fluctuations financières fortes auxquelles ont été particulièrement confrontés les pays émergents ces dernières années.

Ce nouveau bailleur de fonds multilatéral a mis en place au milieu du mois d'avril 2016 une première liste de prêts d'un total de 811 millions de dollars pour des projets liés aux énergies renouvelables dans l'ensemble des BRICS, exceptée la Russie. Pour rappel ce « club politique » de cinq états **représente aujourd'hui 40% de la population mondiale et 20% du PIB mondial**. Un groupe qui a vocation à grandir dans la mesure où plusieurs pays ont exprimé leur intérêt pour le projet. C'est le cas du Mexique, de la Corée du sud, de la Turquie, de l'Iran ou de l'Argentine, une décision que ces pays devront assumer aussi bien économiquement que politiquement.

L'essentiel



Situation	Chiffres et dates	Idées-clés
<div style="display: flex; align-items: center; margin-bottom: 10px;">  <div style="margin-left: 10px;">Emergent / BRICS</div> </div> <div style="display: flex; align-items: center;">  <div style="margin-left: 10px;">Nouvelle banque de développement</div> </div>	<div style="margin-bottom: 10px; text-align: center;"> 2014 </div> <div style="margin-bottom: 10px; text-align: center;"> 100 Mds de \$ </div> <div style="margin-bottom: 10px; text-align: center;"> 40% </div> <div style="text-align: center;"> 20% </div>	<div style="margin-bottom: 10px; text-align: center;">  <p>Concurrer l'occident des USA (FMI et Banque mondiale)</p> </div> <div style="margin-bottom: 10px; text-align: center;">  <p>Emergence politique sur la scène internationale</p> </div> <div style="text-align: center;">  <p>Un monde « en voie de multipolarisation » Pascal Boniface</p> </div>

La fracture numérique, témoin de la différenciation Nord/Sud ?

Major-Prépa

Initialement, le terme de fracture numérique se caractérise comme une forme d'exclusion de ceux n'ayant pas accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC). Il est apparu conjointement au développement de ces dernières depuis les années 1970.

L'accès à l'information de manière universelle, équitable, ubiquitaire et financièrement abordable, ainsi qu'aux infrastructures y donnant accès, est l'un des principaux défis modernes. **Internet se veut être un vecteur de rapprochement entre les espaces.** Toutefois, il ne les rapproche pas tous dans la mesure où il privilégie les pays riches quand les pays en développement sont encore faiblement connectés même s'ils utilisent de plus en plus Internet, en particulier les pays émergents.

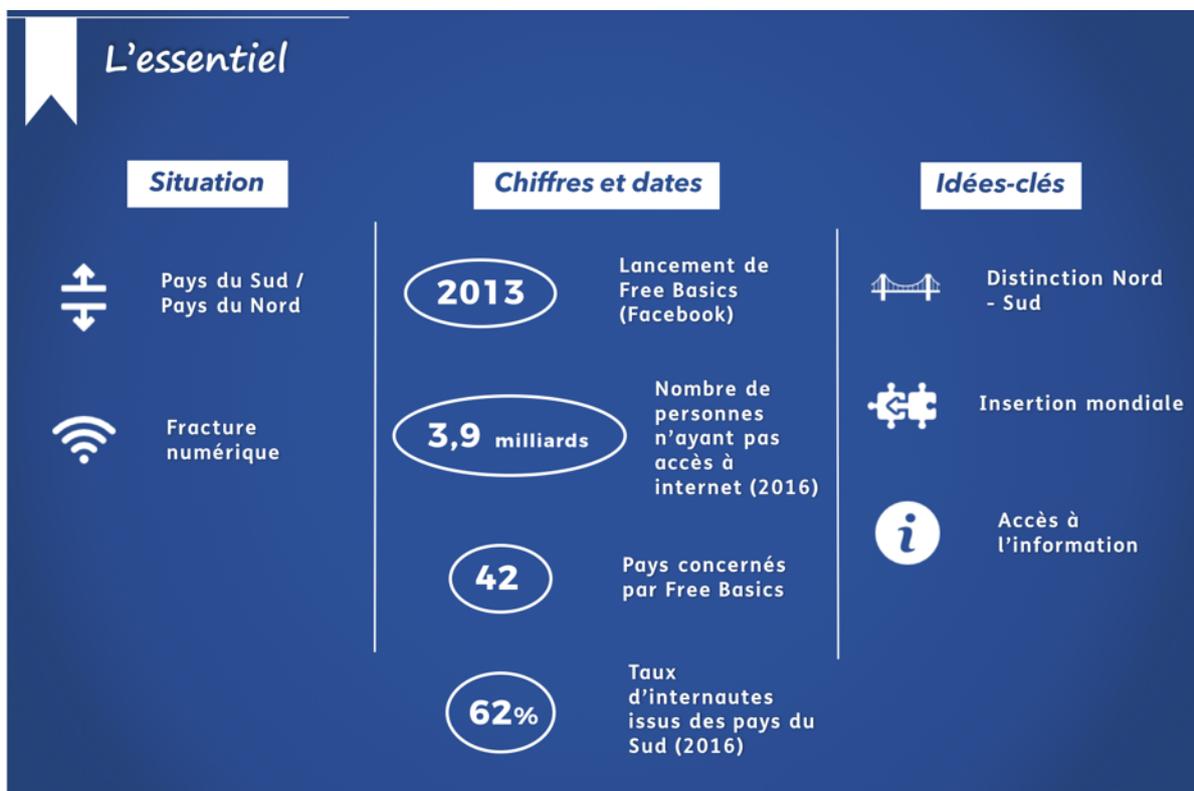
L'essor d'Internet s'est accompagné de celui de la téléphonie mobile. L'Occident profite de sa supériorité technique et économique pour concentrer la majeure partie des flux de communication, alors que le Sud reste à l'écart. Cela dit, dans le dernier cas, les liaisons se développent, en particulier grâce aux réseaux satellitaires qui complètent les réseaux filaires. Les pays pauvres ont principalement accès à Internet via les smartphones et les cybercafés. En 2011, 62% des internautes venaient des pays émergents contre 46% en 2006. Le saut technologique des pays du Sud a donc été rendu possible par la démocratisation des smartphones. **Cet accès à Internet devient un facteur de naissance des sociétés civiles.** En 2008, lors des Printemps arabes, la population égyptienne s'est regroupée sur Facebook – avec ses 5 millions d'utilisateurs – organisant alors une « cyberdissidence ».

L'accès à internet en Afrique

Selon une étude des Nations unies, en 2016, **le fossé numérique reste important entre le monde développé et le monde en développement**, avec 3,9 milliards d'habitants n'ayant pas accès à internet. Cette fracture numérique touche particulièrement l'Afrique. A l'image de Google et les ballons internet du Project Loom, Facebook a lancé en 2013 la plateforme Free Basics pour permettre l'accès gratuit des zones les plus reculées à certains services (actualité, emploi, santé, éducation et bien sûr Facebook). L'entreprise américaine s'est associée avec 6 opérateurs mobiles pour développer cette plateforme dans 42 pays, dont la moitié en Afrique. Néanmoins Free Basics a subi quelques critiques depuis sa création : une stratégie jugée plus commerciale que philanthrope dans la mesure où elle

privilégierait Facebook et certains de ses partenaires (comme le moteur de recherche Bing de Microsoft).

Le monde et les échanges se numérisant de plus en plus, il devient nécessaire que l'ensemble des pays aient un accès un Internet. Cela dit, la région la plus marginalisée est l'Afrique subsaharienne, car 28 pays ont un faible accès à Internet avec un seuil de moins de 10 %. D'après **Mark Graham**, un fossé croissant existe entre ceux qui sont capables de se connecter facilement sur le marché mondial ; et ceux qui restent à l'écart, car ceux-ci ratent un grand nombre d'opportunités sociales, économiques et politiques.



L'OMC, catalyseur ou frein à l'insertion des PMA ?

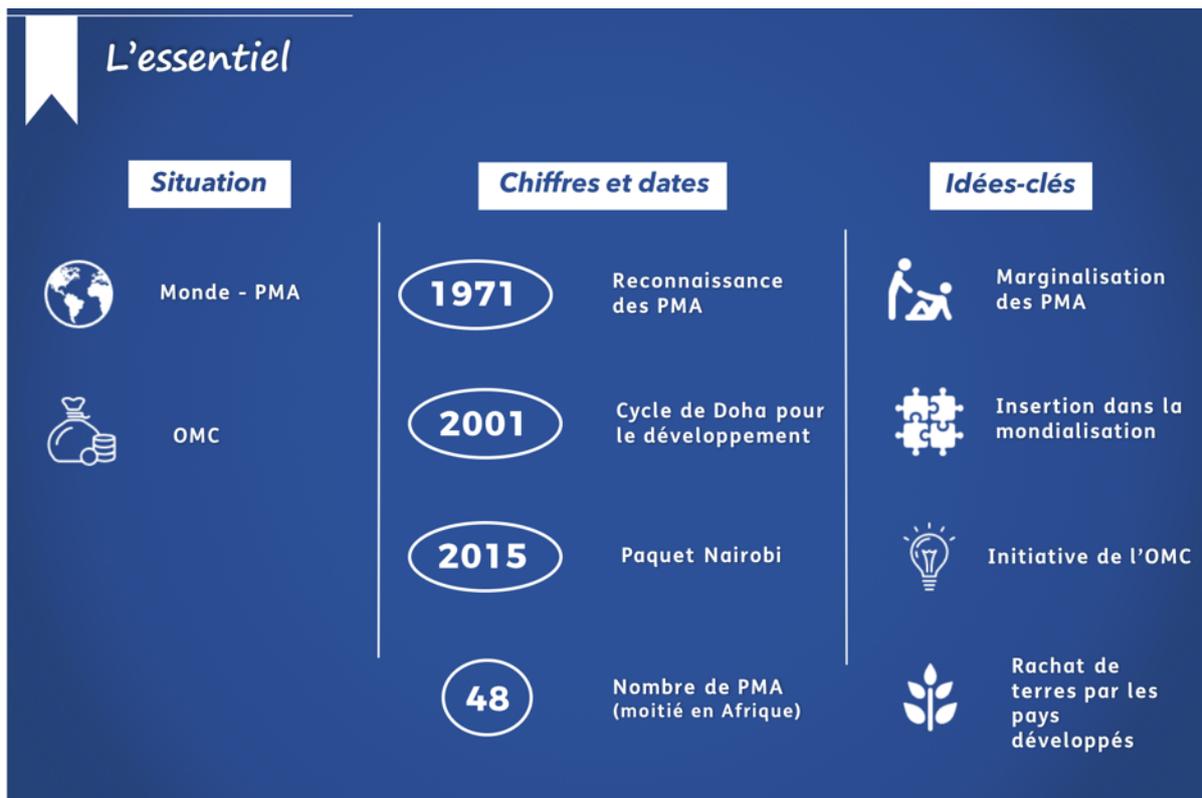
Major-Prépa

L'ONU a proposé en 1971 un nouveau terme pour désigner les pays les moins développés de la planète : les Pays les Moins Avancés (PMA). Trois critères rentrent en compte : le revenu par habitant, le retard dans le développement humain et la vulnérabilité économique. Ces pays s'insèrent dans la mondialisation en vendant leurs matières premières ou leurs produits agricoles et en achetant des produits manufacturés. La majorité de ces pays, 48 au total, se situe en Afrique.

Conscient de la marginalisation de ces pays dans les échanges mondiaux, l'OMC, depuis 2001 et le cycle de Doha pour le développement, tentent de **faciliter leur insertion mondiale via l'agriculture**, l'épine dorsale de leur économie. A titre d'exemple, le PNB du Mali provient à 40% du secteur primaire qui emploie près de 80% de la population active. Le projet, qui portait majoritairement sur la libéralisation des échanges et l'accès aux marchés des pays développés pour les produits agricoles, s'est soldé par un échec : les parties n'arrivaient pas à s'accorder. Lors de la Dixième Ministérielle de l'OMC, en 2015, une nouvelle série de six mesures, plus connue sous le nom de « **Paquet Nairobi** », à destination des PMA a été adoptée. La mesure phare est la mise en place d'un mécanisme de sauvegarde spécial **autorisant les PMA à augmenter temporairement leur tarif** pour faire face à des poussées des importations ou à des baisses des prix. Pour rappel, L'OMC incite les pays développés à s'approvisionner dans les PMA en essayant de fixer des quotas d'importation.

Toutefois, bien que l'OMC tente de mettre en place, sur le papier, un commerce plus juste pour les PMA, la réalité est différente. Le **retrait progressif des barrières douanières s'accompagne d'un effet pervers puisque la demande de produits de meilleure qualité augmente**. Or avec une agriculture traditionnelle, les PMA peuvent difficilement rivaliser avec les géants de l'industrie agroalimentaire, qui utilisent les terres des PMA pour cultiver les produits dont ils ont besoin, faute de place dans leur pays d'origine. En 2009, l'Arabie Saoudite a ainsi approché la Tanzanie pour louer 500 000 hectares dans le but d'y cultiver du riz et du blé, lui permettant de posséder 2,82 millions d'hectares de terres arables à l'étranger. De facto, le mécanisme de sauvegarde spécial est à double tranchant. D'un côté, il peut générer des revenus utiles au développement du PIB mais, d'un autre côté, cela peut entraîner une sur-marginalisation du fait que les PMA ne parviendront pas à respecter les critères demandés par les acheteurs – pays développés, multinationales – qui se tourneront vers d'autres fournisseurs, avec une meilleure qualité et des prix plus faibles.

L'autre facteur pouvant expliquer la faible insertion des PMA dans le commerce mondial est la **quantité de produits vendus**. Cela s'explique tout d'abord par la croissance des populations de ces pays, il faut nourrir plus de monde avec autant de ressources, mais également par le manque de technologie. Les PMA n'ont par ailleurs pas accès aux intrants (OGM), du fait de leur coût élevé, ce qui limite leur productivité et donc les ressources disponibles pour les échanges. Nous sommes donc dans un cercle vicieux en défaveur de ces pays.



FICHES

2018

Première thématique : les migrations

La migration, dans son sens large, est l'une des thématiques-clés du XXI^e siècle. La guerre, le réchauffement climatique, la discrimination ou encore la compétition technologique mondiale ont multiplié **par trois le nombre de migrants internationaux en quarante ans.**

Ce phénomène, large tant dans ses échelles que dans ses causes, bouleverse les enjeux et politiques internationaux. Les migrations forcées sont en hausse, et l'UNHCR – *United Nations Refugee Agency* – dénombrait dans le monde **65,6 millions de personnes contraintes de fuir leur pays d'origine en 2016**, dont 22,5 millions en raison de persécutions. Le Soudan du Sud, l'Afghanistan et la Syrie regroupent à eux seuls 55 % des réfugiés à travers le monde.

Comme l'indique Sylvie Mazzella dans son ouvrage *Sociologie des Migrations* (éditions PUF, collection Que sais-je ?, 2016) de nouvelles notions sont apparues comme la « *migration pendulaire* » ou le « *risque migratoire* », « *qui rendent indispensable de porter un regard neuf sur les migrations* ». Nombre de pays prennent en compte aujourd'hui la migration dans leur développement, tandis que d'autres l'appréhendent via leur déclin démographique. La thématique de la migration concerne chaque État en tant que territoire d'accueil ou de départ, mais dépasse les seules capacités nationales. Elle modifie en ce sens l'ordre étatique, et pose la question de sa gouvernance mondiale.

Western Union et le marché des remises

Hugo CARRIE

*Firme américaine créée au XIXe siècle, Western Union (WU) est aujourd'hui leader du marché mondial des transferts d'argent numériques. Ses activités dans ce domaine n'ont commencé que dans les années 1980, grâce à la **dérégulation financière américaine**, qui a permis aux services de l'entreprise, jusque là proposés à l'échelle nationale, d'élargir considérablement son marché.*

Présente dans plus de 200 pays ou territoires, Western Union joue un rôle primordial dans l'enjeu financier des migrations. En 2015, elle a réalisé 150 milliards de **remises migratoires** – transferts d'argent des émigrés vers leurs familles restées sur place. Ces données illustrent le **poids financier des diasporas**. En effet, son classement des corridors (1) témoigne des liens financiers forts entre diasporas et pays de départ, d'autant plus que les remises constituent des parts significatives des PIB de certains pays (2).

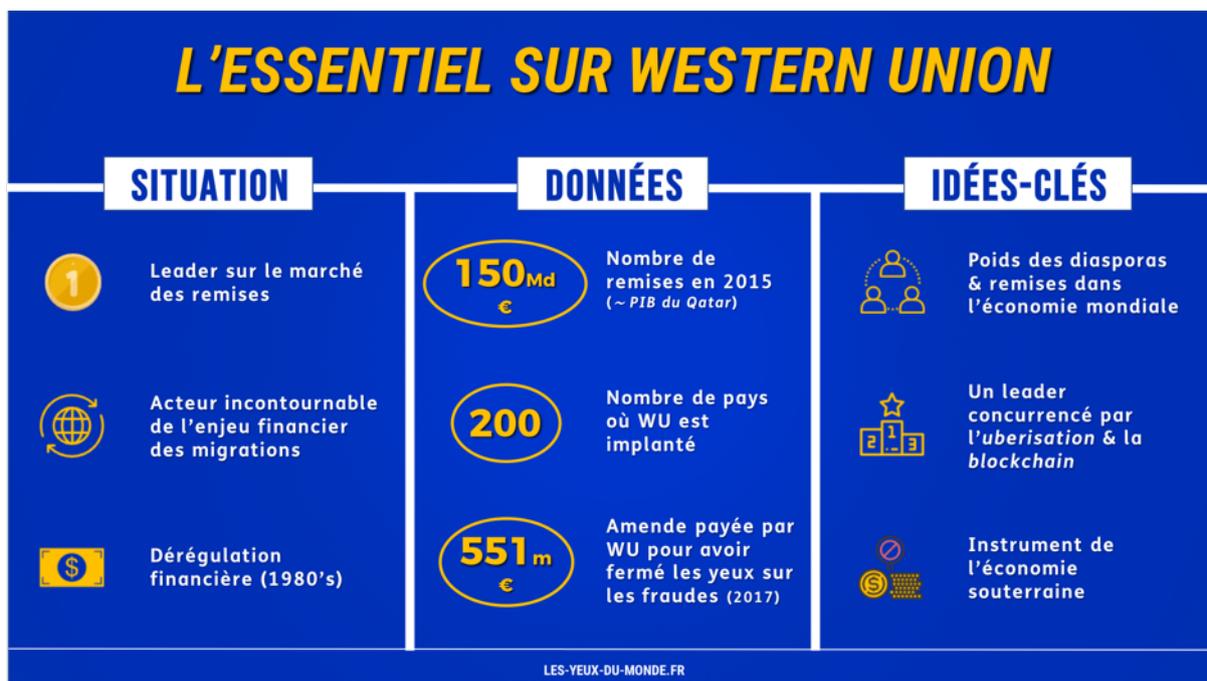
Toutefois, WU illustre également la **face noire de la mondialisation financière**. Ses services sont ainsi utilisés par **l'économie souterraine**⁷ pour des fraudes, du blanchiment d'argent, ou du financement d'activités terroristes. En janvier 2017, WU a avoué avoir laissé des fraudeurs utiliser ses services pour blanchir de l'argent, avec l'aide de certains de ses employés. Des ressortissants chinois coupables de trafic d'êtres humains ont ainsi pu envoyer des centaines de millions de dollars en petites coupures. L'entreprise a payé **551 millions d'euros** pour mettre fin à l'enquête, selon le département américain de la Justice (DoJ) et la Commission fédérale du Commerce (FTC, *Federal Trade Commission*).

Enfin, l'entreprise fait actuellement face à la **montée de concurrents potentiels**. Tout d'abord, des start-ups locales investissent le marché des transferts monétaires. L'utilisation des paiements et transferts via la **téléphonie mobile** menace par exemple la domination de WU sur le marché africain. En plein essor, le téléphone portable offre un canal de transfert plus direct et donc moins coûteux. C'est pourquoi la future licorne africaine Worldremit propose des marges à 5%, moitié moins que celles pratiquées par WU. De même, Facebook pourrait décider de racheter ces start-ups, et capitaliser sur son incomparable ancrage territorial

⁷ Le terme **économie souterraine ou clandestine** regroupe trois formes d'activités très différentes : **l'économie générée par le travail au noir**, **les délits économiques** ou **les activités criminelles ou délictuelles et leur recel**.

pour concurrencer WU. Enfin, la **révolution de la blockchain** menace le rôle d'intermédiaire de la compagnie.

La **suprémie de WU dans son secteur** est donc menacée par plusieurs phénomènes. L'entreprise devra parvenir à s'adapter à ces nouveaux défis, et changer d'éthique si elle veut perdurer.



La migration comme outil de pression diplomatique

Isabelle KEMMEL

Les flux migratoires importants et non-contrôlés sont particulièrement redoutés par les pays de transit et d'accueil qui font face à des difficultés de gestion dans des temps très courts. C'est ainsi qu'un simple phénomène migratoire exacerbé peut se transformer en un outil de pression diplomatique.

Ouvrir ou fermer les frontières ?

L'utilisation de cet outil diplomatique n'est pas rare. On peut citer la pression exercée par Cuba sur le Pérou et les États-Unis en avril 1980 lors de l'exode des marielitos, ou les demandes de subventions du colonel [Kadhafi](#) à l'Union européenne dans le but de sécuriser les frontières libyennes. Plus récemment, la Turquie menaçait l'Union européenne de ne pas respecter le pacte migratoire de mars 2016, si celle-ci n'abolissait pas les visas Schengen pour les citoyens turcs.

Les **trois décrets anti-immigration signés par le président Donald Trump entre le 27 janvier et le 25 septembre 2017** ne visent cependant pas à accentuer un flux migratoire mais à l'endiguer. En limitant aux ressortissants de huit pays l'accès au sol américain, Donald Trump entend appliquer une **sanction politique**. Les pays concernés par la troisième version du décret sont l'Iran, le Tchad, la Libye, la Syrie, le Yémen, la Somalie, le Venezuela et la Corée du Nord. L'administration américaine déplore une **coopération insuffisante** en matière de sécurité et de partage d'information avec ces pays.

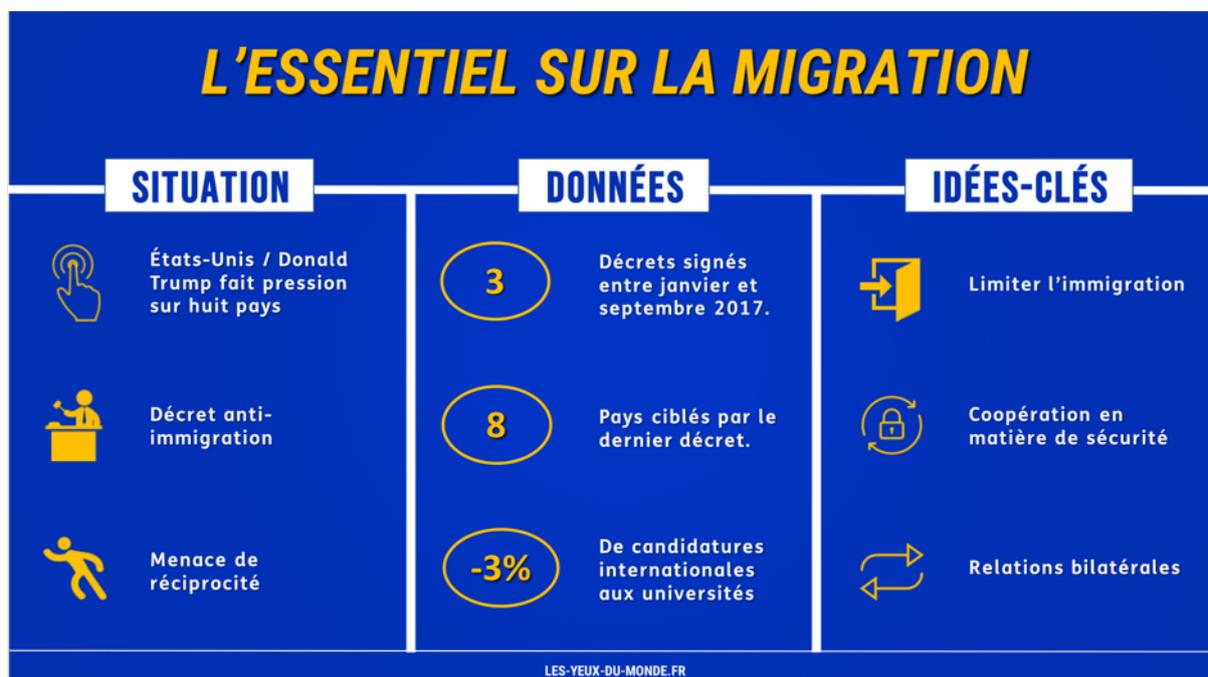
Ouverture des négociations

L'annonce de la signature du premier décret n'a pas manqué de susciter des réactions à l'international. L'Iran a rapidement annoncé la fermeture de ses frontières aux ressortissants américains pour plusieurs mois. Les députés irakiens ont également fait pression en menaçant le gouvernement américain de **réciprocité**. Après d'intenses négociations, l'Irak a été retiré de la liste en mars 2017. L'implication du premier ministre irakien, [le rôle de l'Irak dans la lutte contre Daech](#) et l'intensification de la **coopération en matière de sécurité** ont pesé dans la balance. Le Soudan en est également sorti en septembre 2017 après le soutien des Émirats arabes unis. Les points-clés des négociations : l'assurance de contrôles de sécurité accrus des voyageurs, le soutien du Soudan à la [coalition internationale au Yémen](#) et la perspective du développement de **relations bilatérales** entre le Soudan et les USA.

A trop presser le citron...

Aussi controversées soient-elles, les pressions exercées par Donald Trump sur les pays concernés par le décret ont déjà pu porter quelques fruits. Cependant, huit pays qui connaissant déjà des [relations diplomatiques tendues avec les USA](#) figurent toujours sur la liste. Il reste à espérer que les conseillers du président Trump connaissent les enjeux d'un **dilemme de la sécurité**.

Pour aller plus loin : [Perrin, Delphine. « Les migrations en Libye, un instrument de la diplomatie kadhafienne », Outre-Terre, vol. 23, no. 3, 2009, pp. 289-303.](#)



« *Back to Bangalore* », le *brain gain* en Inde

Sophie GUILLERMIN-GOLET

*Chaque année, environ 800 000 jeunes Indiens décident de quitter leur pays pour étudier à l'étranger⁸. Ce chiffre ne cesse d'augmenter selon le gouvernement indien. En prenant connaissance de cette réalité, on comprend pourquoi l'Inde affirme être victime de « brain drain », en d'autres termes de la fuite de ses cerveaux les plus prometteurs. Cependant, depuis quelques années, le phénomène inverse – « brain gain » (c'est-à-dire une **augmentation du nombre de travailleurs qualifiés dans un pays, du fait de l'immigration**) – est observable.*

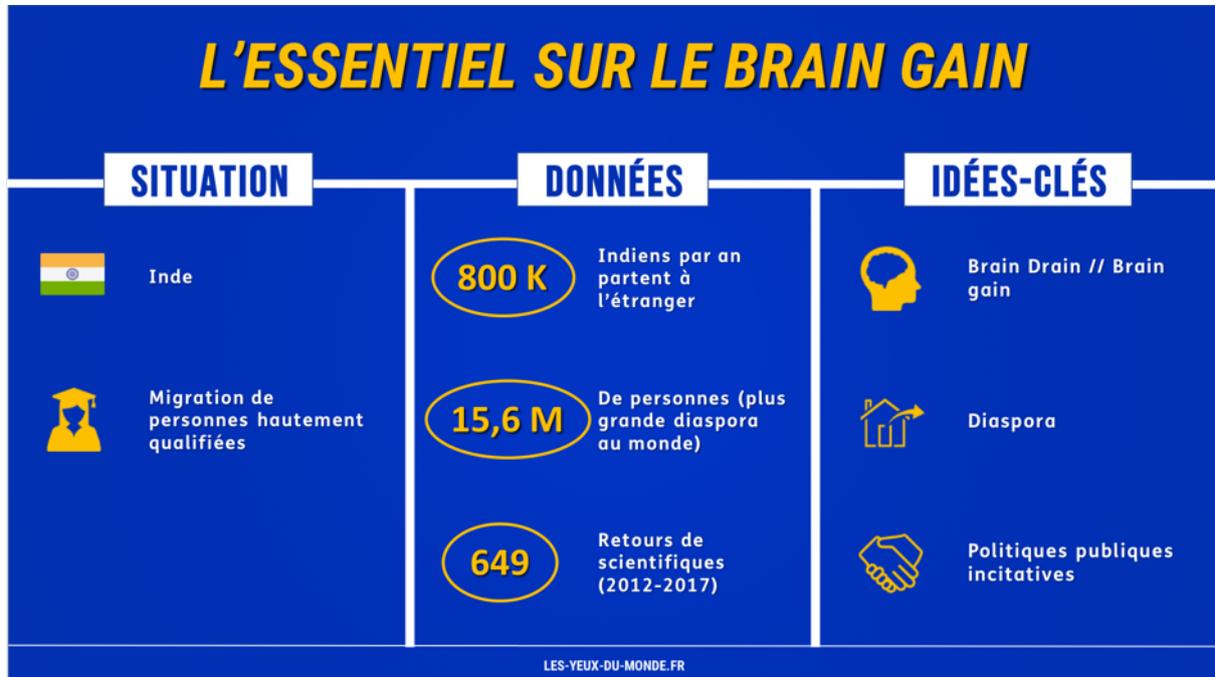
On parle du **phénomène « Back to Bangalore »**, en référence à la ville considérée comme la « [Silicon Valley indienne](#) », où de nombreuses entreprises du numérique ont posé leurs valises. Étant donné qu'il s'agit d'une des régions les plus innovantes au monde, de nombreux jeunes diplômés Indiens y tentent leur chance. Selon une étude menée par Aurélie Varrel, le retour à Bangalore s'inscrivait souvent dans une **logique de continuité de la carrière professionnelle**. Les Indiens ayant fait leurs études à l'étranger décidant de faire carrière dans leur pays d'origine, parviennent à gravir les échelons plus rapidement qu'aux États-Unis ou en Europe.

Toutefois, le phénomène pourrait se renforcer avec l'arrivée de [Donald Trump à la tête des États-Unis](#). En effet, depuis son élection, le **nombre d'Indiens résidant aux États-Unis cherchant un travail en Inde a augmenté**. Selon le cabinet de conseil *Deloitte Touche Tohmatsu*, ils étaient seulement 600 en décembre 2016, puis 7000 en mars 2017. Un rapport du Ministère des Sciences et Technologies a révélé que le **nombre de scientifiques revenus en Inde entre 2012 et 2017 (649 retours), a augmenté de 70% par rapport à la période 2007-2012 (243 retours)**.

Le gouvernement indien a évidemment compris l'intérêt que cela représentait pour le développement économique du pays, et pour son rayonnement international. Des **politiques publiques voient le jour, pour encourager les membres de la diaspora à revenir en Inde**. Par exemple, en février dernier, le ministre des Finances, Arun Jaitley, a annoncé la création d'une bourse d'études. Plus de 1000 étudiants spécialisés dans les nouvelles technologies, voulant faire un doctorat à l'Institut indien de technologie (IIT) ou à l'Institut indien de science (IISc), pourraient en bénéficier. Prakash Javadekar, ministre du Développement des ressources humaines, a affirmé qu'un tel programme pouvait **transformer définitivement le « brain drain » en « brain gain »**.

⁸ 85% d'entre eux décident d'étudier dans un de ces cinq pays : États-Unis, Royaume-Uni, Australie, Canada et Nouvelle-Zélande.

Pour aller plus loin : Aurélie Varrel, « Back to Bangalore »: étude géographique de la migration de retour des indiens très qualifiés à Bangalore (Inde), Thèse, Université de Poitiers, 2009.



L'exode rural à Madagascar

Sophie GUILLERMIN-GOLET

Selon les [Nations Unies](#), en 2050, 75% de l'humanité vivra dans des villes. Cette croissance se concentrera principalement en Asie, et en Afrique. Le continent africain devrait en effet connaître une urbanisation accélérée, avec 1,2 milliard de citadins, contre moins du tiers aujourd'hui. L'île de Madagascar (où **plus de 90% de la population vit avec moins de 2\$ par jour**) est particulièrement concernée par ce phénomène depuis le début des années 2000.

En 2016, l'île de Madagascar comptait **24,8 millions d'habitants, pour 7 millions de citadins**. Quelques années auparavant, en 1993, les villes regroupaient seulement 2,8 millions d'habitants. Selon la Banque mondiale (BM), **un Malgache sur trois vit dans une ville**.

En Afrique en général, et à Madagascar en particulier, l'accélération de l'urbanisation est en partie due à **l'exode rural** (c'est-à-dire le déplacement durable de populations quittant les zones rurales, pour s'installer dans des aires urbaines). Ce mouvement de population s'explique par la **dégradation des activités agricoles**. L'exploitation des terres n'étant plus suffisante pour vivre et les jeunes malgaches préfèrent gagner les villes où ils trouvent facilement des emplois à la journée. Chaque année, ils seraient **200 000 à quitter la campagne pour les villes**⁹. La capitale, Antananarivo, est l'agglomération subissant le plus cette pression migratoire. En effet, **en 10 ans, sa population a triplé** (près de 3 millions d'habitants aujourd'hui).

Cet exode rural **pèse sur les services publics**. Des **bidonvilles** ont vu le jour un peu partout dans les villes. Le phénomène ayant gagné en ampleur ces dernières années : **l'État ne parvient pas à gérer ce flux de migrants**, ni à adopter les politiques publiques nécessaires, et encore moins à lancer des campagnes de travaux pour les accueillir. De plus, **l'économie informelle**¹⁰ se développe, ce qui empêche la croissance démographique de se muer en croissance économique.

Afin de gérer l'urbanisation galopante, différents **acteurs internationaux s'impliquent**. La BM a commencé à préparer des projets de résilience et de développement urbain intégré dans l'agglomération d'Antananarivo. L'[Agence française de développement](#) (AFD) travaille également sur le terrain pour promouvoir un **urbanisme durable**. Par exemple, l'AFD participe à la mise en place

⁹ Selon la dernière enquête réalisée par la Banque mondiale sur l'urbanisation à Madagascar, en 2011. On peut imaginer que ce nombre a augmenté depuis, du fait de la croissance démographique.

¹⁰ L'économie informelle désigne l'ensemble des activités productrices de biens et services qui échappent au regard ou à la régulation de l'État.

La Mecque et Kerbala, une bataille de pèlerinages ?

Hugo CARRIE

*L'Arabie saoudite et l'Iran s'affrontent aujourd'hui dans une **lutte d'influence pour le leadership régional**. Dans cette course à la puissance, Ryad et Téhéran entendent se faire les porte-étendards de leurs confessions religieuses, respectivement **sunnisme et chiisme, afin de s'imposer au Moyen-Orient**. Par conséquent, les migrations religieuses propres aux deux branches de l'Islam sont comparées et sous-tension, en tant que qu'outils de rayonnement au Moyen-Orient.*

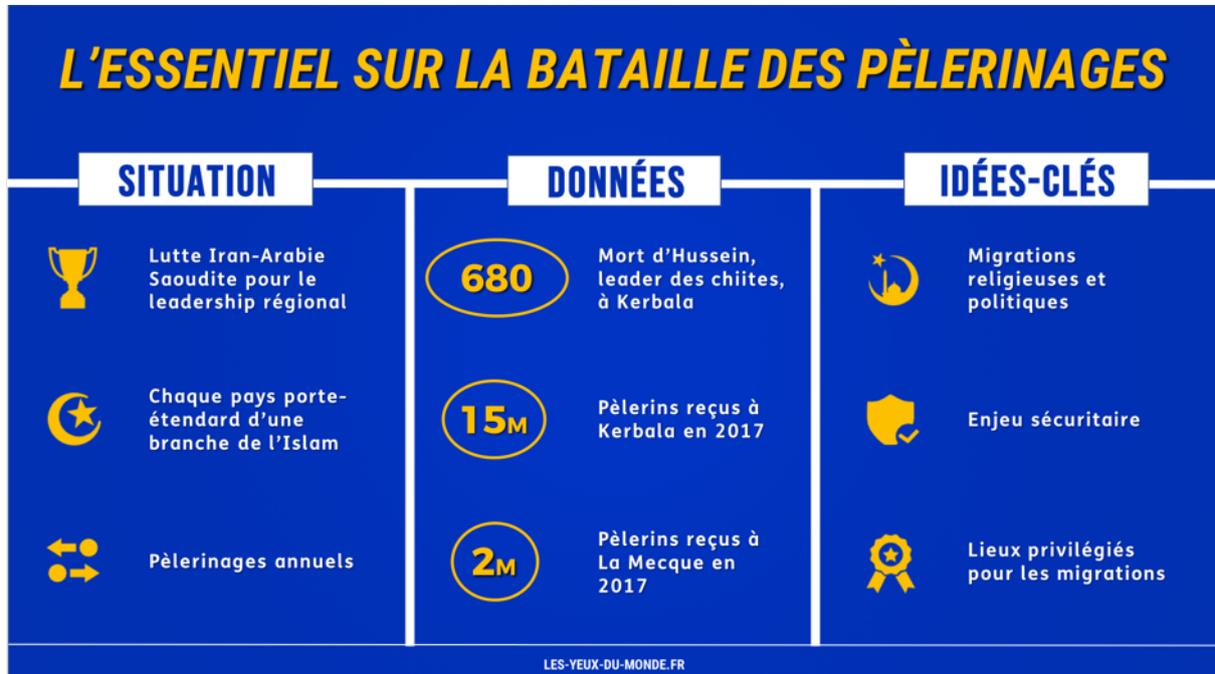
En effet, les villes de Kerbala et de La Mecque illustrent l'origine, et la perpétuation du [clivage structurant entre sunnites et chiites](#). En effet, lorsque Mahomet reçoit la révélation de la mission du prophète en 611, il **fonde l'Islam avec La Mecque pour lieu saint**. Puis, sa succession est le théâtre d'une guerre entre les Omeyades (sunnites) – grandes familles de La Mecque – soutenant le califat et donc le calife Abou Bakr et les fidèles d'Ali, gendre du premier prophète (chiites). Celle-ci prend **fin en 680 à Kerbala**, lorsque les troupes Omeyades tuent Hussein, fils d'Ali.

Depuis, chiites et sunnites réalisent chacun leurs propres pèlerinages. Les premiers ont pour obligation de se rendre à La Mecque une fois dans leur vie (le pèlerinage est même l'un des cinq piliers de l'Islam). Tandis que les seconds commémorent, en se rendant à Kerbala (aujourd'hui en Irak), la fin du deuil de 40 jours ayant suivi la mort d'Hussein.

Dans cette région où théologie et politique sont étroitement liées, les migrations annuelles vers ces deux cœurs confessionnels sont donc des enjeux de puissance. Le grave accident de 2015 à La Mecque en est un exemple, où une bousculade avait tourné à la panique et fait des centaines de morts. Parmi ces victimes, 446 Iraniens. Téhéran avait ainsi utilisé ce drame pour accuser l'Arabie Saoudite d'incompétence organisationnelle et nuire à son leadership religieux. La crise ayant par la suite connu une escalade – à travers le conflit au Yémen notamment – aucun Iranien ne s'est rendu à La Mecque en 2016 pour le pèlerinage. Téhéran et Ryad n'ont pu s'accorder sur les modalités d'accueil des ressortissants iraniens, chacun accusant l'autre d'être responsable du blocage.

D'autre part, si **La Mecque a accueilli 2 millions de sunnites en août 2017, Kerbala a reçu plus de 10 millions d'Irakiens, 2 millions d'Iraniens** et plus de 500 000 chiites venus du monde arabe (Afghanistan, Golfe et Liban). Ceux-ci ont bravé les menaces d'**attentats de Daech**, se revendiquant du sunnisme, et ayant déjà frappé les pèlerins l'an passé. Ces migrations religieuses témoignent ainsi de la vigueur du chiisme, mais aussi de l'**enjeu sécuritaire autour des migrations**. Pour autant, elles peuvent revêtir un caractère politique : la victoire contre le sunnisme

extrémiste était également célébrée à Kerbala lors du dernier pèlerinage. L'influence régionale passe donc, irrémédiablement, par le religieux en ce qui concerne le Moyen-Orient.



THEMIS, la nouvelle opération de Frontex en mer Méditerranée

Geoffroi DE REBOUL

*Le contrôle et la gestion des frontières extérieures maritimes et terrestres de l'espace Schengen est confié depuis 2014 à l'Agence européenne FRONTEX. Cette organisation est une réponse européenne à ce qui est apparu non pas tant comme une crise migratoire mais bien plutôt comme une crise de gestion de la migration. En Méditerranée, elle se traduit par des opérations de protection des approches maritimes conduites par les marines ou corps des garde-côtes des différents pays de l'UE. Le 1er février 2018, le mandat maritime confié à cette agence a été renouvelé pour un an. **Il s'agit de l'opération THEMIS**, dont le champ d'application a évolué, s'adaptant pour répondre notamment aux doléances de l'Italie qui se plaignait d'être trop souvent laissée seule face aux flux de migrants.*

La lutte contre les passeurs en Méditerranée et la gestion des flux migratoires

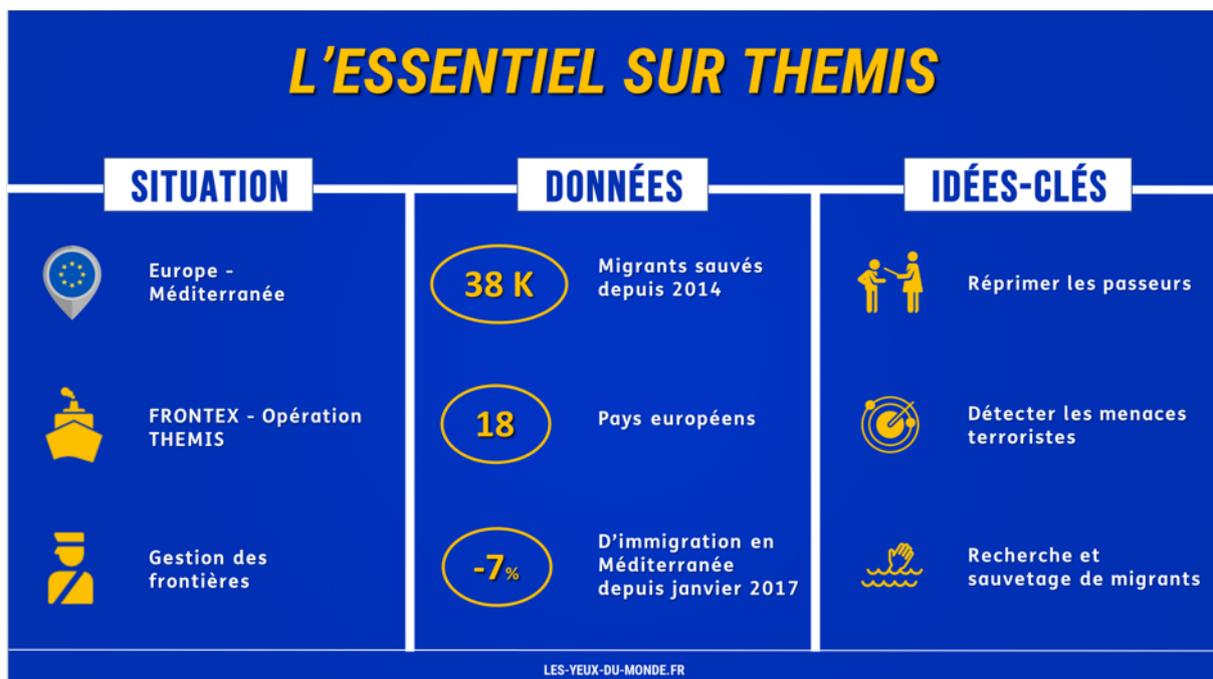
La feuille de route confiée à THEMIS s'articule autour de trois objectifs. Il s'agit tout d'abord de **réprimer efficacement les activités des passeurs opérant en Méditerranée centrale**, notamment depuis la Libye. Cela se traduit par l'utilisation accrue de nouveaux moyens de surveillance de la situation maritime (drone, satellites,...) couplée à un pré-positionnement de forces navales (frégates de surveillance, patrouilleurs) rapidement déployables. Un travail de renseignement, mené conjointement par les agents européens, vise par ailleurs à détecter en amont **d'éventuelles menaces terroristes**. En conduite, elle participe à des **opérations de recherche et de sauvetage des embarcations de migrants**, coordonnées par les MRCC (centres opérationnels chargés de la mise en place et de la coordination des moyens de sauvetage en mer) locaux. Depuis 2014, FRONTEX a ainsi pris part au sauvetage de **38000** personnes en Méditerranée. La France participe pleinement à cette mission, déployant régulièrement en Méditerranée les bâtiments de la Marine nationale ou les vedettes de la Gendarmerie maritime.

Un exemple réussi d'intégration européenne

Début 2018, les opérations de gestion des flux de migrants en Méditerranée ont pris en compte la demande de l'Italie qui appelait à une meilleure répartition des flux migratoires au sein de l'espace Schengen. Désormais, comme le rappelle Izabella Cooper, porte-parole de FRONTEX, « la décision du lieu de débarquement (des migrants) est laissée au pays coordonnant le sauvetage ». **L'organisation de**

l'accueil des demandeurs d'asile entre les pays frontières de Schengen s'en trouve ainsi plus équilibrée.

L'opération THEMIS complète l'opération « EUNAVFOR Med/Sophia », également menée sous pavillon de l'Union européenne en Méditerranée. Si les domaines d'application sont différents, – EUNAVFOR s'impliquant par ailleurs sur le respect de l'embargo sur les armes-, cette articulation constitue un **exemple réussi d'intégration européenne** et préfigure le **format futur des projets de défense commune**.



Le Niger au cœur de la lutte contre l'immigration clandestine

Marvin ADEDIRAN

Le [Niger, pays frontalier de la Libye](#), demeure un rempart dans la lutte contre la migration irrégulière et les trafics associés. Ce pays deux fois plus grand que la France constitue une zone de transit régulièrement empruntée par les candidats à l'exil. Le Niger, où s'est tenue le vendredi 16 mars 2018 une conférence réunissant plusieurs représentants européens et africains, se présente donc comme un acteur incontournable de la lutte contre les réseaux criminels de passeurs. Cette réunion internationale a donc été l'occasion de consolider les bases d'une coopération entre l'Afrique et l'Europe dans le cadre de la lutte contre l'immigration clandestine.

Une nécessaire coordination des efforts

La conférence de Niamey qui a rassemblé treize Etats africains et européens a été l'occasion de fixer des axes de coopération entre les pays de départ, de transit, et les pays d'accueil des migrants. Une lutte efficace contre les réseaux illicites passe par **une amélioration des contrôles aux frontières, un renforcement des forces de défense, une protection des migrants, mais également par un développement de la coopération judiciaire.**

Pour ce faire, des structures telles que l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) ou la mission de police de l'Union Européenne « EUCAP Sahel Niger » lancée en août 2012, soutiennent le développement d'une coordination régionale et internationale contre la [criminalité organisée](#). Grâce à la politique menée par le Niger suite aux recommandations de l'UE, l'OIM a aidé plus de 10 000 migrants à retourner dans leur pays d'origine en 2017. **Le Niger est l'un des principaux pays bénéficiaires du Fonds d'urgence d'1,8 milliard d'euros lancé en novembre 2015 par la Commission européenne** et destiné à rétablir la stabilité dans cette région et à mieux gérer les migrations.

L'alternative économique comme solution ?

La législation nigérienne adoptée sous la pression de l'UE a, semble-t-il, réduit les velléités de départ des aspirants à l'émigration et affaibli l'économie locale créée par ces trafics. Elle n'a cependant **pas empêché la poursuite des trafics, les passeurs n'hésitant pas à emprunter des routes secondaires et à proposer des tarifs à la hausse.**

Alors que le Niger fait face à de nombreux défis internes, notamment la reconversion des anciens passeurs et l'amélioration des perspectives d'emploi et des conditions de vie des populations locales, l'accueil de [populations victimes de traite des êtres humains en Libye](#) constitue une problématique migratoire supplémentaire pour le pays.

L'ESSENTIEL SUR L'IMMIGRATION AU NIGER

SITUATION	DONNÉES	IDÉES-CLÉS
 Afrique - Niger	2012 Lancement mission EUCAP Sahel Niger	 Collaboration avec l'union européenne
 Relations UE - Afrique	1,8Mrd Fonds d'urgence de la commission européenne	 Fragilisation de l'économie locale
	2018 Conférence de Niamey	 Niger sévère avec les passeurs

LES-YEUX-DU-MONDE.FR

Les migrations chinoises en Extrême-Orient russe

Thomas CIBOULET

*La Chine connaît une pression démographique importante. En parallèle de la politique d'enfant unique, Pékin favorise l'**émigration** pour y faire face. Actuellement, un des foyers d'immigration chinoise est le Dongbei (littéralement, « nord-est », provinces de Heilongjiang, Jilin et Liaoning), dont la population atteint 110 millions d'habitants. Une partie des migrants du Dongbei a pour destination la Russie, en particulier le District Fédéral d'Extrême-Orient (DFEO), un des 8 districts fédéraux de Russie.*

Il est difficile d'avoir des chiffres précis, provenant des sources russes, pour apprécier ce phénomène. Le DFEO a connu depuis les années 1990 de **nombreux départs des populations slaves**, perdant un quart de sa population depuis 1991. Bien que son territoire s'étende sur plus de 6 millions de km² (presque deux fois l'Inde), sa population est estimée entre **6 et 7 millions d'habitants**. Il est également difficile d'établir le nombre de Chinois présents en Russie : les chiffres officiels en recensent seulement 29 000 sur tout le territoire. D'autres estimations – plus réalistes – montent à 500 000 ; certaines plus fantaisistes et alarmistes indiquent des millions de chinois en Russie. Le nombre d'entre eux présents dans le DFEO n'est pas connu.

L'Extrême-Orient russe est riche en minerais et en bois (estimé à 1800 tonnes d'or, et 14 600 tonnes d'argent à extraire). Une partie des territoires de la région était sous domination chinoise avant le [traité inégal d'Aigun en 1858](#) : la ville de Vladivostok, première ville régionale en population, était en effet une ville chinoise sous la dynastie Qing appelée Haishenwai. Aujourd'hui, Moscou craint des revendications territoriales de la Chine sur cette région, et s'inquiète d'une sinisation sous la pression démographique.

Par ailleurs la Chine investit énormément dans la région : [un contrat de 400 milliards de dollars a été signé entre Gazprom et China National Petroleum Company](#) en 2014 pour exporter le gaz du DFEO. L'orient russe, assez peu développé, tend à être de plus en plus dépendant à l'égard de la Chine. Avec les investissements, les travailleurs chinois peuvent même s'installer durablement, le contrat entre Gazprom et CNPC étant signé pour une durée de trente ans.

Il semble toutefois exagéré de penser que les migrations chinoises vont bousculer la démographie dans le DFEO pour en faire une région chinoise. Ces craintes rappellent celles du **péril jaune**, quand l'Europe craignait dès le 19^{ème} siècle que des hordes d'asiatiques envahissent le vieux continent. Ce mythe s'est d'ailleurs largement consolidé après [la victoire du Japon contre la Russie en 1905](#) ou lors des

tensions sino-soviétiques de 1969. Dans l'imaginaire russe, [l'Asie reste donc une source de menaces](#).

L'ESSENTIEL SUR LA MIGRATION CHINOISE

SITUATION	DONNÉES	IDÉES-CLÉS
 Dongbei Chinois	 6,8M Habitants en DFEO	 Péril Jaune
 District fédéral d'Extrême Orient	 500K Chinois en Russie	 Migrations slaves et chinoises
 Migrations chinoises	 110M Habitants en Chine du nord-est	

LES-YEUX-DU-MONDE.FR

Deuxième thématique : L'Environnement

Comme l'a souligné Jacques Vernier, l'Homme a longtemps cru que la nature parviendrait à « digérer » ses agressions multiples¹¹. Il est vrai que grâce à des découvertes scientifiques les « méfaits du progrès » sont parfois atténués. Cependant, telle une machine lancée à pleine vitesse, le monde s'est emballé. Ceci explique pourquoi **l'environnement** s'est imposé comme une **problématique majeure au sein des relations internationales depuis les années 1970**.

Le **changement climatique**, et plus particulièrement ses conséquences, sont en effet l'un des plus grands défis auxquels le monde est aujourd'hui confronté. Il s'agit d'un véritable enjeu du fait des répercussions potentielles qu'il aura, et qu'il a déjà sur nos sociétés, mais également du fait de la **coopération internationale qui doit être mise en place pour y répondre**.

La majeure partie des problèmes environnementaux **dépassent le cadre étatique**. Ils sont en général causés par des **externalités**, c'est-à-dire par des « *conséquences non assumées des activités économiques*¹² ». Ces conséquences ne se limitent pas à des frontières, et sont donc globalisées. Cela signifie que les États, au travers d'organisations internationales ou régionales, doivent négocier, et parvenir à s'entendre pour mettre au point des plans, pour trouver des solutions.

Des solutions sont nécessaires, car les prévisions alarmantes s'accroissent : selon l'ONU, il y aura 250 millions de réfugiés climatiques dans le monde en 2050 ; la montée des eaux s'accélère et pourrait grimper de 65 centimètres d'ici la fin du siècle ; le consortium scientifique *Global Carbon Project* (GCP) a annoncé que les **émissions de CO2 avaient augmenté en 2017** par rapport à 2016 (+2%)...

En somme, il est nécessaire de renforcer l'accord obtenu lors de la COP21 à Paris en 2015, et de faire en sorte que tous les États signataires respectent leurs engagements. Lorsque Donald Trump avait annoncé le retrait des États-Unis, le scientifique **Stephen Hawking** avait déclaré que ce genre de politique pouvait entraîner la Terre vers un « **point de non retour** ».

¹¹ Jacques Vernier, *L'Environnement*, PUF, Que sais-je ?, 2011.

¹² François Gemenne, *L'Enjeu mondial. L'environnement*, Presses de Sciences Po, 2015.

L'ENVIRONNEMENT

IDÉES-CLÉS



Coopération
internationale



Dérives
économiques
(les « externalités »)

QUELQUES CHIFFRES

250M

Réfugiés climatiques
(en 2050)

+ 2%

Augmentation des
émissions de CO2 dans
le monde
(entre 2016 & 2017)

Le Citarum, fleuve le plus pollué du monde

Sophie GUILLERMIN-GOLET

*Le Citarum, qui parcourt près de **300 kilomètres**, est le **plus long fleuve de l'île de Java (Indonésie)**. Son bassin couvre 12 000 km². Il joue un rôle essentiel pour les habitants de la région car il est une source d'énergie, de nourriture, et d'eau. Loin des images verdoyantes de carte postale propres à l'Indonésie, le Citarum a été baptisé « **fleuve le plus pollué du monde** » par la Banque mondiale il y a une dizaine d'années.*

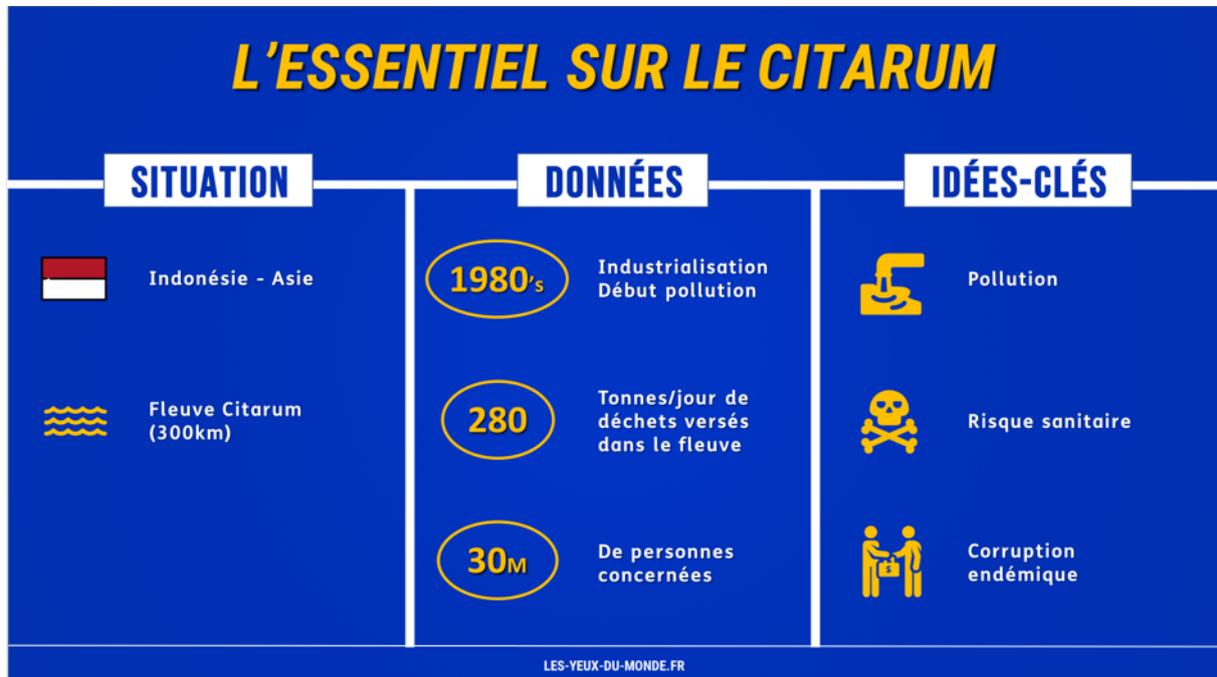
Dans les années 1980, une importante zone industrielle s'est développée autour de la ville de **Majalaya**. De nombreuses usines de textile s'y sont installées. Aujourd'hui, on estime qu'il y en aurait près de 2000 concentrées dans la région. Ce développement économique rapide a été évidemment bénéfique pour la région car il a été créateur d'emplois. Il y a malheureusement eu un revers à la médaille : **l'industrialisation non maîtrisée, a été accompagnée d'une soudaine urbanisation.**

Petit à petit, des **usines de textile ont alors commencé à déverser leurs déchets toxiques dans le fleuve**. Ceci explique pourquoi le taux de plomb observé dans le Citarum peut être jusqu'à 1000 fois supérieur au niveau recommandé. En outre, à cause de lacunes en infrastructures dans le domaine de la gestion des déchets, beaucoup d'Indonésiens ont pris l'habitude de jeter leurs déchets quotidiens dans le fleuve. Par conséquent, les eaux du Citarum, ainsi que l'atmosphère de la région, sont fortement polluées. Cette pollution représente un **véritable risque sanitaire** pour les habitants de la région. Environ 30 millions de personnes dépendent du Citarum pour irriguer leurs cultures, ou tout simplement pour s'alimenter. La grande majorité d'entre elles développent des **maladies de la peau**, ou encore des **infections respiratoires** du fait de l'inhalation de polluants.

En début d'année, Jakarta a annoncé un nouveau projet. **Le but est de rendre l'eau du fleuve potable d'ici 2025.** Le gouvernement a déjà chargé la police, l'armée et la justice, de s'occuper des entreprises qui ne respectent pas la loi. Malgré cette nouvelle impulsion, beaucoup pensent qu'il s'agit d'une mission impossible, et que l'écosystème du Citarum est perdu. En outre, la **corruption endémique** caractérisant l'Indonésie va probablement freiner toute amélioration. Il est probable que des **entreprises parviennent à monnayer le droit de polluer le fleuve.**

Il ne s'agit pas du premier plan mis en place pour « sauver » le Citarum. En **2008** déjà, la Banque asiatique de développement, avait accordé à l'Indonésie **un prêt de 500 millions de dollars** pour soutenir un programme gouvernemental visant à

nettoyer les eaux du fleuve. Tout laisse à penser que ce projet n'a pas été concluant.



La question du genre et de l'environnement

Isabelle KEMMEL

*Tous les pays ne sont pas égaux face au changement climatique et aux catastrophes environnementales. Les femmes et les hommes non plus. Dans [les sociétés les plus touchées par le changement climatique](#), les femmes y sont d'autant plus vulnérables. Elles **représentent en effet la majorité de la population vivant sous le seuil de pauvreté. Leurs moyens de subsistances sont généralement liés aux ressources naturelles directement affectées par le changement climatique, et leurs possibilités de décision sont souvent limitées.***

Les femmes, premières touchées par les changements climatiques

Selon l'ONU, les femmes représentent les **deux tiers des agriculteurs dans les pays en voie de développement**. Or, peu d'entre elles ont accès à la propriété terrienne ou aux sources de micro-financement. En outre, elles participent rarement aux prises de décisions.

Dans les sociétés où les femmes endossent la responsabilité du foyer, les changements climatiques sont lourds de conséquences. La recherche d'eau ou de bois de chauffage est directement affectée par la sécheresse ou les inondations. Le surplus de temps consacré à la recherche de moyens de subsistance se fait au détriment de l'éducation ou d'activités rémunératrices. En ayant la responsabilité du foyer, les **femmes sont également plus durement touchées par le manque de nourriture disponible.**

Plus les femmes doivent parcourir de kilomètres pour trouver des moyens de subsistance, plus elles sont **vulnérables aux agressions**. Les migrations provoquées par les [changements climatiques](#) les mettent également dans des positions de vulnérabilité. Enfin, en cas de catastrophe naturelle, les femmes sont surreprésentées parmi les victimes. **Elles font face à un taux de mortalité cinq fois supérieur à celui des hommes.**

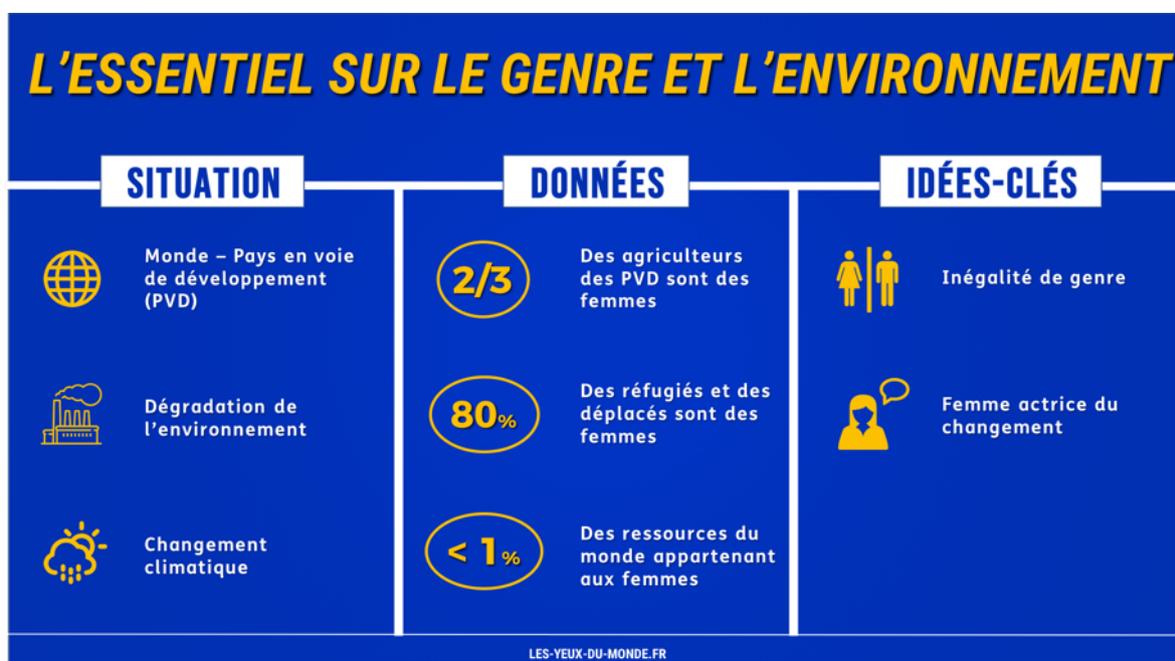
Les femmes, vecteurs du changement en faveur de l'environnement

Si les femmes sont les plus durement touchées, **elles ont une conscience fine des enjeux liés à l'environnement**. Elles sont des actrices directes du changement au niveau local et communautaire. Leur donner des capacités de financement, ou les inclure dans les prises de décision, permet de créer un véritable levier en faveur de l'environnement. Elles ont, par exemple, un impact sur la production agricole, l'utilisation de foyers ou le tri des déchets. Wangari Maathai, récipiendaire du prix Nobel pour la paix en 2004, était parvenue à développer une approche holistique

mêlant environnement, droits humains, gouvernance et émancipation des femmes. Avec son mouvement *Green Belt*, elle avait encouragé les femmes à planter des arbres pour lutter contre la déforestation et l'érosion des sols.

Les ONG et les organisations internationales intègrent aujourd'hui la question du genre dans l'élaboration de leurs projets, pour une reconstruction plus rapide, une protection accrue et une meilleure résilience face aux crises. La division sexuelle du travail et les différences de vulnérabilités et de responsabilités rendent l'approche genrée indispensable.

Pour aller plus loin : [Rapport sur les femmes et le changement climatique, Commission des droits de la femme et de l'égalité des genres, Parlement européen, 9 mars 2012](#)



Le Conseil mondial de l'eau et son forum

Hugo CARRIE

*Le 8ème Forum Mondial de l'eau vient de s'achever à **Brasilia**. Organisé tous les trois ans par le Conseil mondial de l'eau, cet événement vise à stimuler la coopération entre toutes les parties à propos des enjeux majeurs liés à « **l'or bleu** ».*

Aujourd'hui, 1,3 milliards d'individus n'ont pas accès à l'eau potable, et plus de **3 milliards seront confrontés au stress hydrique d'ici 2050**. Des problématiques de qualité et de quantité font donc de l'eau une ressource fondamentale rare, pouvant attiser les [conflits](#).

Dès lors, ce forum – intitulé « *Sharing Water* » – s'impose comme un **lieu incontournable de la gouvernance mondiale**. Depuis sa première édition à Marrakech en 1997, il constitue une plateforme de discussion privilégiée entre États, entreprises, organisations non gouvernementales (ONG) et organisations internationales. L'édition 2018, sponsorisée par Petrobras, rassemble au sein de groupes de travaux thématiques des ministres américains et européens, des membres de WWF ainsi que des représentants de la Banque africaine de développement ou de l'[Unesco](#). Par conséquent, le Forum doit relever le défi de **concilier les intérêts parfois divergents de multiples acteurs**.

Ce forum a toujours lieu sur un continent, ou du moins dans une région différente (La Haye, Japon, Mexico, Istanbul, Marseille, Daegu, etc.). Les précédentes éditions ont favorisé la réflexion concernant des thématiques globales, telles que la pollution, la planification urbaine ou le réchauffement climatique. Cependant, **l'objectif est avant tout de promouvoir la coopération régionale** autour d'actions concrètes. A cet égard, une consultation populaire appelée « **Towards Brasilia** » a été pour la première fois proposée en Amérique latine. Elle doit permettre de collecter des **cas concrets à résoudre**, et d'impliquer la communauté internationale.

Enfin, le Conseil mondial de l'eau, créé en 1996 et basé à Marseille, illustre [la voix que la France veut faire porter au sein de la mondialisation](#). Celle-ci met à l'honneur la concertation de tous les maillons de la chaîne d'action à propos de biens communs de l'humanité. Le conseil apparaît ainsi comme **un instrument du [Soft Power français](#)**, appuyant sa conception des relations internationales.

L'ESSENTIEL SUR LE CONSEIL MONDIAL DE L'EAU

SITUATION



Actuellement, 8^e
édition à Brasilia
(accroche)



De potentiels
conflits à venir



Besoin de
coopération

DONNEES

1,3 Md

d'individus privés
d'eau potable

3 Md

Confrontés au
stress hydrique en
2050

1996

Création du
Conseil Mondial
de l'eau

IDÉES-CLÉS



Lieu de Gouvernance
Mondiale



Trouver des solutions aux
enjeux liés à l'or bleu



Vecteur du Soft
Power « à la
française »

LES-YEUX-DU-MONDE.FR

L'exploitation des ressources en ZEE - le cas de la Polynésie française

Geoffroi DE REBOUL

*Onze millions de kilomètres carrés de **ZEE** et autant de ressources aujourd'hui peu exploitées. La France-archipel qui se dessine en bleu sur nos planisphères laisse entrevoir des promesses que nous sommes encore bien en peine de concrétiser. La situation dans le Pacifique Sud, autour de la ZEE de Polynésie française, témoigne du double défi de la protection et de l'exploitation de ces ressources.*

Thoniers industriels contre pirogues traditionnelles en Polynésie française

Février 2018, une vague de protestation inhabituelle monte des Iles Marquises. Cause de cette grogne, la volonté du gouvernement de Papeete d'ouvrir aux flottilles industrielles l'exploitation des eaux poissonneuses baignant le rivage de ces îles. Jusque-là uniquement exploitées de façon semi-artisanale par les pêcheurs locaux, ceux-ci se verront désormais concurrencés par des flottilles industrielles, déployées depuis Tahiti, armées par des équipages majoritairement étrangers et financés par une société américaine. Très concrètement, 72 thoniers et 5 navires usines seront déployés à l'horizon 2020 au large des côtes de l'archipel marquisien. Ils se joindront aux flottilles de pêches asiatiques qui, de façon illégale, exercent une forte pression aux abords de la ZEE française du Pacifique Sud, posant ainsi de façon prégnante la **question de la protection de nos ressources halieutiques**.

Le double défi de la protection des ressources halieutiques et de l'exploitation des richesses

Latitudes budgétaires le permettant, l'état de l'art repose sur la stricte suffisance. Trois patrouilleurs, deux frégates de surveillance et deux avions de patrouille maritime croisent dans les eaux du Pacifique Sud. Le bilan est mince à l'aune des 5 millions de kilomètres carrés de ZEE à surveiller. Il permet néanmoins d'affirmer auprès des populations locales le soutien de la métropole et maintient une saine pression sur les flottilles de pêches sans licence, tentées par les richesses de notre zone exclusive. La participation, accrue ces dernières années, à des organisations régionales de gestion des ressources halieutiques et l'utilisation future de nouvelles technologies (ressources satellites, emploi de drones de surveillance) permettront de dessiner le visage d'une **politique de surveillance maritime crédible**.

Le défi réside tout autant dans nos capacités à **exploiter de façon rentable mais raisonnée** les richesses présentes dans nos eaux ; **ce défi est bien souvent**

technologique, les techniques d'extraction de minerai (nodules polymétalliques par exemple) nécessitant une maîtrise technique encore en cours d'expérimentation.

Afin que « *les larmes de nos souverains n'aient plus le goût salé de la mer qu'ils ont oubliée* » (Richelieu), il convient de conjuguer ces deux impératifs de **protection** et d'**exploitation** de nos ressources, en dégagant ainsi les lignes fortes d'une « économie de la mer » à la hauteur de nos 11 millions de kilomètres carrés de ZEE.



Le Tibet, château d'eau de l'Asie

Thomas CIBOULET

Le Tibet est une zone stratégique en Asie : plateau situé au cœur de l'Himalaya, de nombreux fleuves y prennent leur source. Parmi eux se trouvent l'Indus, le Brahmapoutre, le Yangtzé, le Fleuve Jaune, le Mékong et la Salween, autrement dit, les principaux fleuves qui alimentent le nord du sud-continent indien, l'Asie du sud-est et la Chine. Le spécialiste Claude B. Levenson qualifie ainsi le Tibet de « [château d'eau de l'Asie](#) ».

Afin de favoriser le développement économique, d'éviter les sécheresses ou de profiter de l'énergie hydro-électrique, Pékin a pris l'habitude de construire des barrages sur ses principaux fleuves. L'un des plus connus est le barrage des trois gorges sur le Yangtzé, dans la province de Hubei, construit entre 2006 et 2009. Un autre projet est prévu pour le [Mékong](#) dans la province méridionale du Yunnan. La Chine, depuis le XII^{ème} plan quinquennal (2011-2015), veut augmenter l'utilisation d'[énergies vertes](#) et la construction de [barrages hydro-électriques](#). Ce plan met également l'accent sur le développement des régions de l'ouest, notamment le Xizang, région autonome tibétaine bien moins développée que le reste du pays. Pékin prévoit d'y construire la plus grande centrale hydraulique, la centrale Suwalong, dans le xian de Qamdo.

Cette situation n'est pas sans poser différents problèmes : la Chine, qui domine actuellement la région tibétaine, a ainsi la mainmise à la source de chacun des fleuves cités. Une fois les barrages construits, Pékin aura la capacité de contrôler débit de fleuves irriguant le Bangladesh, le nord de l'Inde, la Birmanie, le Vietnam, le Laos et le Cambodge. Dans le cadre de [rivalités régionales](#), c'est avant tout l'Inde qui s'inquiète des constructions de barrages sur le Brahmapoutre, déjà commencées, qui pourraient permettre d'assécher ou d'inonder l'Inde et le Bangladesh. En 2000 déjà, les régions de Himachal Pradesh et Anurachal Pradesh en Inde du Nord ont subi des inondations venues de l'Himalaya. Il aura fallu six ans pour que l'Inde obtienne une explication de la Chine, qui construisait alors un barrage sur le Sutlej, rivière tibéto-indo-pakistanaise.

La rivalité sino-indienne sur la question du Tibet se comprend mieux au vue des intérêts hydrauliques régionaux. Le manque de coopération et les rivalités régionales sont de potentielles sources de catastrophes naturelles entre l'Inde et la Chine aujourd'hui, mais également avec d'autres pays comme le Vietnam. Le contrôle du Tibet et de ses sources fluviales est donc un important facteur de tensions pour toute l'Asie orientale.

L'ESSENTIEL SUR L'EAU AU TIBET

SITUATION



Chine



Tibet - Province de Xizang

DONNÉES

20%

De l'électricité chinoise de source hydro-électrique

28^{ème}

Rang PIB/hab du Tibet parmi les 31 provinces chinoises

2,77
Mrds

Coût de la centrale Suwalong (Tibet)

IDÉES-CLÉS



Château d'eau de l'Asie

GFBiochemicals, l'innovation durable pour tourner la page du pétrole

Hugo CARRIE

*Première entreprise à produire des **substituts durables au pétrole à l'échelle industrielle**, GFBiochemicals a récemment fait la une des journaux. En effet, El Pais a affirmé à tort en mars qu'elle faisait de son co-fondateur, **Mathieu Flamini** – footballeur français jouant à Getafe, en Espagne – « le joueur le plus riche au monde ». Si le savoir faire de l'entreprise italienne a fait l'objet des estimations les plus exagérées, il relève tout de même d'une technologie à fort potentiel.*

GFBiochemicals a été fondée en 2008, alors que le cours du pétrole atteignait son [record historique](#), à près de 130\$ le baril. [Sa technologie](#) a pour but d'obtenir de l'**acide lévulinique à partir de la biomasse de déchets agricoles**. Cette molécule peut en réalité être utilisée pour créer des pesticides, du parfum, des solvants, du plastique ou encore dans l'industrie pharmaceutique. Selon Mathieu Flamini, elle pourrait « *remplacer le pétrole sous toutes ses formes* ».

Pour l'heure, en ce qui concerne les carburants, les biocarburants de 1ere génération, issus des produits alimentaires (soja, colza, betterave, etc.) prédominent comme substituts au pétrole. [Les Etats Unis](#) et [le Brésil](#) en dominent la production (44% et 22% en 2016), très loin devant l'Allemagne (3e avec 4%). Dès lors, l'Europe a tout intérêt à compenser son retard en investissant dans la seconde génération des biocarburants, qui cherche à utiliser des déchets végétaux (bois, paille, etc.). Contrairement aux agro-carburants de la 1ere génération, elle s'appuie sur une matière première abondante, qui **n'entre pas en contradiction avec la logique alimentaire**. GFBiochemicals table par conséquent sur l'émergence d'un marché à très fort potentiel, puisque la 3e génération (les algo-carburants) tarde à se concrétiser. L'autre co-fondateur, Pasquale Granata, annonce vouloir multiplier par 5 sa production annuelle d'ici 2019, tout en proposant des prix quatre fois moins chers que les formules existantes.

Il défend d'autre part son projet comme un **fer de lance pour le développement du sud de l'Italie**. Basée à Caserta (Campania en Italie) dans [une région où le chômage touche 22% de la population active](#), la firme entend capitaliser sur la **bio-économie** pour revitaliser les régions agricoles sud-italiennes. L'entreprise compte donc sur son cofondateur Mathieu Flamini, ambassadeur de luxe, pour convaincre à l'échelle européenne de la révolution qu'elle amorce. Ce dernier multiplie déjà les apparitions lors des sommets de l'Union autour de la bio-économie dans le but d'en faire une composante fondamentale de la politique d'innovation durable désormais inhérente au projet européen.

L'ESSENTIEL SUR GFBIOCHEMICALS

SITUATION



Raréfaction du pétrole



Etats-Unis et Brésil prépondérants dans les biocarburants



Mathieu Flamini comme Ambassadeur

DONNEES

2008

Fondation de GFBiochemicals en Italie

30 Md

Valorisation en 2018

x5

Production d'ici 2019

IDEES-CLES



Marché émergent des substituts au pétrole



Bio-économie pour développer l'Italie du Sud



Enjeu de l'innovation durable au cœur du projet de l'UE

LES-YEUX-DU-MONDE.FR

Troisième thématique : le Soft Power

La puissance douce (soft power) a été théorisée par l'Américain Joseph Nye en 1990. Dans un article puis dans un livre¹³ publiés la même l'année, il formule, avec une clarté sans précédent, **un aspect de la puissance qui a toujours existé.** Selon lui, la puissance ne peut être considérée comme la seule faculté à contraindre les autres à adopter une conduite conforme à nos intérêts, mais peut aussi consister à le leur faire désirer. Pour être puissant il ne suffit pas d'être craint, mais aussi d'être influent, admiré et imité.

Cette conception de la puissance va **à l'encontre des théories déclinistes**, portées par Paul Kennedy et Samuel Huntington, et s'inspire de la notion d'hégémonie culturelle du penseur communiste Antonio Gramsci, développée dans ses carnets de prison plusieurs décennies plus tôt. Les premiers considèrent qu'un empire est forcément voué à l'effondrement car il finira toujours par couler sous son propre poids, alors que Joseph Nye observe **une mutation de la puissance à la fin du XXe siècle.**

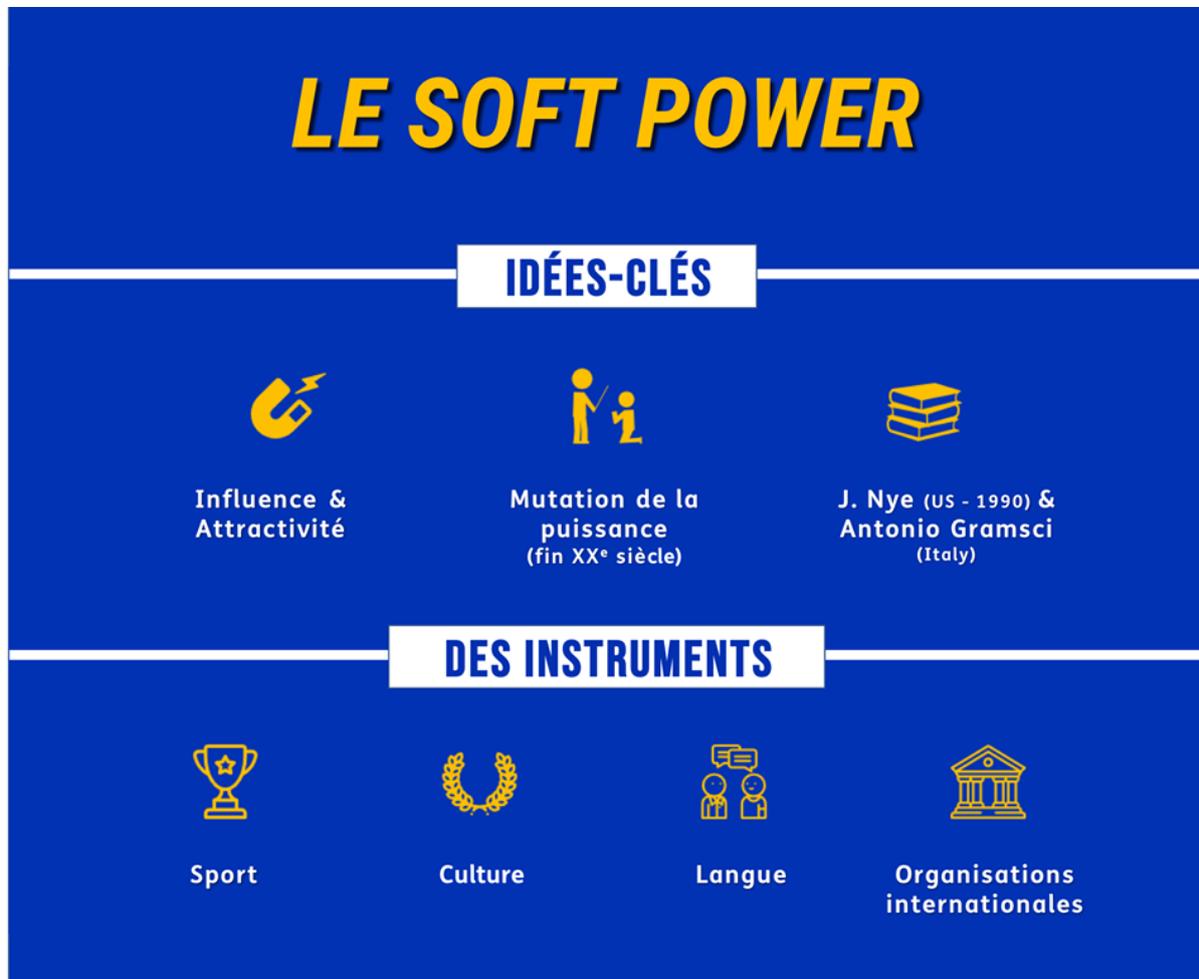
Selon lui, la puissance est moins « fongible », c'est à dire qu'elle n'est plus aussi facilement transformable en influence que par le passé ; moins « coercitive », l'usage de la force étant moins admis que par le passé et les économies étant devenues interdépendantes ; et enfin moins « tangible », c'est à dire moins facilement quantifiable. La puissance c'est désormais aussi « la cohésion nationale, l'universalité de la culture et les institutions internationales ».

Aujourd'hui cette théorie est **largement admise par les dirigeants et analystes du monde entier** et l'influence fait partie intégrante des stratégies de puissance des plus grands États. Celle-ci peut s'exprimer à travers la culture ([Hollywood aux Etats-Unis](#), les telenovelas brésiliennes), la langue (British Council, [Organisation internationale de la Francophonie](#), Institut Confucius pour la Chine), la présence et la capacité d'influence au sein des organisations internationales (droit de veto au [Conseil de Sécurité des Nations unies](#), part du capital de la Banque mondiale ou du [Fonds Monétaire International](#)), le sport ([organisation d'évènements internationaux](#)), etc.

Ainsi, tout État souhaitant se hisser aux premiers rangs des puissances internationales ne peut se contenter de parfaire sa « puissance dure » (*hard power*,

¹³ Joseph Nye, *Le leadership américain: quand les règles du jeu changent*, décembre 1992, Presse universitaire de Nancy

l'économie et le militaire), il doit également se rendre **attractif** et renvoyer une **image positive** de son pays sur la scène internationale.



Soft Power indien : l'influence zen du yoga

Jordi LAFON

Élu en 2014, le premier ministre indien Narendra Modi a immédiatement misé sur le soft power pour améliorer le statut de l'Inde sur la scène internationale. La « plus grande démocratie du monde » (en terme de population) étant la mère patrie du yoga, discipline pratiquée par des centaines de milliers de personnes à travers le monde, le thème autour duquel cette stratégie d'influence allait graviter était tout trouvé. Le yoga est donc devenue le fer de lance du soft power indien.

La campagne de Narendra Modi a tout d'abord consisté à prôner la **création de la journée internationale du yoga à l'ONU**. Résolution adoptée par l'Assemblée générale, la première journée internationale du yoga s'est tenue le **21 juin 2015** et a rassemblé des pratiquants dans 251 villes de 192 pays. Ensuite le **ministère de l'Ayush** a été créé, terme qui regroupe ayurveda (médecine traditionnelle), yoga, naturopathie et homéopathie, avec pour mandat de développer et promouvoir ces pratiques en soutenant l'éducation, la recherche et en créant des infrastructures. Sa mission consiste également à certifier et à accréditer des formateurs approuvés par le gouvernement indien. De plus, des **coopérations bilatérales dans le secteur de la médecine traditionnelle** ont été signées avec des pays comme la **Chine, la Malaisie, la Hongrie, et Trinité Tobago**. Plus récemment encore, une opération de communication a été menée au [forum économique de Davos](#) avec deux professeurs de yoga indien qui tenaient une classe journalière.

La culture yoga au service de l'industrie du bien-être

Alors que cette discipline avait connu une forte occidentalisation ces dernières années, sa promotion par le gouvernement indien renforce **l'influence culturelle du pays à travers le monde**, certes, mais c'est également une influence mise au service de l'économie. Le yoga renvoi directement à **l'industrie du « bien-être » qui était estimée à 80 milliards de dollars dans le monde** en 2015 et à 1,8 milliard de dollars en Inde en 2017. Le secteur connaît une importante croissance et pourrait générer 3 millions de postes dans le pays d'ici à 2020. L'enjeu est aussi d'attirer des investisseurs étrangers. **L'Inde est perçue comme l'un des pays les plus protectionnistes du monde**, mais son gouvernement n'a pas imposé de limites aux investissements directs étrangers (IDE) dans ce secteur. Cette stratégie n'est bien entendu pas exempte de critiques, la principale étant que la promotion, par le gouvernement central, du yoga, qui est une discipline issue de la religion hindouiste, pourrait créer des tensions dans un pays multiconfessionnel.

L'ESSENTIEL SUR LE YOGA INDIEN

SITUATION



Inde

2014



Election de Narendra Modi & création du Ministère Ayush

**21
Juin**

Journée internationale du Yoga

DONNÉES

80

Mrds

Montant en dollars de l'industrie du bien-être

3 M

Potentiel de création d'emploi d'ici à 2020

100%

Autorisation des IDE dans le secteur du bien-être

IDÉES-CLÉS



Soft power



Influence culturelle et économique

LES-YEUX-DU-MONDE.FR

Le « Hallyu », outil du soft power sud-coréen

Fabien HERBERT

*Si la question du soft power est traditionnellement associée aux grandes puissances, il est également un outil privilégié aujourd'hui des « moyennes puissances ». **La République de Corée située entre les mastodontes économiques japonais et chinois**, et menacée par la puissance nucléaire nord-coréenne, en est l'illustration. En effet, depuis les années 1990 Séoul ne cesse d'exporter ses produits culturels dans toute l'Asie et plus récemment dans le reste du monde. Les succès coréens sont nombreux, de la K-pop à la K-beauty en passant par les fameux « dramas ».*

Une « vague coréenne » en Asie

La « vague coréenne », connue aussi **sous la dénomination chinoise d'« Hallyu »**, a pour origine la crise économique de 1997. À la suite de cette période, le gouvernement sud-coréen décide de miser sur les technologies de l'information et l'industrie culturelle nationale. Un pari gagnant grâce notamment à **l'ouverture des marchés chinois à la même période, et à la libéralisation de l'audiovisuel sud-coréen**. D'abord importée par la Chine, puis par le Japon, la culture sud-coréenne s'étend sur le reste du continent au début des années 2000 : en Asie du Sud-Est, en Asie centrale et même jusqu'en Turquie ! En 2003 la balance commerciale de l'industrie TV sud-coréenne devient positive, et **en 2005 les exportations sont trois fois plus importantes que les importations de produits**.

Un succès diversifié

Aujourd'hui, la « vague coréenne » s'est largement mondialisée **à travers plusieurs « pôles » culturels**. Le premier est celui des « **dramas** », ces séries aux intrigues romantiques qui se déroulent **autour des hautes sphères de la société coréenne**. Il y a également la musique **K-pop** qui se caractérise par ces fameux mouvements de danse, comme le très célèbre lasso de « Gangnam style ». Enfin, autre vecteur de l'influence sud-coréenne, **la K-beauty**, qui est de plus en plus présente dans les boutiques de cosmétique occidentales, avec notamment ses masques en tissu.

Le phénomène *Hallyu* est donc un cas d'école pour présenter le développement du *soft power*. Pays en marge autrefois, **la Corée du Sud est devenue une référence en Asie et influence le reste du continent, dont la Chine et le Japon**. Autrefois plus limitée en Europe, l'influence sud-coréenne a, depuis quelques années, repris la place accordée au Japon et semble être aujourd'hui une locomotive de la diffusion culturelle asiatique. [À la manière du soft power hollywoodien, qui avait pour objectif de faire passer l'idée d'un « rêve américain », le « Hallyu » suit cet](#)

exemple et permet à la Corée du Sud de séduire le monde, et n'en déplaie a son voisin du nord, de s'imposer comme un modèle de référence en Asie.

L'ESSENTIEL SUR LE SOFT POWER CORÉEN

SITUATION	DONNÉES	IDÉES-CLÉS
 Corée du Sud	1997 Crise économique	 <i>Hallyu</i> , néologisme chinois qui désigne la vague coréenne
 Puissance moyenne	2005 Balance de l'industrie TV coréenne plus que positive (3x)	 Pôles culturels (dramas, K-pop, K-beauty)
		 Lutte d'influence en Asie

LES-YEUX-DU-MONDE.FR

Le soft power chinois, un discours international à rebours du modèle occidental

Axel CARROT

*Du 18 au 24 octobre 2017, se tenait le XIX^e Congrès du Parti communiste chinois, événement phare qui trace les grandes orientations politiques de la Chine. Ce fut l'occasion pour Xi Jinping de réaffirmer l'objectif du « rêve chinois », c'est-à-dire faire de la Chine la **première puissance mondiale**. Dans une course à la puissance visant à détrôner les États-Unis, le soft power est officiellement au **premier rang des préoccupations** depuis son inscription dans le 12^e plan quinquennal (2011-2015). Son originalité repose sur un discours international volontairement aux antipodes de celui apparenté à l'Occident.*

Puissance majeure, la Chine dispose d'un panel d'outils pour développer son influence et son attractivité à l'échelle internationale, à l'image des [Nouvelles routes de la Soie](#) ou des instituts Confucius. Cet ensemble est avant tout étayé par un discours politique, lequel s'adresse principalement aux **puissances émergentes ou en développement**. À l'opposé de ce qu'a pu refléter un certain comportement occidental, la Chine refuse explicitement toute idée d'une gouvernance mondiale dominée par un seul État, tout comme elle se dresse face à la prétention universelle des valeurs démocratiques et du régime libéral. À la suprématie occidentale en déclin, la Chine propose alors une alternative basée sur un **strict respect de la souveraineté**, sur la **non-ingérence** et sur l'émergence d'un **nouveau modèle de gouvernance internationale**.

Ce discours est particulièrement percutant vis-à-vis des États souhaitant se détacher de l'influence occidentale. Dans les faits, cela se concrétise par une approche plus pragmatique qu'idéologique. Exemple représentatif, à l'égard des pays africains ou sud-américains, contrairement aux États-Unis ou à l'Union européenne, **la Chine ne conditionne pas ses investissements économiques** à la réalisation d'efforts en matière de démocratie ou de droits de l'Homme. En se désintéressant des situations politiques intérieures, elle échappe, [en partie seulement](#), aux accusations néo-colonialistes ou impérialistes habituellement adressées aux puissances occidentales. Ce discours assure alors un terreau fertile à l'influence chinoise qui s'exprime à la fois économiquement et politiquement. La Chine est ainsi devenue le **premier partenaire commercial de l'Afrique**, mais également des **trois principales économies d'Amérique du Sud** (Brésil, Chili, Pérou). Par l'intermédiaire des **sommets sino-africains** (depuis 2000) ou du **Forum Chine-Amérique latine** (2015), Pékin est alors en mesure de récolter les fruits politiques de ses efforts, comme l'obtention de la non-reconnaissance de Taïwan.

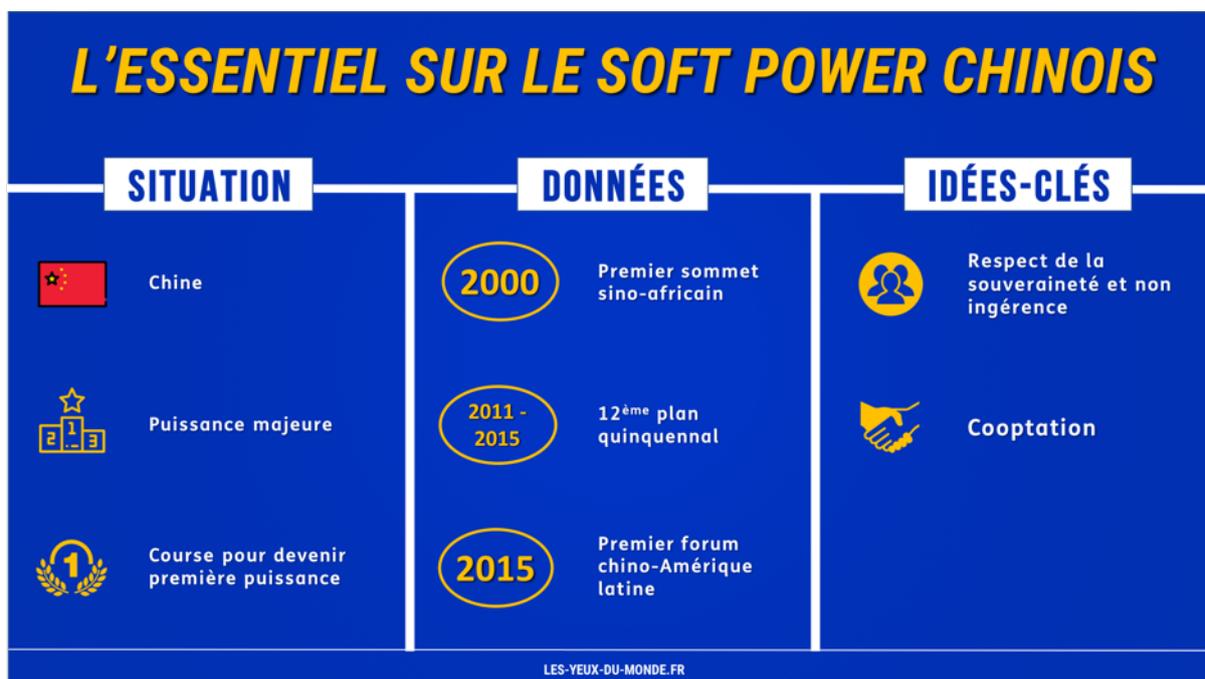
Le *soft power* chinois repose donc moins sur son rayonnement culturel que sur sa capacité à coopter des partenaires par la proposition d'une voie alternative par rapport à la référence occidentale. Autrement dit, peu importe que les populations rêvent américain, si les dirigeants rêvent chinois.

Pour aller plus loin

« Rêve chinois » : François Godement définit ce « rêve » comme le souhait pour les Chinois « *d'être les propriétaires absents du monde [...] En profiter [...] sans le gouverner. Il n'y a pas d'ambition globale dans la culture chinoise* ».

A lire dans : *Conflits*, « États-Unis/Chine, qui sera le premier ? », n°18, janvier-mars 2018.

« *Soft power* » : Concept popularisé par Joseph Nye, le *soft power* correspond à l'influence que peut avoir un acteur sur d'autres au sein du système international et sur la capacité à les « coopter » sans avoir recours à des moyens de coercition militaire ou économique (*hard power*). Par conséquent, le discours et l'image politiques d'un État rentrent pleinement dans son potentiel d'attractivité.



Le « *sharp power* » : soft power des régimes autoritaires ?

Hugo CARRIE

*Joseph Nye a théorisé les concept de « hard power » (la puissance par la contrainte) et de « soft power » (la puissance par la séduction) en 1990 dans son ouvrage Bound To Lead. Sa [grille de lecture](#) a ainsi été prédominante dans la description des relations géopolitiques après la Guerre froide. Elle pourrait aujourd'hui s'enrichir par l'ajout du « **sharp power** », utilisation dévoyée du [soft power](#) par les régimes autoritaires.*

Le *National Endowment for Democracy* (NED) a publié en novembre 2017 un rapport dénonçant la fonction « subversive et corrosive » des investissements russes et chinois à l'étranger pourtant présentés comme composante de la puissance douce. Cette fondation américaine met ainsi en garde les démocraties du monde contre la menace des régimes autoritaires. Ses travaux dénoncent **la manipulation de l'opinion sous-jacente** à la présence à l'étranger de ces deux figures de proues autoritaires.

Ce nouveau concept du « *sharp power* » s'observe de fait en Amérique Latine et en [Europe centrale](#) selon le rapport. Ses auteurs critiquent, par exemple, le rôle des agences liées au PCC en charge de la diplomatie chinoise en Amérique latine. Les instituts Confucius, les événements culturels dans le cadre de « *l'année des échanges culturels sino-latino américains* », les programmes d'échanges académiques et de formation des journalistes sont dénoncés pour leur rôle d'instruments de Pékin imposant une certaine vision – son consensus de Pékin (2). La Chine finance notamment des médias, des acteurs de la société civile et forme les élites locales. Malgré un discours dépolitisé promouvant la coopération culturelle, le dragon chinois espère en réalité empêcher toute critique de son modèle.

En revanche, le NED expose la volonté de désinformation russe dans son environnement proche. **Plutôt que de vouloir magnifier son image, Moscou choisit de ternir celle des démocraties.** Dès lors, les Russes attisent les feux de la discorde en Pologne et en Slovaquie, via notamment des articles de *Russia Today* publiés directement par des sites locaux. Grace à sa maîtrise du [cyberespace](#), la Russie peut également faire usage de son « *sharp power* » pour influencer insidieusement des élections ou des référendums.

Or, les démocraties sont en position de faiblesse dans ce conflit portant sur le champ des idées. Puisqu'elles se caractérisent par l'ouverture et le débat libre, elles ne peuvent se prémunir des idées répandues par les régimes autoritaires. En les censurant, elles connaîtraient une dérive anti-démocratique, telles qu'elles sont

justement pratiquées par la Chine ou la Russie (3). Par conséquent, le **NED présente le « sharp power » comme l’apanage des régimes autocratiques**. Rappelons toutefois que ce même institut, créé en 1983 par les Etats-Unis pour consacrer leur « soft power », n’a pas appliqué ce nouveau prisme géopolitique à la diplomatie américaine. Une telle analyse manque donc d’objectivité, et reste à nuancer.

L'ESSENTIEL SUR LE « SHARP POWER »

SITUATION	REFERENCES	IDÉES-CLÉS
 <p>Quête de reconnaissance de la Russie et de la Chine</p>	<p>1990 (1) <u>Bound To Lead</u>, Joseph Nye</p>	 <p>Manipulation et contrainte sous couvert d'échanges culturels</p>
 <p>Cyberespace et Mondialisation</p>	<p>2004 (2) <u>Le Consensus de Pékin</u>, Joshua Cooper Ramo</p>	 <p>Apanage des régimes autoritaires</p>
 <p>Vision binaire de la puissance : Hard (contrainte) ou Soft (séduction)</p>	<p>2016 (3) <u>The Rise of Illiberal Democracy</u>, Fareed Zakaria</p>	 <p>Nouveau défi pour les démocraties</p>

LES-YEUX-DU-MONDE.FR

Medellin, l'urbanisation sociale contre la violence

Isabelle KEMMEL

*La ville de Medellín, berceau du célèbre trafiquant de drogue Pablo Escobar, a connu un fort taux de criminalité et d'homicide dans les années 1980 et 1990. Elle avait même acquis le triste titre de **ville la plus violente du monde**. Une vingtaine d'années plus tard, pourtant, elle est élue **la plus innovante par le Wall Street Journal**.*

Face à la violence, une approche globale

Pendant [plus de 50 ans les autorités colombiennes ont dû faire face à de nombreux groupes paramilitaires](#) et cartels. Pour regagner le contrôle des territoires délaissés par les pouvoirs publics ou devenus inaccessibles aux autorités locales, le président colombien Alvaro Uribe a initié en **2002** une **politique de sécurité démocratique**, et en **2006** une **politique de consolidation de la sécurité démocratique**. La particularité de ces deux politiques réside dans le fait qu'elles mêlent l'approche sécuritaire avec une reconstruction sociale, entre le [hard power et le soft power](#). C'est ce qu'on appelle **l'approche globale** : elle prend en compte toutes les dimensions de la sécurité humaine telle que définie par le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) en 1994.

Un projet urbain intégré

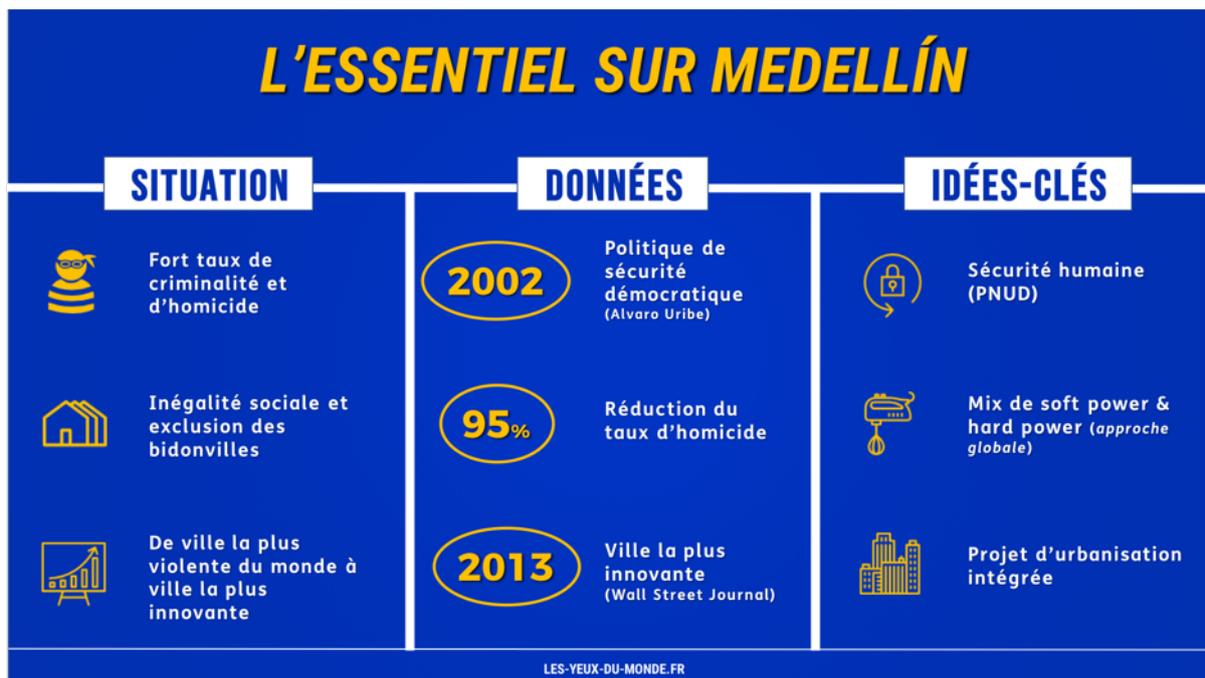
Parallèlement à ces deux politiques d'envergure nationale, les autorités locales de la ville de Medellín ont mis en place un projet urbain intégré. C'est-à-dire un projet qui prend en compte **les dimensions sociales, économiques et environnementales du développement urbain**. En plus du fort taux de violence, c'est une ville qui connaît des contraintes géographiques du fait de son emplacement sur une montagne et de sa forte densité de population. Il était donc nécessaire d'adopter une approche holistique et positive. Cela s'est traduit par un investissement dans les **infrastructures de transports publics, les structures éducatives et culturelles, les structures de santé et les espaces naturels aménagés**. Les premiers investissements ont ciblé les quartiers les plus pauvres, dans le but de **réduire les inégalités sociales** qui, selon l'ancien maire Sergio Fajardo, servaient de terreau fertile aux violences. En effet, de nombreux secteurs informels apparus suite à l'afflux de migrants venant des campagnes ou des zones de combat, ne bénéficiaient pas des infrastructures de base.

Un succès qui fait des émules

Depuis, le **taux d'homicide a été réduit de 95%** et le taux de pauvreté a également connu une diminution. Le travail d'intégration des quartiers pauvres et des habitants dans la vie urbaine effectué à Medellín est même devenu un **exemple à l'international**. Le Medellín Lab, notamment, est un projet soutenu par la Banque Mondiale et la Fondation Rockefeller qui vise à partager les principes de cette réussite. Il ne faut toutefois pas se reposer sur ses lauriers. La paix sociale à Medellín n'est pas encore consolidée. Les nouveaux groupes émergents, les Bacrim, pourraient bien la menacer.

Pour aller plus loin :

- López-Peláez, Juanita, et Luis Fernando González. « Marginalité et inclusion urbaine à Medellín (Colombie) : un regard historique à partir des instruments de planification », *Autrepart*, vol. 47, no. 3, 2008, pp. 187-207, disponible sur <https://www.cairn.info/revue-autrepart-2008-3-page-187.htm>
- Le concept de [sécurité humaine développé par le PNUD](#)



Lusophonie et *telenovelas* : un soft power brésilien efficace ?

Adrien VILLARD

*Moins actif sur la scène internationale que sous [la présidence de Lula](#), le Brésil n'en possède pas moins des atouts qui font du soft power brésilien l'un des plus présents dans le monde, et particulièrement en Afrique. Grâce à **la lusophonie**, communauté de langue portugaise, le Brésil s'adjoint un vaste espace d'influence potentielle. Cette influence est notamment accentuée par la diffusion dans ces pays de feuilletons télévisés, **les telenovelas**.*

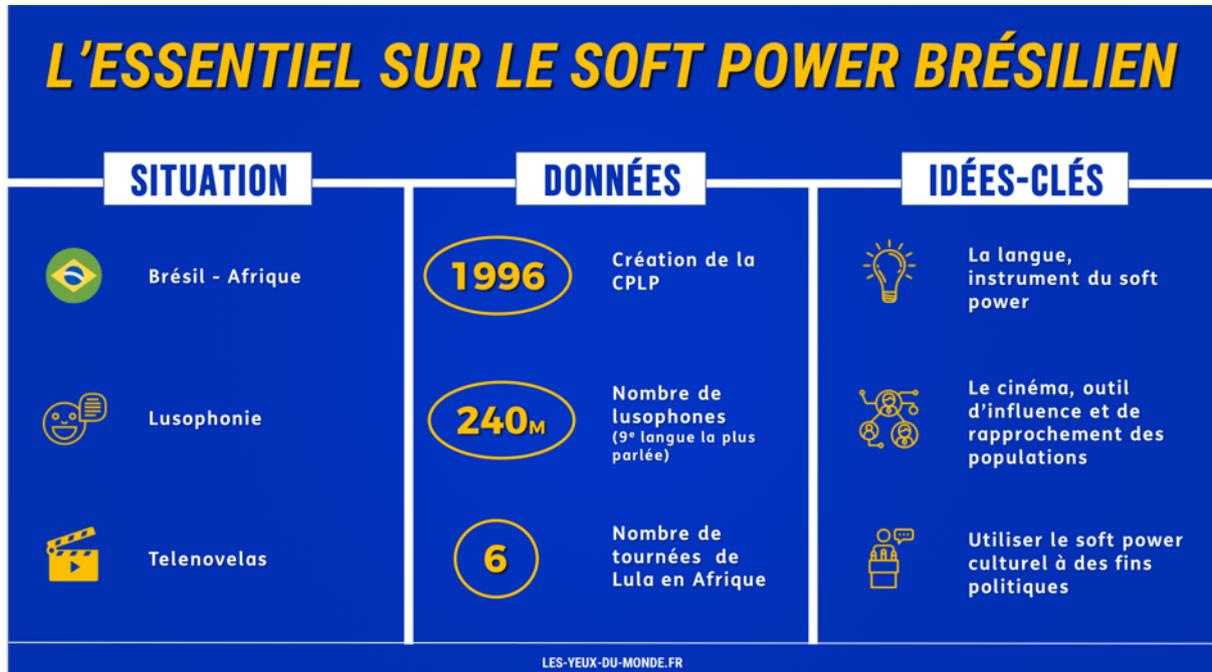
Fondée en 1996, la [Communauté des Pays de Langue Portugaise \(CPLP\)](#) rassemble les pays lusophones, dont la majeure partie se situe en **Afrique subsaharienne**, ce qui correspond à **240 millions de locuteurs** et en fait la neuvième langue la plus parlée au monde. Pays le plus peuplé et le plus riche de la CPLP, le Brésil y occupe une place de choix grâce aux efforts consentis par le gouvernement brésilien pour la promotion de sa culture.

L'existence d'une audience lusophone a permis le succès fulgurant des *telenovelas* à travers l'Afrique lusophone. Ces mélodrames télévisés sont diffusés par les grands médias brésiliens, comme **Globo** (253 *telenovelas* et 70 mini-séries entre 1965 et 2010). Ils sont ensuite repris par de nombreuses chaînes étrangères. En plus de créer une connivence entre le Brésil et les populations lusophones d'Afrique, ces *telenovelas* évoquent des thèmes tels que l'ascension sociale, la pauvreté, la violence, qui font mouche dans les pays en développement. Les *telenovelas* ont également réussi à s'implanter durablement en Afrique francophone, allant jusqu'à influencer sur les comportements quotidiens, les modes vestimentaires et les prénoms. Le Brésil a ainsi réussi à tirer parti des véhicules de la mondialisation pour promouvoir son modèle culturel.

User du soft power culturel à des fins politiques

Sous la présidence de Lula en particulier, le Brésil a cherché à mettre à profit cette influence. La proximité culturelle créée par les *telenovelas* et la lusophonie s'est accompagnée d'une mise en avant de **l'identité noire du Brésil**. Les *telenovelas* ont intégré davantage d'acteurs noirs et inséré des références religieuses et culturelles d'origine africaine (principalement de l'ethnie yoruba). Le Brésil possède en effet la deuxième population noire au monde derrière le Nigeria. La volonté de **transformer ce soft power culturel en pouvoir politique** s'est notamment manifestée à travers les **6 tournées de Lula sur le continent africain**. Toutefois, si l'influence culturelle brésilienne en Afrique est indéniable, son effet pour la puissance brésilienne sur la

scène internationale est encore limité. L'image du Brésil reste ternie par les scandales de corruption à répétition, les inégalités sociales criantes et la violence endémique. De plus, à l'étranger, les entreprises brésiliennes ([Odebrecht](#), Embraer, etc.) jouent un rôle plus importants pour forger la réputation du Brésil.



La « guerre de l'information » russe, une arme de déstabilisation

Marc-Henri SAILLARD

Depuis plusieurs années la Russie est accusée par l'Occident de mener des actions de désinformation. La lutte contre les [Fake news et les Troll](#) sur internet est un enjeu de société et un enjeu géopolitique. A l'heure des réseaux sociaux, des groupes de hackers proches du Kremlin sont accusés d'influencer l'opinion publique en occident, comme lors du vote sur le Brexit ou lors des élections américaines.

La **guerre de l'information** peut se définir comme : *l'ensemble des méthodes et actions visant à manipuler et influencer (notamment la désinformation et la subversion) l'opinion de l'adversaire par la propagation organisée et contrôlée d'une diversité de messages dont le contenu est destiné à servir la stratégie de son propre camp.*

La « guerre » de l'information russe est le fruit de divers facteurs. Tout d'abord la **chute de l'empire soviétique** en 1991 qui a engendré une perte de leadership dans sa sphère d'influence traditionnelle. Vladimir Poutine, depuis son accession au pouvoir en 2000, cherche à restaurer la puissance russe et à faire oublier les années chaotiques de Boris Eltsine.

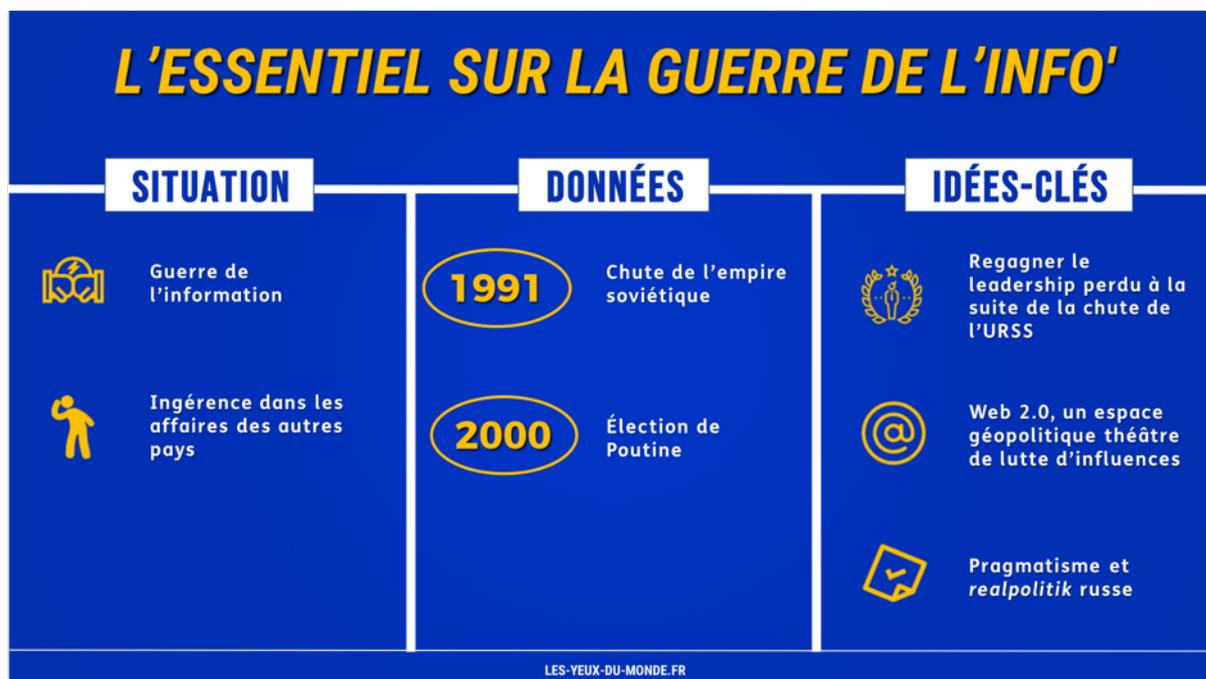
À cela s'est ajouté **l'essor du Web 2.0** qui a permis de faire d'Internet le plus vaste réseau de communication et d'information au monde devenant de fait un espace géopolitique à part entière soumis à des luttes d'influences et à des [attaques cybernétiques](#) entre puissances rivales.

De fait la « guerre de l'information » que livre la Russie à l'Occident relève d'une stratégie visant à **utiliser le [soft power](#) des réseaux de l'information pour déstabiliser ses adversaires via des techniques de subversions**. L'Occident n'a pas tenu ses promesses vis à vis de la Russie dans les années 1990. Se sentant agressée, la Russie a développé un discours nationaliste vantant une puissance militaire retrouvée, un État fort et une vision géopolitique basée sur le pragmatisme et la [realpolitik](#), à l'inverse de l'Europe occidentale. Toutefois ces assauts soudent l'Europe et le monde occidental, qui cherchent à parler d'une seule voix face à une Russie perçue comme agressive par ces proches voisins européens. En outre, l'Occident a mené plusieurs guerres : au Kosovo en 1999, en Irak en 2003 et en Libye en 2011, sans l'aval du Conseil de Sécurité de l'ONU et donc en outrepassant les vetos russes sur ces crises, ce qui a engendré des frictions.

Cette « guerre de l'information » passe par la mise en place d'équipes de hackers et trolls indépendants ayant des liens avec le Kremlin *via* des pionniers de l'internet

russe comme Konstantin Rykov. Concernant les 80 médias russophones opérant à l'étranger, la chaîne d'information *Russia Today* et le journal en ligne *Sputnik* sont les deux plus connus. Ils sont très présents sur les réseaux sociaux et réunissent déjà 2,5 millions de visiteurs par mois en France en 2016. Dans cette «guerre», la Russie vise l'Union Européenne, l'Europe, et les États-Unis. Ces derniers accusent la Russie d'avoir mené des actions de désinformation sur les réseaux sociaux et sur des sites d'information durant la campagne électorale américaine.

A travers ces actions, la Russie **renforce sa stature de puissance mondiale** et cherche à retrouver sa position de leader dans son environnement proche. La «guerre de l'information», le *soft power*, couplé aux opérations militaires extérieures russes en Syrie, le *hard power*, sont intimement liés et visent à déstabiliser un Occident en perte de repère et soumis à de fortes pressions géopolitiques. économique mutuel pourrait faire de l'ombre aux ambitions russes sur la région.



Quatrième thématique : Technologie et Mondialisation

Le déclin et la survie des civilisations ont souvent été corrélés à travers la maîtrise du progrès technique. Aujourd'hui plus que jamais, les échanges mondialisés reposent sur la technologie. Quiconque voudrait s'en passer se trouverait démunie face à la rapidité, voire l'instantanéité de communication qu'offrent nos moyens modernes. L'impact de la technologie dans la mondialisation peut s'observer dans tous les domaines : la défense, les relations sociales, la santé, l'industrie automobile, les défis écologiques auxquels elle fait face tout autant qu'elle y prend part... Les Hommes vivent aujourd'hui dans un monde urbain, interconnecté, mobile grâce à ces avancées.

La technologie peut même parfois, toujours dans ce contexte de mondialisation, revêtir un caractère politique comme l'affaire de détournement de données par Cambridge Analytica¹⁴ qui aurait pesé pour la victoire du « *leave* » lors du référendum britannique de juin 2016. L'article-exemple du jour ci-dessous est consacré à cette polémique.

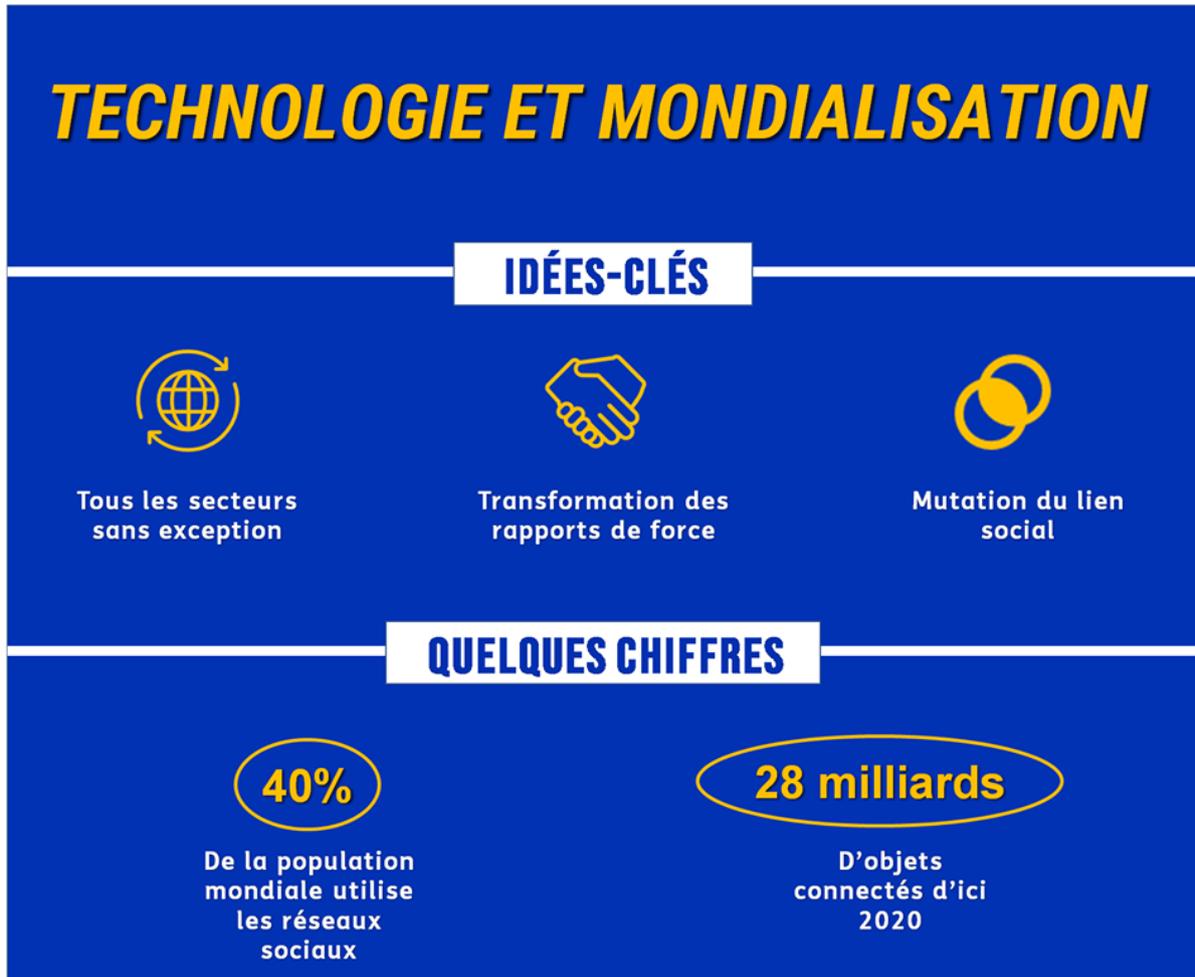
Si ces progrès nous permettent des échanges plus larges, une meilleure convergence de nos connaissances, de meilleures opportunités individuelles et collectives parfois, ils sont aussi questionnés. En écho à l'affaire Cambridge Analytica, l'influence des acteurs [GAFA – Google, Apple, Facebook, Amazon, les entreprises qui dominent le marché du numérique](#) – a été particulièrement mise en cause lorsque le gouvernement du Danemark a nommé un ambassadeur numérique auprès de ces multinationales, les érigeant ainsi au rang de puissances diplomatiques. Quel contre-pouvoir face à cela ?

Plus loin encore, tout notre système de fonctionnement urbain est en mutation. Durant sa conférence « Les villes intelligentes : fantasme ou réalité ? » retransmise sur *France Culture* en juin 2017¹⁵, le scientifique et universitaire franco-colombien Carlos Moreno a présenté son analyse de ces *smart cities*, dont il a fait sa spécialité. Quelles améliorations réelles peut apporter une ville régie par la technologie ? Quelles conséquences sur la fracture numérique ou le lien social ?

¹⁴ Sonia Delesalle-Stolper, « Sans Cambridge Analytica il n'y aurait pas eu de Brexit », *Libération*, 26 mars 2018.

¹⁵ France Culture, [Conférence de Carlos Moreno – La ville intelligente : fantasme ou réalité ?](#), 19 juin 2017.

La technologie est donc un thème vaste car aucun secteur n’y échappe. Mais si elle pose autant de questions qu’elle n’apporte de réponses, il s’agit d’un pilier de la mondialisation aujourd’hui incontournable et sans marche arrière possible.



Big Data et manipulations électorales : l'affaire Facebook/Cambridge Analytica

Jordi LAFON

L'une des conséquences directes de l'usage mondialement répandue d'internet et des réseaux sociaux est l'émergence du Big Data¹⁶. Un ensemble de données qui offre des possibilités inédites en termes d'analyses ou de [manipulation des tendances qui traversent la population](#).

Certaines sociétés consacrent leur activité à l'exploitation partielle des données issues du Big Data. C'est le cas de Cambridge Analytica, au cœur d'un scandale depuis plusieurs semaines. Spécialisée dans l'analyse de données à grande échelle et le conseil en communication, elle se donne pour mission « *de changer le comportement grâce aux données* ».

Le 16 mars 2018, Christopher Wylie, employé de Cambridge Analytica, a révélé que **la société avait capté les données d'environ 50 millions d'utilisateurs de Facebook sans leur consentement**. Ces révélations ont affecté l'entreprise : trois jours plus tard, le réseau social avait perdu 30 milliards de dollars à la bourse de New York. Les informations ont apparemment été obtenues grâce à un test de personnalité. Par ce biais, les internautes autorisaient à la fois la captation de certaines de leurs données (comme leur lieu d'habitation ou les contenus aimés), mais aussi certaines infos de leurs amis, quand leurs paramètres le permettaient. [Facebook](#) avait, en 2015, exigé la suppression de l'ensemble des données par la société. Or, selon Christopher Wylie, Cambridge Analytica ne les aurait jamais supprimées.

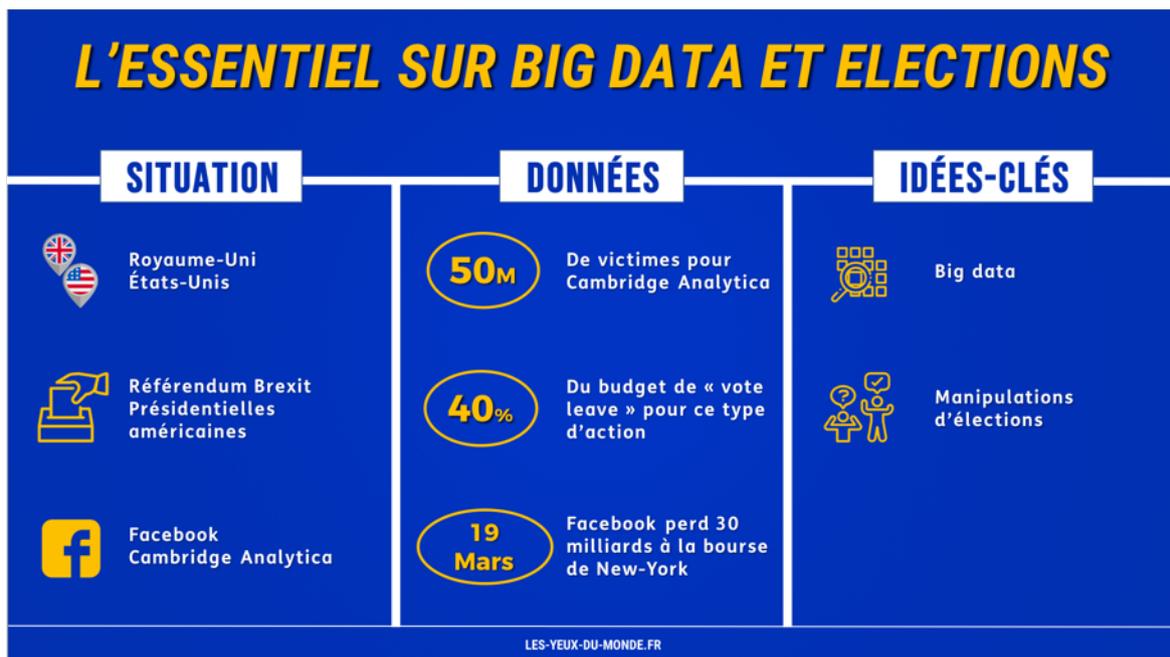
Cambridge Analytica aurait permis les victoires de Donald Trump et du Brexit

Au-delà de l'illégalité dans laquelle ces données ont été obtenues, l'aspect le plus inquiétant de l'affaire est la manière dont elles ont été utilisées. Christopher Wylie a expliqué que quand Steve Bannon était devenu leur client, « *la recherche [était] devenue beaucoup plus spécifique : **mettre en place une narration pour ce qu'on appelle aujourd'hui l'alt-right*** ». Son but était double : assurer la victoire du Brexit et celle de Donald Trump. Dans les deux cas la méthode était simple : « *Vous trouvez un groupe qui est plus susceptible qu'un autre de croire aux théories conspirationnistes, puis vous le nourrissez avec les rumeurs qu'il attend¹⁷.* »

¹⁶ Le Big Data peut être défini comme un ensemble très volumineux de données qu'aucun outil classique de gestion de base de données ou de gestion de l'information ne peut vraiment exploiter.

¹⁷ Sonia Delesalle-Stolper, « Sans Cambridge Analytica il n'y aurait pas eu de Brexit », *Libération*, 26 mars 2018.

Cela a, par exemple, été le cas pendant la campagne présidentielle américaine, avec la rumeur selon laquelle Barack Obama refuserait de quitter la Maison Blanche si Donald Trump était élu. Pendant la campagne du Brexit, le mouvement « **Vote Leave** » a investi 40% de son budget dans ce type d'action. Selon Christopher Wylie, le rôle de Cambridge Analytica dans ces élections a été essentiel. Ni le Brexit, ni [la victoire de Trump](#) n'aurait pu se réaliser sans son intervention. Le lanceur d'alerte décrit ainsi la société comme « *la machine à retourner le cerveau de la guerre psychologique de Steve Bannon* ».



La 4^e Révolution Industrielle : vecteur de re-localisation ?

Hugo CARRIE

*Alors qu'elle ne produisait plus en Allemagne depuis 1993, la firme allemande Adidas a ouvert en octobre 2017 la **Speed Factory**, une usine « 100% robotisée » en Bavière. Conçue pour mieux s'adapter à la quatrième révolution industrielle, cette stratégie de re-localisation démontre l'impact géopolitique à venir du nouveau mode de production.*

L'Usine 4.0 face aux nouvelles opportunités et contraintes

Prenant son essor dans les années 2010, cette nouvelle révolution industrielle s'appuie sur des **technologies novatrices auxquelles doit s'adapter « l'Usine 4.0 »**. La production de biens doit désormais évoluer avec [l'intelligence artificielle](#) et l'Internet des objets, la robotisation. D'autre part, les façons de consommer ont elles aussi évolué. La conception des biens s'effectue ainsi avec la **glocalisation, la personnalisation et la connectivité pour toiles de fond**.

Ainsi, la nouvelle unité de production d'Adidas a pour but de proposer des modèles de chaussures spécifiques à six grandes villes (le projet AM4) en commençant par Londres. Grâce aux données recueillies avec les coureurs londoniens, cette paire unique doit répondre à des attentes locales (météo, habitudes...) en étant produites en un temps record par la *Speed Factory*, au prix « made in China ». Une deuxième *Speed Factory* devrait ouvrir à Atlanta cet hiver.

Vers une nouvelle géographie industrielle

Par conséquent, la logique de localisation d'une usine répond désormais à de **nouveaux facteurs clefs de production**. En effet, le [Forum Économique Mondial de Davos](#) a classé les pays en fonction de leur préparation à embrasser la 4e Révolution Industrielle dans un rapport publié en janvier 2018. Parmi les pays les mieux placés, on retrouve les grands pays occidentaux (États-Unis en tête), les dragons asiatiques, la Chine et la Malaisie. A l'inverse, on retrouve en queue de peloton tous les pays d'Amérique du Sud, du Moyen-Orient (à l'exception du Qatar et des EAU, jugés à fort potentiel) et d'Afrique, pourtant cibles du phénomène de délocalisation industrielle.

Ce classement consacre donc la place des pays occidentaux au cœur de la géographie industrielle en devenir. [En proie à la désindustrialisation](#) qui semblait inhérente à la mondialisation, les États-Unis et l'Europe semblent donc pouvoir croire en une ré-industrialisation grâce aux mutations industrielles actuelles. Car à l'heure de l'usine connectée et robotisée, la production est commandée à distance

et ne nécessite plus autant de main d'œuvre peu qualifiée. Au contraire, la maîtrise des technologies utilisées comme la qualité des infrastructures des pays acquièrent une importance cruciale. De ce fait, les Occidentaux disposent de nouveau d'avantages concurrentiels sur les pays proposant des ouvriers à très faibles prétentions de salaire.

Toutefois, la désindustrialisation avait été dénoncée pour son **caractère destructeur concernant les emplois**. Or, de telles re-localisations ne «re-crèent » pas ces mêmes emplois perdus, puisque la robotisation y substitue. Dès lors, si la production industrielle a toujours été un facteur de puissance, continuera-t-elle d'être un vecteur de développement et de prospérité ?



La cyberguerre et le cyberspace : de la course à la technologie à l'intervention des Etats

Isabelle KEMMEL

Si la cyberguerre faisait encore rêver les fans de science-fiction il y a quelques années, elle représente aujourd'hui [un risque bien réel](#). Le cyberspace est devenu un terrain stratégique où les gouvernements peuvent exercer leur influence. Les possibilités sont multiples : du vol d'information au blocage des administrations, de l'influence d'élections à la destruction d'infrastructures. La mondialisation des systèmes d'information implique donc leur sécurisation.

Une définition de la cyberguerre pour des actions concrètes

L'[OTAN](#) planche actuellement sur une définition de la cyberguerre. Au-delà de la sémantique, ce qui intéresse les pays membres, c'est de mieux appréhender les enjeux du concept. Quelles actions pourraient être considérées comme des *casus belli* et justifier l'invocation de l'article 5 du traité de l'alliance, celui de la défense collective ? **L'OTAN reconnaît déjà le cyberspace comme un domaine opérationnel** et considère que le droit international y est applicable.

Une course à la cyberdéfense

L'Iran en avait fait l'expérience en 2010 lorsqu'un ver, **Stuxnet**¹⁸, s'était attaqué à des centrifugeuses d'enrichissement d'uranium. Plus récemment, ce sont les États-Unis et l'Allemagne qui ont essuyé une ingérence de la part de hackers russes dans leurs élections. Une **cyberattaque a également visé les Jeux Olympiques d'hiver 2018 en Corée du Sud**. [Les signaux ne peuvent pas être plus clairs](#). La **France a recensé pas moins de 700 « événements » en 2017**, allant de l'incident à la cyberattaque. Non seulement l'investissement dans la cyberdéfense est indispensable, mais la course est déjà lancée. En France, la **cyberdéfense est inscrite comme priorité pour la défense nationale** depuis 2013, et le récent tournant vers le développement de l'intelligence artificielle n'y est pas étranger.

Le dernier exemple en date, la rivalité Chine/États-Unis

Le 12 mars 2018, l'administration de Donald Trump a bloqué l'offre de rachat d'une entreprise américaine de technologie sans fil, Qualcomm, par un concurrent basé à Singapour, Broadcom. **La crainte de Donald Trump est que les Chinois ne deviennent leaders dans la fourniture de matériel pour les réseaux 5G** après un

¹⁸ Un ver informatique est un logiciel malveillant qui se reproduit sur plusieurs ordinateurs en utilisant un réseau informatique comme Internet.

abandon par Broadcom de ses investissements dans le secteur. L'entreprise Huawei obtiendrait alors une position dominante, ce que les Américains considèrent comme un risque pour leur sécurité nationale. Le rachat a donc été interdit par décret présidentiel. **La course au positionnement dans le cyberspace et la cyberdéfense impliquent donc une intervention accrue des États dans les secteurs sensibles des technologies de l'information.**

Si Sun Tzu nous expliquait dans *l'Art de la guerre*, qu'« *un grand général construit sa victoire sur la connaissance de l'ennemi et tient un compte précis de la nature du terrain* », il est aujourd'hui **nécessaire d'extrapoler cette doctrine et de l'appliquer au terrain du cyberspace.**

L'ESSENTIEL SUR LA CYBER-GUERRE

SITUATION	DONNEES	IDÉES-CLÉS
 <p>Le cyberspace : nouveau champ de bataille</p>	<p>2010 Le ver Stuxnet cible les centrifugeuses d'Iran</p>	 <p>Article 5 du traité de l'Otan : la notion de défense collective</p>
 <p>Investissements croissants dans la cyberdéfense</p>	<p>2013 La cyberdéfense devient priorité nationale française</p>	 <p>Casus Belli</p>
 <p>Intervention des Etats dans les secteurs sensibles des technologies de l'information</p>	<p>2018 Cyberattaque aux JO de Pyeong Chang</p>	 <p>Mondialisation des systèmes d'information</p>

LES-YEUX-DU-MONDE.FR

Hambourg, premier « smart port » du monde ?

Jessy PERIE

*Le concept de smart city ou « ville intelligente » est en train de révolutionner notre façon de vivre en milieu urbain [et ce dans le monde entier](#). Mais au-delà du quotidien, les échanges avec l'extérieur pourraient aussi devenir plus efficaces grâce à l'utilisation de technologies connectées avancées. Le port de Hambourg en Allemagne, qui gère 130 millions de tonnes de fret par an dont 3,6 millions de containers échangés avec la Chine, souhaite ainsi **devenir le premier « smart port » au monde**. Un projet ambitieux, qui pourrait encore améliorer les performances du commerce international.*

Deuxième ville d'Allemagne, Hambourg possède **un port à la fois maritime et fluvial (l'Elbe)**, qui fait de lui un **élément incontournable du développement du commerce extérieur de son pays, mais aussi d'une grande partie de l'Europe**. Spécialisé dans le trafic de containers – 9 millions par an – seul le port de Rotterdam le dépasse en Europe sur cette activité. Cependant, le trafic devrait atteindre les 14, voire 17 millions de containers en 2025 alors que le port atteindra ses limites à partir de 11 millions.

En 2013, **le programme Hambourg 2025** a été lancé pour répondre à cette problématique. Le but est de créer le premier « port intelligent » au monde, où les installations seraient en permanence connectées entre elles par des technologies avancées. Logistique du port, modélisation des marées, le contrôle serait global et en temps réel. Grâce à leurs smartphones, les conducteurs de camions par exemple seraient guidés vers le point de chargement adéquat et éviteraient les bouchons, donc les ralentissements d'activité.

La technologie, une voie stratégique pour rester compétitif

Le port de Hambourg est considéré comme **un cluster dans les nouvelles technologies consacrées à la logistique et à la construction navale**. Des investissements sont également faits dans le domaine de l'alimentation énergétique du port – capteurs pour un éclairage en fonction de la présence d'une activité, utilisation d'énergies renouvelables. À travers cela, il s'agit clairement d'utiliser la technologie pour demeurer un **acteur concurrentiel au sein de la mondialisation**. Dans un contexte d'augmentation du trafic maritime, le port de Hambourg doit trouver des solutions car il a la particularité d'être situé à 130 km à l'intérieur des terres ce qui l'empêche de se développer à sa guise dans l'espace. La technologie permettrait de passer outre cette situation d'enclave, en rendant **efficace sa coordination avec le réseau ferroviaire, routier et fluvial**. Devenir un pionnier en matière de port connecté est donc une voie d'avenir pour pérenniser une position

de leader. Les ports internationaux sont aujourd'hui vitaux pour la mondialisation, et deviennent ainsi [l'objet d'enjeux sécuritaires et stratégiques](#) grandissants.

L'ESSENTIEL SUR LE PORT DE HAMBOURG

SITUATION	DONNÉES	IDÉES-CLÉS
<div style="display: flex; align-items: center; margin-bottom: 10px;"> <div> <p>Hambourg, Allemagne</p> </div> </div> <div style="display: flex; align-items: center; margin-bottom: 10px;"> <div> <p>Logistique navale</p> </div> </div> <div style="display: flex; align-items: center;"> <div> <p>Commerce international</p> </div> </div>	<div style="margin-bottom: 10px;"> <div style="border: 2px solid yellow; border-radius: 50%; width: 40px; height: 40px; display: flex; align-items: center; justify-content: center; margin: 0 auto;"> 2nd </div> <p>Port européen dans le trafic de containers</p> </div> <div style="margin-bottom: 10px;"> <div style="border: 2px solid yellow; border-radius: 50%; width: 40px; height: 40px; display: flex; align-items: center; justify-content: center; margin: 0 auto;"> 17_M </div> <p>De containers en 2025</p> </div> <div> <div style="border: 2px solid yellow; border-radius: 50%; width: 40px; height: 40px; display: flex; align-items: center; justify-content: center; margin: 0 auto;"> 9_M </div> <p>De containers actuellement</p> </div>	<div style="margin-bottom: 10px;"> <p>Smart cities</p> </div> <div style="margin-bottom: 10px;"> <p>Gestion du port connectée</p> </div> <div> <p>Cluster de nouvelles technologies dans le secteur naval</p> </div>

LES-YEUX-DU-MONDE.FR

Tesla, une start-up en perte de vitesse ?

Sophie GUILLERMIN-GOLET

Tesla est un **constructeur automobile** fondé le **1er juillet 2003** par Martin Eberhard et Marc Tarpenning. L'actuel PDG emblématique du groupe, Elon Musk¹⁹, n'a rejoint l'aventure – en tant que membre de l'équipe dirigeante – qu'un an plus tard. La société se distingue de ses concurrents en **misant essentiellement sur la mise au point de véhicules électriques haut de gamme**. Après une montée en puissance rapide, Tesla accumule les difficultés. Le 1er avril dernier, le PDG a même annoncé la faillite du groupe sur Twitter...pour plaisanter. Une blague qui n'a pas amusé tout le monde.

Comme les autres **NATU** (Netflix, Airbnb, Tesla, Uber), Tesla cherche à « *disrupter*²⁰ » son secteur, en adoptant un *business model* inédit. Alors que de nombreux constructeurs automobiles produisent un seul modèle hybride, Tesla a décidé de **miser sur le 100% électrique, et donc sur le 100% énergie propre**. L'entreprise américaine vend essentiellement ses produits en ligne, ou dans des magasins dédiés à la marque. De plus, elle se caractérise par une **forte intégration verticale**²¹, contrairement à ses concurrents.

Le PDG ne cesse de mettre en avant le fait qu'une Tesla est en constante progression grâce à des **mises à jour régulières des logiciels**. L'innovation ne s'arrête donc pas une fois que le véhicule est acquis : les **performances s'améliorent sans cesse**. Afin de devancer ses concurrents, Tesla se positionne sur des secteurs toujours plus innovants, comme la **voiture autonome**. Tous ses modèles disposent déjà d'un mode « conduite autonome ». Toutefois, un accident mortel survenu le 23 mars 2018, impliquant une *Model X*, dont le mode aurait été activé au moment de la collision, a suscité de nombreuses interrogations.

Depuis quelques mois, Tesla est dans la tourmente

En ce début d'année, l'entreprise accumule les difficultés. En mars 2018, son **action a perdu 20% de sa valeur** ; sa capitalisation boursière a donc baissé d'une dizaine de milliards de dollars. Pour couronner le tout, Tesla a récemment rappelé – à titre préventif – plus de 120 000 exemplaires de sa *Model S*. Ce n'est pas la

¹⁹ A noter que Elon Musk est aussi le PDG de SpaceX.

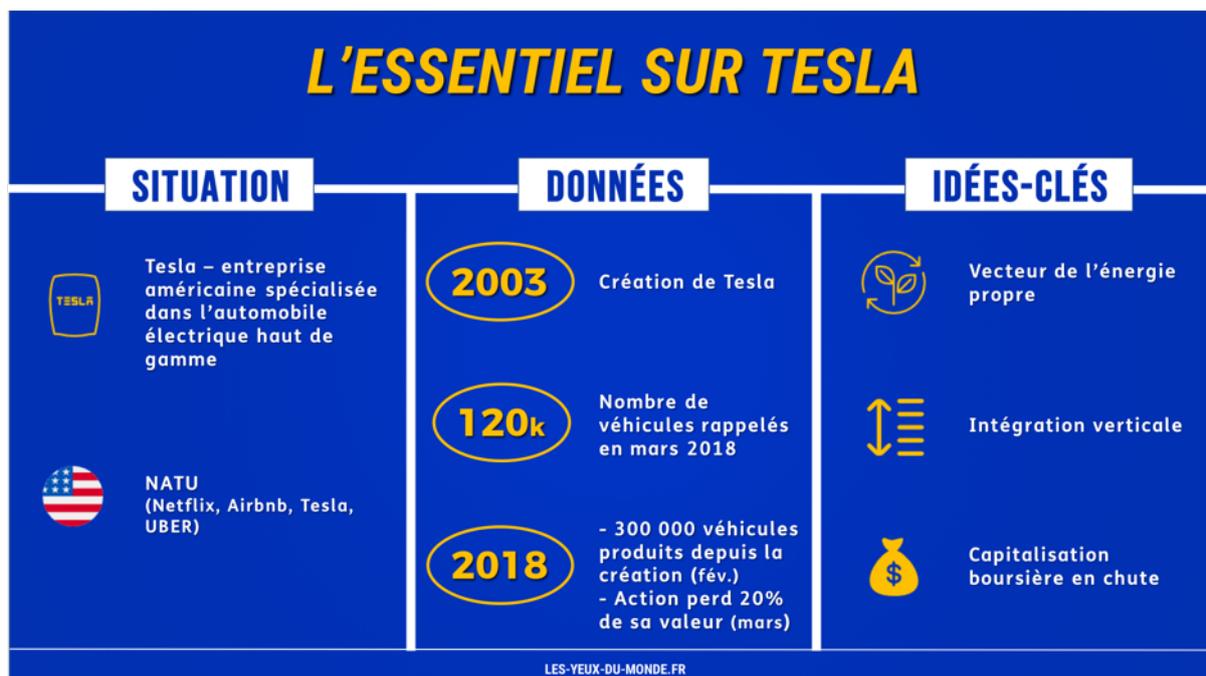
²⁰ Du verbe anglais *disrupt* (perturber fortement). Une entreprise qui *disrupt*, bouleverse un marché en suivant un modèle économique inédit.

²¹ **Intégration verticale** : un mode de propriété et de contrôle regroupant sous une seule autorité les divers stades de production et distribution concernant un type de produits ou services donnés aux différents stades de la chaîne de valeur.

première fois que cela se produit. De plus, à plusieurs reprises, Tesla a décalé le lancement de nouveaux projets (comme son camion 100% électrique).

En outre, Tesla est encore loin de relever son principal défi : **devenir un constructeur de masse**. L'entreprise ne parvient pas remplir ses objectifs de production. A titre d'exemple, au quatrième trimestre 2017, Tesla n'a livré que 1550 *Model 3*, alors que 4100 exemplaires étaient anticipés. Pour 2018, Tesla est encore loin de son objectif de 500 000 voitures. Selon une analyste du cabinet Edmunds.com, pour construire 500 000 voitures par an, il faut deux lignes d'assemblage avec deux équipes travaillant cinq jours par semaine. Or, Tesla ne possède qu'une seule ligne d'assemblage en [Californie](#).

Afin de mettre fin à cette « traversée du désert », et de **renouer avec les bénéfices**, Tesla va donc devoir **repenser son modèle économique**, et trouver un moyen pour produire plus, et plus vite.



HealthMap et l'extraction de données épidémiologiques sur Internet

Martin PONS

*Ces dernières années les études épidémiologiques ont révélé l'impuissance des systèmes de surveillance face à la multiplication des épidémies. La [propagation du virus Ebola](#) qui a sévi en Afrique de l'Ouest en 2014 et 2015, ou l'épidémie de fièvre Zika en Amérique en 2016 sont des exemples criants. L'enjeu étant d'ordre mondial, les chercheurs et professionnels de la santé se tournent vers de nouveaux canaux de collecte d'informations, analysant les flux de données Internet. Créé en 2006, **HealthMap** est un programme de cartographie en ligne développé par des chercheurs de l'hôpital pour enfants de Boston et de l'université d'Harvard.*

HealthMap s'appuie sur une somme colossale d'**informations épidémiologiques issues des réseaux sociaux, des blogs, des sites gouvernementaux et des organisations de santé internationales**. Grâce à sa puissante force de calcul, HealthMap a pu tirer la sonnette d'alarme lors de l'épidémie de choléra en Haïti, neuf jours avant l'annonce officielle faite par l'Organisation Mondiale de la Santé. Les études montrent que de tels systèmes de gestion peuvent détecter les signes d'une épidémie naissante, en particulier dans les zones où la surveillance de la santé publique est limitée. [Ces systèmes sont un atout pour les pays n'ayant pas les ressources humaines et financières.](#)

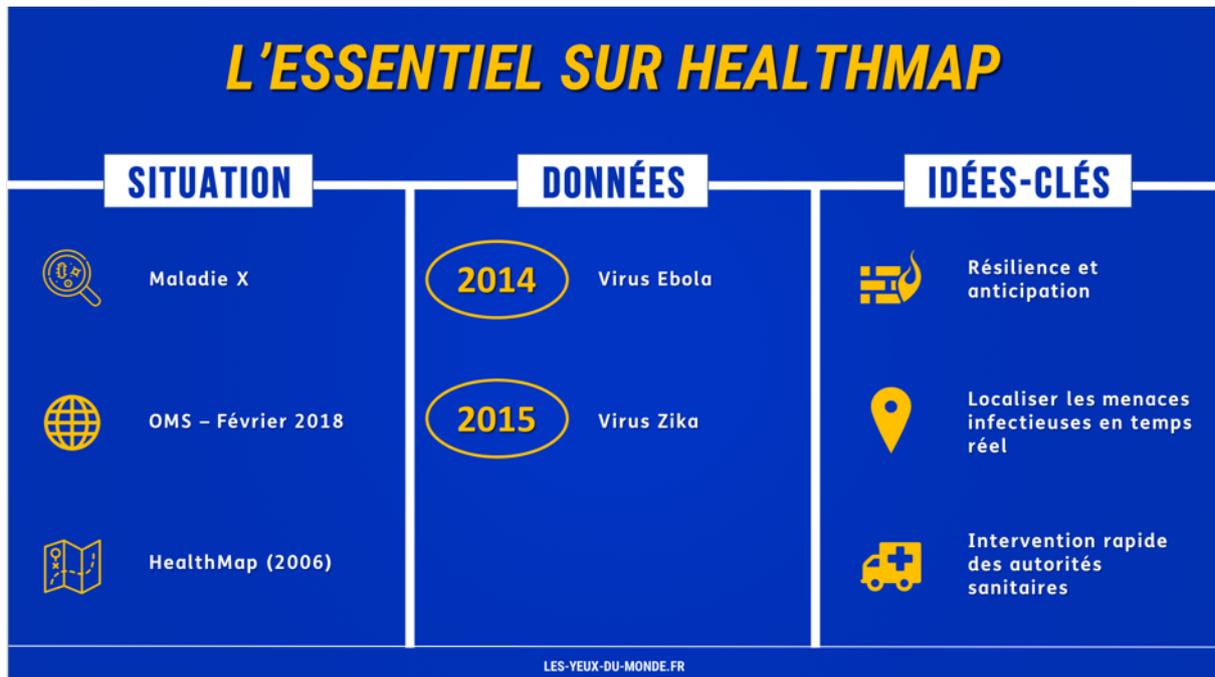
En effet les systèmes traditionnels de surveillance s'appuient uniquement sur les données transmises aux autorités sanitaires par les professionnels de la santé. A l'inverse les sources plus informelles de collectes de données comme HealthMap ont l'avantage de **localiser des menaces infectieuses en temps réel** et permettent une intervention rapide des autorités sanitaires.

Résilience des systèmes de surveillance numérique : la maladie X en perspective

Dès lors, les systèmes de surveillance traditionnels doivent être couplés avec des ensembles de données pour parer à toute épidémie. Les flux de données Internet récoltées ne sont pas dépourvues d'imperfections: elles peuvent **manquer d'identificateurs démographiques clés** tels que l'âge et le sexe. En effet, certaines catégories de personnes sont sous représentées comme les nourrissons, les enfants et les personnes âgées.

Le manque de systèmes de surveillance dans les zones affectées par des épidémies a, à la fois réduit la capacité de créer des contre-mesures locales,

et, accru le risque de propagation à l'échelle mondiale. L'Organisation Mondiale de la Santé s'est prononcée sur l'importance de mettre en place des programmes de résilience. A ce titre la surveillance numérique pourrait représenter une approche viable et peu coûteuse. D'autant plus qu'en février 2018, l'OMS a publié la liste annuelle des maladies prioritaires, et fait notamment mention d'un agent pathogène encore inconnu mais dont l'apparition serait inexorable : la « **maladie X** ». Cela rend essentielle l'utilisation des technologies dans la gestion des pandémies mondiales.



Le projet Iter, quand les puissances mondiales s'allient pour notre avenir énergétique

Jessy PERIE

Inauguré en 1987, le projet de recherche international Iter (International Thermonuclear Experimental Reactor, mais qui est traduit aujourd'hui depuis la locution latine qui signifie « le chemin ») a pour objectif de démontrer la faisabilité d'une production d'énergie par fusion nucléaire. L'énergie du Soleil et des étoiles, en somme. Elle pourrait être un complément essentiel aux énergies renouvelables, qui sont insuffisantes pour répondre aux besoins énergétiques mondiaux croissants.

Créé il y a plus de trente ans, le projet Iter réunissait à l'origine l'URSS, les États-Unis, le Japon et [Euratom](#). L'initiative a été rejointe par différentes puissances et s'est affinée pour aboutir, en 2006, à la signature de l'Accord Iter. Il définit de manière détaillée tous les aspects du projet.

Ce processus de fusion nucléaire a l'avantage de dégager **une grande quantité d'énergie avec peu de matière première**. Il n'émet pas non plus de gaz à effet de serre. Enfin, il produit des déchets radioactifs à durée de vie courte – une centaine d'années. Au sein des corps stellaires, ces réactions se produisent à des températures et des pressions extrêmes. Le but est donc de parvenir à contrôler ce processus, à quelques 150 millions de degrés Celsius. Le CEA français a envoyé en janvier 2018 des bobines supraconductrices – produites par [GE Power, ex-Alstom](#) – à destination du *tokamak* au Japon. Il s'agit d'une machine expérimentale euro-japonaise en mesure de permettre des fusions nucléaires et d'en exploiter l'énergie produite. Il existe déjà des *tokamak* actuellement, mais Iter marque une nouvelle étape car elle permettra d'étudier dans les conditions d'une centrale de fusion électrogène.

Iter, une technologie de pointe fruit d'une coopération internationale

Ce projet représente par ses membres actuels – UE, Suisse, Chine, Japon, Corée du Sud, États-Unis, Russie et Inde – 85% de la richesse mondiale^[1]. 2018 est l'année charnière où débute l'assemblage des dix millions de pièces de l'installation expérimentale. L'exploitation de la machine se fera sur le site Iter, en construction depuis 2010 dans les Bouches-du-Rhône, en France. L'UE prend en charge la plus grande partie du coût de construction des installations scientifiques, à hauteur de 45,6 % (source: Energy Information Administration). Iter est appelée à être la **première installation de fusion avec une production d'énergie nette**. Elle générera plus d'énergie qu'elle n'en reçoit pour fonctionner. Ce *tokamak* Iter est ainsi conçu pour amplifier d'un facteur dix la puissance apportée par ses systèmes de chauffage.

L'initiative permet à l'Europe de s'investir concrètement dans l'avenir énergétique mondial. L'UE ouvre une voie afin de confirmer [son rôle d'acteur majeur de l'innovation](#). De plus elle renforce également, à travers la technologie et la science, sa coopération avec le Japon déjà ravivée via [la relance récente du JEFTA](#). Dans un contexte de mondialisation sans retour en arrière possible, les enjeux d'avenir doivent être abordés de manière collective. La technologie, largement exploitée dans le domaine militaire, sert aussi à des initiatives de coopération pacifique. Elle permet donc **une optimisation de la mondialisation** ici, dans le cadre du projet Iter.

L'ESSENTIEL SUR LE PROJET ITER

SITUATION	DONNÉES	IDÉES-CLÉS
 <p>Projet de recherche international</p>	<p>2018</p> <p>Début de l'assemblage de l'installation</p>	 <p>Avenir énergétique</p>
 <p>Site dans les Bouches-Du-Rhône</p>	<p>10_M</p> <p>De pièces vont constituer le tokamak Iter</p>	 <p>Coopération technologique mondialisée</p>
 <p>Fusion nucléaire</p>	<p>150_M</p> <p>De degrés Celsius nécessaires pour amorcer la réaction de fusion</p>	

LES-YEUX-DU-MONDE.FR